

TRACTATENBLAD

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1979 Nr. 52

A. TITEL

*Internationale Overeenkomst inzake de vereenvoudiging en
harmonisatie van douaneprocedures, met Bijlagen;
Kyoto, 18 mei 1973*

B. TEKST

De tekst van Overeenkomst en Bijlagen is geplaatst in *Trb.* 1975, 92.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1975, 92.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1977, 116.

De in de rubriek J hieronder afgedrukte Bijlagen bij het Verdrag behoeven ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal alvorens te kunnen worden aanvaard.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1977, 116.

Behalve de aldaar genoemde Staten heeft nog de volgende Staat in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, juncto artikel 1, letter c, van de Overeenkomst, een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Finland 23 november 1977

Behalve door de in *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116 genoemde Staten is nog in overeenstemming met artikel 11, vierde c.q. zesde lid, van de Overeenkomst een verklaring van aanvaarding van een of

meer Bijlagen bij de Overeenkomst gericht aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad door:

de Europese Economische
Gemeenschap ¹⁾ 1 juli 1977

Bijlagen D.1, D.2, E.1, E.6 en E.8 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les règles d'origine (D.1)

Norme 7

Les dispositions communautaires en la matière sont fondées sur l'idée que l'origine des accessoires, pièces de rechange, etc. . . . est déterminée non pas en prenant en considération isolément les accessoires, pièces de rechange, etc. . . . mais en prenant en considération l'ensemble formé par le matériel, la machine, etc. . . . et leurs accessoires, pièces de rechange, etc. . . .

Il s'ensuit que dans le cas d'application de la méthode du pourcentage, les parties non originaires (y compris éventuellement les accessoires ou les parties tierces incorporées dans les accessoires) sont comptabilisées globalement, sans possibilité de dépasser le pourcentage toléré par rapport à la valeur de l'ensemble constitué par le matériel, la machine, etc. . . . et leurs accessoires, pièces de rechange, etc. . . .

Norme 8

Les accords préférentiels conclus par la Communauté contiennent la disposition suivante:

„Lorsqu'à la demande du déclarant en douane, un article démonté ou non monté, relevant des chapitres 84 et 85 de la Nomenclature du CCD est importé par envois échelonnés, aux conditions fixées par les autorités compétentes, il est considéré comme constituant un seul article et un certificat de circulation des marchandises peut être présenté pour l'article complet lors de l'importation du premier envoi partiel.”

Les réglementations autonomes de la Communauté ne contiennent pas de dispositions de ce genre.

Pratique recommandée 10

Il n'existe pas de disposition de ce genre dans la législation communautaire.

Annexe concernant les preuves documentaires de l'origine (D.2)

Pratique recommandée 3

La législation communautaire, dans le cadre des régimes préférentiels, ne prévoit la dispense de preuve documentaire que pour les marchandises

¹⁾ De Europese Economische Gemeenschap heeft een wijziging aangebracht in het voorbehoud m.b.t. Bijlage E.6.

De tekst van „Pratique recommandée 5” dient als volgt te luiden:
P.5.5. La Communauté se réserve le droit de ne pas appliquer cette pratique recommandée si et dans la mesure où celle-ci se trouve ou devrait se trouver en contradiction avec la réalisation de sa politique commerciale.

qui font l'objet de petits envois adressés à des particuliers ou qui sont contenues dans les bagages personnels des voyageurs, pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial, dès lors qu'elles sont déclarées comme répondant aux conditions requises pour être considérées comme originaires et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité de cette déclaration.

Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial, les importations qui présentent un caractère occasionnel et qui portent uniquement sur des marchandises réservées à l'usage personnel ou familial des destinataires ou des voyageurs, ces marchandises ne devant traduire, par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial. En outre, la valeur globale des marchandises ne doit pas être supérieure à 60 unités de compte en ce qui concerne les petits envois, ou à 200 unités de compte en ce qui concerne le contenu des bagages personnels des voyageurs.

Dans les échanges non préférentiels avec les pays tiers, la législation communautaire ne prévoit aucune disposition de ce genre.

Pratique recommandée 10

Dans le cadre des régimes préférentiels, les certificats d'origine (ou de circulation des marchandises) doivent être délivrés dans le pays d'origine des marchandises. Un certificat ne peut être délivré dans un autre pays que dans les conditions prévues dans le cadre de certains systèmes d'origine cumulative du type de ceux existant dans les échanges avec les pays de l'AELE ou avec certains groupements régionaux de pays bénéficiaires des préférences généralisées.

Pratique recommandée 12

La législation communautaire, dans le cadre des régimes préférentiels, ne prévoit la possibilité d'une déclaration de l'origine que si elle est établie sur un formulaire standard du type EUR.2 ou APR (préférences généralisées) et s'il s'agit de produits qui font l'objet d'envois postaux (y compris les colis postaux), pour autant qu'il s'agisse d'envois contenant uniquement des produits originaires et que la valeur ne dépasse pas 1.000 unités de compte par envoi.

Dans les échanges non préférentiels avec les pays tiers, aucune disposition de ce genre n'est prévue.

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif

(E.6)

Pratique recommandée 5

Il n'existe pas de disposition de ce genre dans la législation communautaire. Cette pratique recommandée empêcherait d'ailleurs de faire usage des possibilités offertes par l'article 3 de la Convention de Kyoto, aux termes duquel „Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application de prohibitions et restrictions dérivant de la législation nationale.”

Pratiques recommandées 16 et 18

La réglementation communautaire en cette matière prévoit que „les autorités compétentes peuvent exiger une garantie dont elles déterminent la forme et le montant” (article 3, paragraphe 3, de la directive 69/73).

Cette disposition permet aux Etats membres d'appliquer les pratiques recommandées sans toutefois les empêcher de demander des garanties dont les modalités et les montants s'écartent de ceux prévus dans les pratiques recommandées concernées.

Dès lors, la Communauté n'est pas actuellement en mesure d'assurer l'application de ces pratiques recommandées sur l'ensemble de son territoire.

Norme 19

Il n'existe pas de disposition de ce genre dans la législation communautaire. Le droit de constituer une garantie globale conformément à cette norme pourrait d'ailleurs conduire, en raison de l'existence du territoire douanier commun, à des difficultés pratiques lors du recouvrement de la charge douanière en cas de mise en libre pratique des marchandises dans un Etat membre autre que celui où ont eu lieu les formalités douanières relatives à leur mise en admission temporaire.

Pratique recommandée 27

Il n'existe pas de disposition de ce genre dans la législation communautaire.

Norme 34

Cette norme n'exige pas la récupération ultérieure des produits compensateurs mis dans les ports francs ou les zones franches, à la différence de l'article 13 de la directive „perfectionnement actif” qui dispose que „le régime du perfectionnement actif est considéré comme terminé lorsque, dans les conditions prévues par l'autorisation, les produits compensateurs sont, soit exportés hors du territoire douanier de la Communauté, soit placés en entrepôt douanier, en zone franche ou sous le régime de transit communautaire (procédure externe) en vue de leur exportation ultérieure”.

Cette norme pourrait donc donner lieu à un détournement de la protection tarifaire, par exemple, dans le cas où des produits compensateurs seraient soumis à un prélèvement inférieur à celui afférent aux matières premières mises en oeuvre.

Annexe concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif (E.8)

Pratique recommandée 3

La Communauté se réserve le droit de ne pas appliquer cette pratique recommandée si et dans la mesure où celle-ci se trouve ou devrait se trouver en contradiction avec la réalisation de sa politique commerciale.

Pratiques recommandées 9 et 10

L'état actuel d'harmonisation de la législation communautaire dans le domaine douanier empêche d'accepter ces règles.

Norme 20

La Communauté se réserve le droit de ne pas appliquer cette norme si et dans la mesure où celle-ci se trouve ou devrait se trouver en contradiction avec la réalisation de sa politique agricole.

Nieuw-Zeeland , 14 juli 1977

Bijlagen A.1, A.2 en F.6

Oostenrijk 24 juli 1977

Bijlagen A.1 en F.6 zonder voorbehouden, A.2 en B.1 onder voorbehouden welke niet in dit Tractatenblad zijn opgenomen en voorts D.1, D.2, E.1, E.6 en F.1 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les règles d'origine (D.1)

Norme 2

Les articles hors d'usage recueillis dans le pays d'exportation et ne pouvant servir qu'à la récupération de matières premières ne sont pas considérés comme des marchandises entièrement obtenues dans ce pays sauf aux termes d'accords internationaux ou de dispositions spécifiques de la législation nationale.

Norme 7

Les accessoires, pièces de rechange et outillage sont considérés comme ayant la même origine que le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule, uniquement lorsque cela est prévu par des accords internationaux ou des dispositions spécifiques de la législation nationale.

Norme 8

Les articles démontés ou non montés sont considérés comme un seul et même article uniquement s'ils sont considérés comme tels pour l'application du tarif douanier et à condition qu'aucune disposition de la législation nationale n'en dispose autrement.

Norme 14

D'ordinaire, les amendements à la législation entrent en vigueur le jour suivant la date de publication.

Annexe concernant les preuves documentaires de l'origine (D.2)

Pratique recommandée 4

Aucun délai n'est fixé pour réviser les règles concernant les cas où une preuve documentaire de l'origine est exigée.

Pratique recommandée 12

Lorsqu'une preuve documentaire de l'origine est exigée, un certificat d'origine doit être présenté, sauf si les accords internationaux ou des dispositions spécifiques de la législation nationale en disposent autrement. Aucune preuve documentaire de l'origine n'est exigée (sauf si les accords internationaux ou les dispositions spécifiques de la législation nationale en disposent autrement) pour les marchandises importées au titre de:

a) contrats commerciaux relatifs à des marchandises dont la valeur globale ne dépasse pas 2.000 schillings (environ 120 dollars EU), sauf dans les cas où ces marchandises

- sont dédouanées pour la mise à la consommation et proviennent d'un envoi plus important qui a été fractionné à l'intérieur du territoire douanier ou

– sont de la même espèce, expédiées au même moment, par le même moyen de transport et importées auprès de la même personne au titre de plusieurs contrats;

b) contrats non commerciaux ou actes juridiques relatifs à des marchandises dont la valeur globale ne dépasse pas 5.000 schillings (environ 295 dollars EU); dans ce montant, des vivres peuvent être importés pour un montant de 200 schillings (environ 12 dollars EU) et des produits pharmaceutiques jusqu'à 1.000 schillings (environ 60 dollars EU); pour les importations de vin, une limite de 100 litres est fixée.

Annexe concernant le transit douanier (E.1)

Pratique recommandée 29

Sauf en cas d'événement imprévu ou de force majeure, le non-respect d'un délai fixé entraîne le recouvrement des droits à l'importation exigibles, même si toutes les autres conditions ont été remplies.

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif (E.6)

Pratique recommandée 7

L'admission temporaire pour perfectionnement actif n'est accordée que si les intérêts de l'économie nationale sont sauvegardés.

Pratique recommandée 8

Les marchandises reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif doivent être présentes dans les produits compensateurs. Par conséquent, il ne suffit pas que le régime soit apuré par l'exportation des produits obtenus à la suite du traitement de marchandises qui sont identiques, par leur espèce, leur qualité et leurs caractéristiques techniques, à celles qui ont été reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif.

Pratique recommandée 12

Les taux de rendement sont fixés pour chaque opération concrète.

Pratique recommandée 14

La présentation de la déclaration de marchandises pour mise en admission temporaire pour perfectionnement actif diffère de celle de la déclaration de marchandises pour mise à la consommation, compte tenu des conditions inhérentes à ce régime douanier.

Norme 19

Une garantie globale ne peut être fournie que si le dédouanement pour perfectionnement actif a lieu régulièrement dans le même bureau de douane.

Pratique recommandée 28

La personne qui poursuit le perfectionnement doit également être en possession d'une autorisation pour admission temporaire pour perfectionnement actif.

Pratique recommandée 36

Le fait de placer des marchandises sous le régime du transit douanier ne met pas fin à l'admission temporaire pour perfectionnement actif.

Pratique recommandée 40

L'admission temporaire pour perfectionnement actif n'est pas autorisée lorsque les marchandises sont simplement utilisées au cours du perfectionnement comme catalyseurs, produits corrosifs ou similaires, mais ne sont pas présentes dans les produits compensateurs et par conséquent ne peuvent être réexportées.

Norme 42

Les déchets et débris résultant, le cas échéant, de la destruction, sont assujettis aux droits et taxes à l'importation applicables à ces déchets et débris uniquement s'ils sont introduits, avant leur dédouanement pour mise à la consommation, dans un entrepôt de douane ou dans une zone franche.

Pratique recommandée 43

La compensation à l'équivalent n'est pas autorisée.

Annexe concernant les zones franches (F.1)*Norme 8*

Les droits d'accise sont remboursés et la taxe sur le chiffre d'affaires (TVA) est déductible, uniquement si les marchandises sont exportées du territoire douanier.

Norme 18

Les marchandises destinées à être consommées à l'intérieur de la zone franche sont pleinement passibles des droits et taxes à l'importation.

Algerije 18 augustus 1977

Bijlagen A.1, A.2 en F.3 zonder voorbehouden en F.5 onder een voorbehoud, waarvan de tekst niet is opgenomen in dit Tractatenblad.

Denemarken 6 september 1977

Bijlage E.1 zonder voorbehouden en Bijlagen D.1, D.2, E.6 en E.8 onder de volgende voorbehouden en preciseringen:

Annexe concernant les règles d'origine (D.1)*Normes 7 et 8**Pratique recommandée 10*

Le Gouvernement danois ne peut accepter ces trois dispositions en raison de divergences avec la législation communautaire.

Annexe concernant les preuves documentaires de l'origine (D.2)*Pratiques recommandées 3, 10 et 12*

Le Gouvernement danois ne peut accepter ces trois dispositions en raison de divergences avec la législation communautaire.

Norme 9

Les autorités et organismes ci-après sont autorisés à délivrer les certificats d'origine:

Toldvaesenet
(Département des Douanes)

Arbejderbevægelsens Erhvervsraad (Conseil Professionnel des Travailleurs)

Grosserer-Societetet (Chambre de Commerce)

Haandvaerkerraadet (Chambre de l'Artisanat)

Industriraadet (Fédération des Industries Danoises)

Landbrugsraadet (Conseil de l'Agriculture)

Provinshandelskammeret (Chambre de Commerce de la Province).

**Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif
(E.6)**

Pratiques recommandées 5, 16, 18 et 27

Normes 19 et 34

Le Gouvernement danois ne peut accepter ces six dispositions en raison de divergences avec la législation communautaire.

Toutefois, en ce qui concerne la réserve communautaire relative aux *pratiques recommandées 16 et 18*, le Gouvernement danois fait remarquer qu'au Danemark, la procédure habituelle relative à l'admission temporaire de marchandises pour perfectionnement actif consiste dans le dépôt d'une somme équivalant aux charges et taxes frappant les marchandises au moment de l'importation. Dans certains cas, le Service des douanes peut autoriser le non-paiement d'un dépôt, ce qui implique la suspension de l'acquittement des charges et taxes frappant les marchandises. Cette autorisation peut être subordonnée à la fourniture d'une caution dont l'importance et la nature doivent recueillir l'approbation du Service des douanes. Dans le cas d'autorisations sous la Procédure de suspension et, en particulier, dans celui d'autorisations générales couvrant plusieurs arrangements de perfectionnement durant une période déterminée, il se peut que la valeur de la caution dépasse celle des charges et taxes suspendues.

**Annexe concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif
(E.8)**

Pratiques recommandées 3, 9 et 10

Norme 20

Le Gouvernement danois ne peut accepter ces quatre dispositions en raison de divergences avec la législation communautaire.

Zaire 24 oktober 1977

Bijlage E.3 onder de volgende voorbehouden:

Pratique recommandée 9

Une garantie doit être fournie par les concessionnaires d'entrepôts privés.

Pratique recommandée 11

Les marchandises prohibées à l'importation et en transit ne peuvent être admises dans les entrepôts publics.

Pratique recommandée 13

Le remboursement n'intervient qu'au moment de la réexportation effective des marchandises importées.

Pratique recommandée 14

L'apurement du régime de l'admission temporaire peut être obtenu par l'exportation des marchandises ou par la mise à la consommation.

Pratique recommandée 15

L'exonération ou le remboursement des droits et taxes internes sont subordonnés à l'exportation effective des marchandises qui ont supporté ces droits et taxes ou qui en sont passibles.

Norme 21

La prise en charge des marchandises dans les entrepôts privés sert de base au recouvrement éventuel des droits; l'état des marchandises est invariablement fixé à l'entrée en entrepôt.

Normes 22 et 23

Les droits sont dus sur les manquants constatés dans les entrepôts privés, quels que soient ces manquants et alors même que les marchandises auraient été détruites par suite d'incendie ou d'un autre événement de force majeure.

Finland 23 november 1977

Bijlage F.6 onder het volgende voorbehoud:

**Annexe concernant le remboursement des droits et taxes à l'importation
(F.6)**

Norme 7

La législation finlandaise ne prévoit pas la remise des droits et taxes à l'importation dans les cas visés dans la présente norme.

Nieuw-Zeeland 23 november 1977

Bijlage E.6 onder het volgende voorbehoud:

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement (E.6)

Pratique recommandée 7

La législation néo-zélandaise prévoit que l'admission temporaire des marchandises pour perfectionnement actif est subordonnée à cette condition.

Norme 34

La législation néo-zélandaise ne prévoit pas une telle disposition, car il n'existe ni ports francs, ni zones franches en Nouvelle-Zélande.

Pratique recommandée 35

La législation néo-zélandaise ne prévoit pas actuellement l'apurement de l'admission temporaire des produits compensateurs par leur mise en entrepôt de douane. Il est actuellement procédé à un examen de la régle-

mentation néo-zélandaise en vue d'y apporter les amendements appropriés qui permettront d'accepter sous peu cette pratique recommandée.

België 20 januari 1978

Bijlage E.1 zonder voorbehoud en Bijlagen D.1, D.2, E.6 en E.8 onder de volgende voorbehouden:

Annexe concernant les règles d'origine (D.1)

Normes 7 et 8

Pratique recommandée 10

Le Gouvernement belge ne peut accepter ces trois dispositions en raison de différences identiques à celles qui ont servi de base aux réserves émises par la Communauté économique européenne.

Annexe concernant les preuves documentaires de l'origine (D.2)

Pratiques recommandées 3, 10 et 12

Le Gouvernement belge ne peut accepter ces trois dispositions en raison de différences identiques à celles qui ont servi de base aux réserves émises par la Communauté économique européenne.

Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif (E.6)

Pratiques recommandées 5, 16, 18 et 27

Normes 19 et 34

Le Gouvernement belge ne peut accepter ces six dispositions en raison de différences identiques à celles qui ont servi de base aux réserves émises par la Communauté économique européenne.

Annexe concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif (E.8)

Pratiques recommandées 3, 9 et 10

Norme 20

Le Gouvernement belge ne peut accepter ces quatre dispositions en raison de différences identiques à celles qui ont servi de base aux réserves émises par la Communauté économique européenne.

Kameroen 3 februari 1978

Bijlage A.1

Kameroen 10 mei 1978

Bijlage F.4

Ivoorkust 2 juni 1978

Bijlagen E.3 en E.5 onder de volgende voorbehouden:

**Annexe concernant l'admission temporaire avec réexportation en l'état
(E.5)**

Pratique recommandée 5

Cette pratique recommandée ne doit pas s'opposer à l'application de la législation interne et des engagements internationaux contractés par la Côte d'Ivoire.

Pratique recommandée 13

Cette pratique recommandée n'est pas applicable parce que les pénalités ne sont pas garanties.

Norme 14

Chaque cas donne lieu à une garantie séparée.

Norme 24

L'apurement des documents doit se faire par le bureau d'importation.

Pratique recommandée 33

La restitution de la consignation doit se faire par le bureau d'importation.

Pratique recommandée 36

Une garantie est exigée dans les cas visés par cette pratique recommandée.

de Europese Economische Gemeenschap 20 juni 1978

Bijlage A.2 onder voorbehouden en preciseringen waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is afgedrukt en Bijlagen A.1 en F.1 onder de volgende voorbehouden en preciseringen:

**Annexe concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la
déclaration de marchandises (A.1)**

Norme 11

La réglementation communautaire prévoit que la déclaration sommaire doit contenir également l'indication du lieu de chargement des marchandises sur le moyen de transport. Toutefois, cette réglementation laisse la possibilité aux Etats membres d'exiger que la déclaration sommaire contienne d'autres éléments que ceux prévus par ladite réglementation.

Norme 21

L'exonération totale ou partielle des droits perçus selon le poids ne peut pas être accordée pour des marchandises endommagées qui sont mises à la consommation.

Annexe concernant les zones franches (F.1)

Considération d'ordre général

La réglementation communautaire laisse aux Etats membres la faculté

de créer ou non des zones franches sur leur territoire étant entendu que s'ils instituent de telles zones, celles-ci doivent respecter les dispositions communautaires. Des zones franches n'existent pas en Belgique, en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni.

Norme 21

La norme ne prévoit pas la possibilité de limiter la durée du séjour des marchandises.

Par contre, la réglementation communautaire admet une telle possibilité.

Luxemburg 21 juni 1978

Bijlagen D.1, D.2, E.1, E.6 en E.8 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977.

Zweden 22 juni 1978

Bijlagen C.1 en F.4 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is afgedrukt.

Nieuw-Zeeland 4 juli 1978

Bijlage E.8.

de Bondsrepubliek Duitsland 21 augustus 1978

Bijlagen E.1, A.1, A.2, D.1, D.2, E.6, E.8 en F.1 onder dezelfde voorbehouden als gemaakt door de Europese Economische Gemeenschap op 1 juli 1977 en 20 juni 1978 en onder de volgende precisering met betrekking tot Bijlage D.2:

„Norme 9

En République fédérale d'Allemagne, la délivrance des certificats d'origine incombe par principe aux organisations professionnelles (Chambres de commerce et d'industrie, Chambres de commerce, Chambres d'agriculture) ainsi qu' à l'Office fédéral pour le commerce et l'industrie (pour les films).

Les bureaux de douane sont également habilités à délivrer des certificats d'origine.

Seuls ces bureaux de douane peuvent délivrer lesdits certificats dans le cas des marchandises bénéficiant de régimes préférentiels.”

Nieuw-Zeeland 26 oktober 1978

Bijlage C.1 onder voorbehouden waarvan de tekst niet in dit Tractatenblad is afgedrukt, Bijlage E.2 en Bijlage E.3 onder de volgende precisering:

„Pratique recommandée

La réglementation néo-zélandaise interdit également la mise en entrepôt de douane de marchandises introduites en Nouvelle-Zélande sans licence d'importation.”

F. TOETREDING

Behalve de in *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116 genoemde Staten hebben de volgende Staten in overeenstemming met artikel 11, vijfde lid, van de Overeenkomst een akte van toetreding nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Internationale Douaneraad:

Zaire	24 oktober 1977
Ivoorkust	2 juni 1978

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116.

De bepalingen van de Overeenkomst zijn ingevolge artikel 12, tweede lid, voorts nog in werking getreden voor:

Zaire	24 januari 1978
Finland	23 februari 1978
Ivoorkust	2 september 1978

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage B.1 in werking getreden voor:

Oostenrijk	24 oktober 1977
------------------	-----------------

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.1 in werking getreden voor:

Canada	1 oktober 1977
de Europese Economische Gemeenschap	1 oktober 1977
Nieuw-Zeeland	1 oktober 1977
Zweden	1 oktober 1977
Zwitserland	1 oktober 1977
Oostenrijk	24 oktober 1977
Denemarken	6 december 1977
België	20 april 1978
Luxemburg	21 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.3 in werking getreden voor:

Zaire	24 januari 1978
Ivoorkust	2 september 1978

In overeenstemming met artikel 12, vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.5 in werking getreden voor:

Ivoorkust	2 september 1978
-----------------	------------------

In overeenstemming met artikel 12, derde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.6 in werking getreden voor:

Denemarken	6 december 1977
------------------	-----------------

de Europese Economische Gemeenschap	6 december 1977
Noorwegen	6 december 1977
Oostenrijk	6 december 1977
Zwitserland	6 december 1977
Nieuw-Zeeland	23 februari 1978
België	20 april 1978
Luxemburg	21 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage E.8 in werking getreden voor:

België	20 april 1978
Canada	20 april 1978
Denemarken	20 april 1978
de Europese Economische Gemeenschap	20 april 1978
Zwitserland	20 april 1978
Luxemburg	21 september 1978
Nieuw-Zeeland	4 oktober 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst is Bijlage A.1 in werking getreden voor:

Algerije	18 november 1977
Canada	18 november 1977
Nieuw-Zeeland	18 november 1977
Oostenrijk	18 november 1977
Zwitserland	18 november 1977
Kameroen	3 mei 1978
de Europese Economische Gemeenschap	20 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage A.2 in werking getreden voor:

Algerije	18 november 1977
Canada	18 november 1977
Nieuw-Zeeland	18 november 1977
Oostenrijk	18 november 1977
Zwitserland	18 november 1977
de Europese Economische Gemeenschap	20 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage D.1 in werking getreden voor:

Denemarken	6 december 1977
de Europese Economische Gemeenschap	6 december 1977
Nieuw-Zeeland	6 december 1977

Oostenrijk	6 december 1977
Zwitserland	6 december 1977
België	20 april 1978
Luxemburg	21 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage D.2 in werking getreden voor:

Denemarken	6 december 1977
de Europese Economische Gemeenschap	6 december 1977
Nieuw-Zeeland	6 december 1977
Oostenrijk	6 december 1977
Zwitserland	6 december 1977
België	20 april 1978
Luxemburg	21 september 1978
de Bondsrepubliek Duitsland	21 november 1978

In overeenstemming met artikel 12, derde en vierde lid, van de Overeenkomst, is Bijlage F.6 in werking getreden voor:

Canada	14 oktober 1977
Nieuw-Zeeland	14 oktober 1977
Noorwegen	14 oktober 1977
Zweden	14 oktober 1977
Zwitserland	14 oktober 1977
Oostenrijk	24 oktober 1977
Finland	23 februari 1978

H. TOEPASSELIJKVERKLARING

Zie *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116¹⁾.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1975, 92 en *Trb.* 1977, 116.

De Engelse en de Franse tekst van de op 10 juni 1974 aangenomen Bijlagen D.1, D.2 en E.6, alsmede van de op 22 mei 1976 aangenomen Bijlagen E.1 en E.8 en de op 16 juni 1976 aangenomen Bijlagen A.1 en F.1, luiden als volgt²⁾:

¹⁾ De in deze rubriek van *Trb.* 1977, 116 geplaatste vertaling in het Nederlands van de titels van de Bijlagen D.1 en D.2 dient ten rechte als volgt te luiden:

Bijlage betreffende de voorschriften inzake oorsprong (Bijlage D.1)

Bijlage betreffende de bewijzen van oorsprong (Bijlage D.2)

²⁾ De vertaling in het Nederlands van de Bijlagen D.1, D.2, E.1, E.6 en E.8 is afgedrukt in *Pb.* EG L 166 van 4 juli 1977, blz. 3 e.v.; de vertaling in het Nederlands van de Bijlagen A.1 en F.1 is afgedrukt in *Pb.* EG L 160 van 17 juni 1978.

ANNEXE D.1

Annexe concernant les règles d'origine

Introduction

La notion d'origine des marchandises intervient dans la mise en oeuvre de nombreuses mesures que la douane est chargée d'appliquer. Les règles utilisées pour déterminer l'origine des marchandises font appel à deux critères de base différents, à savoir celui des «marchandises entièrement produites» dans un pays déterminé, s'il n'y a qu'un seul pays qui entre en ligne de compte pour l'attribution de l'origine à une marchandise, et celui de la «transformation substantielle» lorsque deux ou plusieurs pays interviennent dans la production d'une marchandise. Le critère des «marchandises entièrement produites» qui vise principalement les produits «naturels» et les marchandises fabriquées uniquement à partir de ceux-ci exclut en général de son champ d'application des marchandises contenant des parties ou des matières importées ou d'origine indéterminée. Le critère de la «transformation substantielle» peut s'exprimer par différentes méthodes d'application.

Dans la pratique, le critère de la transformation substantielle peut s'exprimer:

- par la règle du changement de position tarifaire dans une nomenclature déterminée, assortie de listes d'exceptions, et/ou
- par une liste des transformations ou des ouvraisons conférant ou non aux marchandises qui les ont subies l'origine du pays où elles ont été effectuées, et/ou
- par la règle du pourcentage ad valorem, lorsque le pourcentage de la valeur des produits utilisés ou le pourcentage de la plus-value acquise se révèle conforme à un niveau déterminé.

Les avantages et les inconvénients de ces différentes méthodes d'expression du point de vue de la douane et des usagers sont schématiquement les suivants:

A. Changement de position tarifaire

La méthode d'application généralement utilisée consiste à établir une règle générale suivant laquelle le produit obtenu est considéré comme ayant subi une transformation ou une ouvraison suffisante s'il relève d'une position d'une nomenclature systématique des marchandises différente de celle applicable à chacun des produits utilisés.

Cette règle générale est la plupart du temps assortie de listes d'exceptions fondées sur la nomenclature systématique des marchandises et mentionnant les cas dans lesquels le changement de position de nomenclature n'est pas déterminant ou imposant des conditions supplémentaires.

ANNEX D.1

Annex concerning rules of origin

Introduction

The concept of the origin of goods enters into the implementation of many measures whose application is the responsibility of the Customs. The rules applied to determine origin employ two different basic criteria: the criterion of goods "wholly produced" in a given country, where only one country enters into consideration in attributing origin, and the criterion of "substantial transformation", where two or more countries have taken part in the production of the goods. The "wholly produced" criterion applies mainly to "natural" products and to goods made entirely from them, so that goods containing any parts or materials imported or of undetermined origin are generally excluded from its field of application. The "substantial transformation" criterion can be expressed by a number of different methods of application.

In practice the substantial transformation criterion can be expressed:

- by a rule requiring a change of tariff heading in a specified nomenclature, with lists of exceptions, and/or
- by a list of manufacturing or processing operations which confer, or do not confer, upon the goods the origin of the country in which those operations were carried out, and/or
- by the ad valorem percentage rule, where either the percentage value of the materials utilized or the percentage of the value added reaches a specified level.

The advantages and disadvantages of these various methods of expression, from the point of view of the Customs and of the user, may be summed up as follows:

A. Change of tariff heading

The usual method of application is to lay down a general rule whereby the product obtained is considered to have undergone sufficient manufacturing or processing if it falls in a heading of a systematic goods nomenclature different from the headings applicable to each of the materials utilized.

This general rule is usually accompanied by lists of exceptions based on the systematic goods nomenclature; these specify the cases in which a change of heading is not decisive or impose further conditions.

Avantages

Cette méthode permet d'arrêter d'une manière précise et objective les conditions de détermination de l'origine. Le fabricant peut normalement fournir sans difficulté les éléments permettant d'établir, lorsque des justifications lui sont demandées, que les marchandises remplissent effectivement les conditions requises.

Inconvénients

Les listes d'exceptions sont souvent délicates à mettre au point et doivent normalement être tenues constamment à jour pour suivre l'évolution des techniques ou des conditions économiques. Les descriptions éventuelles de procédés de fabrication ne doivent pas être trop complexes, sinon elles risquent d'amener les fabricants à commettre, de bonne foi, des erreurs.

Par ailleurs, la structure d'une nomenclature systématique de marchandises ne peut être utilisée aux fins de la détermination de l'origine que si le pays d'exportation et le pays d'importation ont adopté la même nomenclature comme base de leur tarif et l'appliquent de manière uniforme.

B. Listes de transformations ou d'ouvrasons

Cette méthode s'exprime généralement au moyen de listes générales décrivant produit par produit les procédés techniques considérés comme suffisamment importants.

Avantages

Les avantages sont les mêmes que ceux décrits au paragraphe A ci-dessus.

Inconvénients

En dehors de ceux décrits sous A ci-dessus, les listes générales sont plus longues, plus détaillées, donc encore plus délicates à mettre au point.

C. Règle du pourcentage ad valorem

Pour déterminer l'origine par cette méthode, il faut tenir compte de l'importance de la transformation ou de l'ouvrason subie dans un pays, en se fondant sur la plus-value que cette transformation ou ouvrason a apportée à la marchandise. Lorsque cette plus-value est égale ou supérieure à un pourcentage donné, la marchandise acquiert l'origine du pays où elle a subi cette transformation ou ouvrason.

La plus-value peut également être calculée en considérant les matières ou composants d'origine étrangère ou indéterminée utilisés pour la fabrication ou la production de la marchandise. Pour que la

Advantages

This method permits the precise and objective formulation of the conditions determining origin. If required to produce evidence, the manufacturer will normally have no difficulty in furnishing data establishing that the goods do in fact meet the conditions laid down.

Disadvantages

The preparation of lists of exceptions is often difficult and moreover such lists must normally be constantly updated to keep them abreast of technical developments and economic conditions. Any descriptions of manufacturing or qualifying processes must not be unduly complicated, since otherwise they might lead manufacturers to commit errors in good faith.

In addition, a prerequisite for use of the structure of a systematic goods nomenclature for determining origin is that both the country of exportation and the country of importation have adopted the same nomenclature as a basis for their respective tariffs and apply it uniformly.

B. Lists of manufacturing or processing operations

This method is generally expressed by using general lists describing for each product the technical manufacturing or processing operations regarded as sufficiently important ("qualifying processes").

Advantages

The advantages are the same as those described at A above.

Disadvantages

Apart from sharing the disadvantages referred to at A above, the general lists are longer and more detailed, so their preparation is even more difficult.

C. Ad valorem percentage rule

In order to determine origin by this method, regard is had to the extent of the manufacturing or processing undergone in a country, by reference to the value thereby added to the goods. When this added value equals or exceeds a specified percentage, the goods acquire origin in the country where the manufacturing or processing was carried out.

The value added may also be calculated by reference to the materials or components of foreign or undetermined origin used in manufacturing or producing the goods. The goods retain origin in ..

marchandise garde l'origine d'un pays donné, ces matières ou composants ne doivent pas dépasser un certain pourcentage de la valeur du produit fini.

Cette méthode implique donc, dans la pratique, une comparaison entre, d'une part, la valeur des matières importées ou d'origine indéterminée et, d'autre part, la valeur des produits finis.

La valeur des produits constituants, importés ou d'origine indéterminée, est généralement établie sur la base de la valeur à l'importation ou par référence au prix d'achat. Pour calculer la valeur des produits exportés, on a généralement recours au prix de revient, au prix à l'usine ou au prix à l'exportation.

Cette méthode peut être appliquée:

- soit en combinaison avec les deux autres méthodes par le biais des listes d'exceptions visées sous A ou des listes générales visées sous B;
- soit au moyen d'une règle générale fixant un taux uniforme, sans qu'il soit fait appel à une liste de produits particuliers.

Avantages

Le principal avantage de cette méthode réside dans la précision et la simplification de la formulation.

La valeur des produits constituants, importés ou d'origine indéterminée, peut être établie à l'aide des livres ou des documents commerciaux disponibles.

Lorsque la valeur des produits exportés est basée sur le prix à l'usine ou le prix à l'exportation, ces deux éléments sont la plupart du temps faciles à établir et peuvent en général être contrôlés à partir des factures commerciales ou des livres des commerçants en cause.

Inconvénients

Des difficultés sont particulièrement à craindre dans les cas limites où, pour une faible différence en plus ou en moins par rapport au pourcentage fixé, un produit remplira ou non les conditions d'attribution de l'origine.

Dans la même optique, la détermination de l'origine dans ces conditions dépend, pour une large part, des fluctuations des cours mondiaux des matières premières ainsi que des fluctuations monétaires. Ces fluctuations peuvent en certaines périodes être si importantes qu'elles en arrivent à fausser dans une large mesure le jeu des règles d'origine ainsi formulées.

Un autre inconvénient majeur réside dans le fait que des éléments comme le prix de revient ou le coût total des produits utilisés, à partir desquels la plus-value peut être calculée, sont souvent difficiles à établir et susceptibles d'être composés et interprétés différemment dans le pays d'exportation et le pays d'importation. Des différends

specific country only if the materials or components do not exceed a specified percentage of the value of the finished product.

In practice, therefore, this method involves comparison of the value of the materials imported or of undetermined origin with the value of the finished product.

The value of constituents imported or of undetermined origin is generally established from the import value or the purchase price. The value of the goods as exported is normally calculated using the cost of manufacture, the ex-works price or the price at exportation.

This method may be applied:

- either in combination with the two other methods, by means of the lists of exceptions referred to at A above or the general lists referred to at B, or
- by a general rule prescribing a uniform percentage, without reference to a list of individual products.

Advantages

The main advantages of this method are its precision and simplicity.

The value of constituent materials imported or of undetermined origin can be established from available commercial records or documents.

Where the value of the exported goods is based on the ex-works price or the price at exportation, as a rule both prices are readily ascertained and can be supported by commercial invoices and the commercial records of the traders concerned.

Disadvantages

Difficulties are likely to arise especially in border-line cases in which a slight difference above or below the prescribed percentage causes a product to meet, or fail to meet, the origin requirements.

Similarly, the origin attributed depends largely on the fluctuating world market prices for raw materials and also on currency fluctuations. These fluctuations may at times be so marked that the application of rules of origin formulated on this basis is appreciably distorted.

Another major disadvantage is that such elements as cost of manufacture or total cost of products used, which may be taken as the basis for calculating value added, are often difficult to establish and may well have a different make-up and interpretation in the country of exportation and the country of importation. Disputes

peuvent survenir sur le point de savoir si tel ou tel facteur, particulièrement dans le domaine des frais généraux, doit être imputé au prix de revient ou, par exemple, aux frais de vente, de distribution, etc.

Si ces différentes règles de détermination de l'origine comportent toutes à un degré plus ou moins élevé des avantages et des inconvénients, il convient cependant de souligner que l'absence de règles communes d'origine, tant à l'importation qu'à l'exportation, complique la tâche des administrations douanières et des organismes habilités à délivrer les preuves documentaires de l'origine et qu'elle constitue une source de difficultés pour les intervenants dans le commerce international. Il paraît donc souhaitable d'aboutir progressivement à une harmonisation dans ce domaine. Même lorsque des méthodes différentes ont été établies pour tenir compte de considérations économiques ou de négociations relatives à des accords tarifaires préférentiels, il apparaît très souhaitable qu'elles s'inscrivent dans un cadre commun ou uniforme, afin d'en faciliter la compréhension par les milieux commerciaux et l'application par la douane.

Compte tenu des considérations qui précèdent, la présente annexe propose, après les définitions de certains termes techniques, les règles pour la détermination de l'origine qui semblent les plus faciles à appliquer et à contrôler et qui, tout en se prêtant le moins aux erreurs d'interprétation et à la fraude, entraînent le minimum d'incidences sur le déroulement des activités commerciales.

Les dispositions concernant ces règles sont complétées par d'autres dispositions qui sont généralement reconnues nécessaires pour l'application pratique d'un système de détermination de l'origine des marchandises.

La présente annexe ne traite que des aspects douaniers des règles d'origine. Elle ne vise pas, notamment, les mesures prises pour protéger la propriété industrielle ou commerciale ou pour assurer le respect des indications d'origine et autres descriptions commerciales en vigueur.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «pays d'origine des marchandises»: le pays dans lequel les marchandises ont été produites ou fabriquées, selon les critères énoncés aux fins de l'application du tarif douanier, des restrictions quantitatives, ainsi que de toute autre mesure relative aux échanges;

Note

Dans cette définition, le terme «pays» peut couvrir un groupe de pays, une région ou une partie de pays.

may arise as to whether certain factors, particularly overheads, are to be allocated to cost of manufacture or, for example, to selling, distribution, etc. costs.

While these various rules for determining origin all have, in one degree or another, advantages and disadvantages, it must be stressed that the absence of common rules of origin, at both importation and exportation, not only complicates the task of Customs administrations and of the bodies empowered to issue documentary evidence of origin but also causes difficulties for those involved in international trade. This points to the desirability of moving progressively towards harmonization in this field. Even where different methods have been introduced to reflect economic conditions or negotiating factors in preferential tariff arrangements, it seems very desirable that they should exist within a common or standard framework, for ease of understanding by traders and ease of application by the Customs.

Having regard to the foregoing considerations, the Annex proposes, following the definitions of certain technical terms, those rules for the determination of origin which it is felt can be most easily applied and controlled, with least risk of misunderstanding and fraud and the least interference with commercial activities.

The provisions concerning these rules are accompanied by other provisions generally agreed to be essential for the practical application of a system of origin determination.

The Annex deals solely with the Customs aspects of rules of origin. It does not, for example, extend to measures taken to protect industrial or commercial property or to ensure respect for origin indications or other trade descriptions in force.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "country of origin of goods" means the country in which the goods have been produced or manufactured, according to the criteria laid down for the purposes of application of the Customs tariff, of quantitative restrictions or of any other measure related to trade;

Note

In this definition the word "country" may include a group of countries, a region or a part of a country.

(b) par «règles d'origine»: les dispositions spécifiques appliquées par un pays pour déterminer l'origine des marchandises et faisant appel à des principes établis par la législation nationale ou par des accords internationaux («critères d'origine»);

(c) par «critère de la transformation substantielle»: le critère selon lequel l'origine des marchandises est déterminée en considérant comme pays d'origine celui où a été effectuée la dernière transformation ou ouvrage substantielle réputée suffisante pour conférer à la marchandise son caractère essentiel;

(d) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer.

Principe

1.

Norme

Les règles d'origine nécessaires à la mise en oeuvre des mesures que la douane est chargée d'appliquer, tant à l'importation qu'à l'exportation, sont fixées conformément aux dispositions de la présente annexe.

Règles d'origine

2.

Norme

Les marchandises entièrement obtenues dans un pays ont pour origine ce pays. Ne sont considérés comme entièrement obtenus dans un pays que:

(a) les produits minéraux extraits de son sol, de ses eaux territoriales ou de son fond de mers ou d'océans;

(b) les produits du règne végétal récoltés dans ce pays;

(c) les animaux vivants nés et élevés dans ce pays;

(d) les produits provenant d'animaux vivants dans ce pays;

(e) les produits de la chasse et de la pêche pratiquées dans ce pays;

(f) les produits de la pêche maritime et autres produits, extraits de la mer à partir de bateaux de ce pays;

(g) les marchandises obtenues à bord de navires-usines de ce pays à partir exclusivement de produits visés sous (f);

(h) les produits extraits du sol ou du sous-sol marin situé hors des eaux territoriales, pour autant que ce pays exerce aux fins d'exploitation des droits exclusifs sur ce sol ou ce sous-sol;

(ij) les rebuts et déchets résultant d'opérations de transformation ou d'ouvrage et les articles hors d'usage, recueillis dans ce pays, et qui ne peuvent servir qu'à la récupération de matières premières;

(b) the term "rules of origin" means the specific provisions, developed from principles established by national legislation or international agreements ("origin criteria"), applied by a country to determine the origin of goods;

(c) the term "substantial transformation criterion" means the criterion according to which origin is determined by regarding as the country of origin the country in which the last substantial manufacturing or processing, deemed sufficient to give the commodity its essential character, has been carried out;

(d) the term "Customs control" means the measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing.

Principle

1. *Standard*

The rules of origin necessary for the implementation of the measures which the Customs are responsible for applying both at importation and at exportation shall be laid down in accordance with the provisions of this Annex.

Rules of origin

2. *Standard*

Goods produced wholly in a given country shall be taken as originating in that country. The following only shall be taken to be produced wholly in a given country:

(a) mineral products extracted from its soil, from its territorial waters or from its sea-bed;

(b) vegetable products harvested or gathered in that country;

(c) live animals born and raised in that country;

(d) products obtained from live animals in that country;

(e) products obtained from hunting or fishing conducted in that country;

(f) products obtained by maritime fishing and other products taken from the sea by a vessel of that country;

(g) products obtained aboard a factory ship of that country solely from products of the kind covered by paragraph (f) above;

(h) products extracted from marine soil or subsoil outside that country's territorial waters, provided that the country has sole rights to work that soil or subsoil;

(i) scrap and waste from manufacturing and processing operations, and used articles, collected in that country and fit only for the recovery of raw materials;

(k) les marchandises qui sont obtenues dans ce pays exclusivement à partir de produits visés aux paragraphes (a) à (ij).

3.

Norme

Lorsque deux ou plusieurs pays interviennent dans la production d'une marchandise, l'origine de cette dernière est déterminée d'après le critère de la transformation substantielle.

Notes

1. Dans la pratique, le critère de la transformation substantielle peut s'exprimer:

- par la règle du changement de position tarifaire dans une nomenclature déterminée, assortie de listes d'exceptions, et/ou
- par une liste des transformations ou des ouvraisons conférant ou non aux marchandises qui les ont subies l'origine du pays où elles ont été effectuées, et/ou
- par la règle du pourcentage ad valorem, lorsque le pourcentage de la valeur des produits utilisés ou le pourcentage de la plus-value acquise se révèle conforme à un niveau déterminé.

2. Pour apprécier si les conditions relatives à la transformation ou à l'ouvraison substantielle sont réunies, il peut être fait appel à la structure d'une classification tarifaire telle que la Nomenclature de Bruxelles en établissant une règle générale assortie de listes d'exceptions.

Selon cette règle générale, on considère que le produit obtenu a subi une transformation ou une ouvraison suffisante s'il relève d'une position de la classification tarifaire différente de celle applicable à chacun des produits utilisés.

Les listes d'exceptions peuvent mentionner:

(a) les transformations ou ouvraisons qui, bien qu'entraînant un changement de position de la classification tarifaire ne sont pas considérées comme substantielles ou le sont sous certaines conditions;

(b) les transformations ou ouvraisons qui, bien que n'entraînant pas un changement de position de la classification tarifaire sont considérées comme substantielles sous certaines conditions.

Les conditions visées aux alinéas (a) et (b) peuvent être relatives soit à un certain type de traitement subi par la marchandise, soit à une règle de pourcentage «ad valorem».

3. La condition du pourcentage «ad valorem» peut être exprimée sous la forme d'une règle générale fixant un taux uniforme, sans qu'il soit fait appel à une liste de produits particuliers.

4.

Pratique recommandée

Pour l'application du critère de la transformation substantielle il

(k) goods produced in that country solely from the products referred to in paragraphs (a) to (ij) above.

3. *Standard*

Where two or more countries have taken part in the production of the goods, the origin of the goods shall be determined according to the substantial transformation criterion.

Notes

1. In practice the substantial transformation criterion can be expressed:

- by a rule requiring a change of tariff heading in a specified nomenclature with lists of exceptions, and/or
- by a list of manufacturing or processing operations which confer, or do not confer, upon the goods the origin of the country in which those operations were carried out, and/or
- by the ad valorem percentage rule, where either the percentage value of the materials utilized or the percentage of the value added reaches a specified level.

2. In order to determine whether the conditions relating to substantial transformation are met, use may be made of the structure of a tariff classification system such as the Brussels Nomenclature by laying down a general rule accompanied by lists of exceptions.

Under this general rule the product obtained is considered to have undergone sufficient manufacturing or processing if it falls in a heading of the tariff classification system different from the headings applicable to each of the materials utilized.

The lists of exceptions may cite:

(a) the manufacturing or processing operations which, although they entail a change in the tariff classification heading, are not regarded as substantial or are regarded as substantial only under certain conditions;

(b) the manufacturing or processing operations which, although they do not entail a change in the tariff classification heading, are regarded as substantial under certain conditions.

The conditions referred to in (a) and (b) may relate either to a type of treatment undergone by the goods or to an “ad valorem” percentage rule.

3. The “ad valorem” percentage requirement may be expressed in the form of a general rule laying down a uniform rate, without a list of individual products.

4. *Recommended Practice*

In applying the substantial transformation criterion, use should

devrait être fait appel à la Nomenclature de Bruxelles dans les conditions prévues dans la note 2 à la norme 3.

5. *Pratique recommandée*

Lorsque le critère de la transformation substantielle est exprimé par la règle du pourcentage ad valorem, les valeurs à prendre en considération devraient être:

- d'une part, en ce qui concerne les produits importés: leur valeur en douane à l'importation; ou, en ce qui concerne les produits d'origine indéterminée: le premier prix vérifiable payé pour ces produits sur le territoire du pays où la fabrication a eu lieu;
- d'autre part, en ce qui concerne les marchandises obtenues, soit le prix à l'usine, soit le prix à l'exportation, selon les dispositions de la législation nationale.

6. *Norme*

Ne doivent pas être considérées comme transformation ou ouvrage substantielle, les opérations qui ne contribuent en rien ou qui ne contribuent que faiblement à donner aux marchandises leurs caractéristiques ou propriétés essentielles et notamment les opérations constituées exclusivement d'un ou de plusieurs éléments suivants:

(a) manipulations nécessaires pour assurer la conservation des marchandises durant leur transport ou leur stockage;

(b) manipulations destinées à améliorer la présentation ou la qualité marchande des produits ou à les conditionner pour le transport, telles que la division ou la réunion de colis, l'assortiment et le classement des marchandises, le changement d'emballage;

(c) opérations simples d'assemblage;

(d) mélanges de marchandises d'origine diverses, pour autant que les caractéristiques du produit obtenu ne soient pas essentiellement différentes des caractéristiques des marchandises qui ont été mélangées.

Cas particuliers d'attribution de l'origine

7. *Norme*

Les accessoires, pièces de rechange et outillage destinés à être utilisés avec un matériel, une machine, un appareil ou un véhicule sont considérés comme ayant la même origine que le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule, pour autant qu'ils soient importés et normalement vendus avec celui-ci et qu'ils correspondent en espèce et en nombre à son équipement normal.

8. *Norme*

Sur demande de l'importateur, sont considérés comme un seul et même article aux fins de la détermination de l'origine, les articles

be made of the Brussels Nomenclature as provided for in Note 2 to Standard 3.

5. *Recommended Practice*

Where the substantial transformation criterion is expressed in terms of the ad valorem percentage rule, the values to be taken into consideration should be:

- for the materials imported, the dutiable value at importation or, in the case of materials of undetermined origin, the first ascertainable price paid for them in the territory of the country in which manufacture took place, and
- for the goods produced, either the ex-works price or the price at exportation, according to the provisions of national legislation.

6. *Standard*

Operations which do not contribute or which contribute to only a small extent to the essential characteristics or properties of the goods, and in particular operations confined to one or more of those listed below, shall not be regarded as constituting substantial manufacturing or processing:

(a) operations necessary for the preservation of goods during transportation or storage;

(b) operations to improve the packaging or the marketable quality of the goods or to prepare them for shipment, such as breaking bulk, grouping of packages, sorting and grading, repacking;

(c) simple assembly operations;

(d) mixing of goods of different origin, provided that the characteristics of the resulting product are not essentially different from the characteristics of the goods which have been mixed.

Special cases of qualification for origin

7. *Standard*

Accessories, spare parts and tools for use with a machine, appliance, apparatus or vehicle shall be deemed to have the same origin as the machine, appliance, apparatus or vehicle, provided that they are imported and normally sold therewith and correspond, in kind and number, to the normal equipment thereof.

8. *Standard*

An unassembled or disassembled article which is imported in more than one consignment because it is not feasible, for transport

démontés ou non montés qui sont importés en plusieurs envois parce qu'ils ne peuvent, pour des raisons afférentes au transport ou à la production, être importés en un seul envoi.

9. *Norme*

Pour la détermination de l'origine, les emballages sont considérés comme ayant la même origine que les marchandises qu'ils contiennent, à moins que la législation nationale du pays d'importation n'exige que les emballages soient déclarés séparément à des fins tarifaires, auquel cas leur origine est déterminée indépendamment de celle des marchandises.

10. *Pratique recommandée*

Pour la détermination de l'origine des marchandises, lorsque des emballages sont considérés comme ayant l'origine de celles-ci, seuls devraient entrer en ligne de compte, notamment en cas d'application de la méthode du pourcentage, les emballages dans lesquels les marchandises sont ordinairement vendues au détail.

11. *Norme*

Pour la détermination de l'origine des marchandises, il n'est pas tenu compte de l'origine des produits énergétiques, installations, machines et outils utilisés au cours de leur transformation ou de leur ouvroison.

Règle du transport direct

12. *Pratique recommandée*

Lorsque des dispositions imposant le transport direct des marchandises depuis le pays d'origine sont prévues, des dérogations devraient être accordées, notamment pour des raisons géographiques (cas des pays sans littoral, par exemple), ainsi que dans le cas des marchandises qui restent sous le contrôle de la douane dans les pays tiers (marchandises exposées dans les foires ou expositions ou placées en entrepôt de douane, par exemple).

Renseignements concernant les règles d'origine

13. *Norme*

Les autorités compétentes font en sorte que toute personne intéressée puisse prendre connaissance, sans difficulté, des règles d'origine, des modifications qui y sont éventuellement apportées et des renseignements concernant leur interprétation.

14. *Norme*

Les modifications aux règles d'origine ou à leurs modalités d'application n'entrent en vigueur qu'à l'expiration d'un délai suffisant

or production reasons, to import it in a single consignment shall, if the importer so requests, be treated as one article for the purpose of determining origin.

9. *Standard*

For the purpose of determining origin, packings shall be deemed to have the same origin as the goods they contain unless the national legislation of the country of importation requires them to be declared separately for tariff purposes, in which case their origin shall be determined separately from that of the goods.

10. *Recommended Practice*

For the purpose of determining the origin of goods, where packings are deemed to have the same origin as the goods account should be taken, in particular where a percentage method is applied, only of packings in which the goods are ordinarily sold by retail.

11. *Standard*

For the purpose of determining the origin of goods, no account shall be taken of the origin of the energy, plant, machinery and tools used in the manufacturing or processing of the goods.

Direct transport rule

12. *Recommended Practice*

Where provisions requiring the direct transport of goods from the country of origin are laid down, derogations therefrom should be allowed, in particular for geographical reasons (for example, in the case of landlocked countries) and in the case of goods which remain under Customs control in third countries (for example, in the case of goods displayed at fairs or exhibitions or placed in Customs warehouses).

Information concerning rules of origin

13. *Standard*

The competent authorities shall ensure that the rules of origin, including any changes and interpretative information, are readily available to any person interested.

14. *Standard*

Changes in the rules of origin or in the procedures for their application shall enter into force only after sufficient notice has been

pour donner aux intéressés, aussi bien sur les marchés d'exportation que dans les pays fournisseurs, le temps de tenir compte des nouvelles dispositions applicables.

ANNEXE D.2

Annexe concernant les preuves documentaires de l'origine

Introduction

De nombreuses mesures douanières, notamment d'ordre tarifaire, sont applicables selon l'origine des marchandises. Les certificats et autres preuves documentaires de l'origine présentés lors de l'importation ont pour objet de faciliter le contrôle de l'origine et de contribuer ainsi à accélérer les opérations de dédouanement.

Les preuves documentaires de l'origine peuvent résulter d'une simple mention relative à l'origine des marchandises portée par le fabricant, le producteur, le fournisseur, l'exportateur ou toute autre personne compétente, sur la facture commerciale ou sur un autre document.

Dans certains cas, ces mentions doivent toutefois être authentifiées ou complétées par une attestation émanant d'une autorité ou d'un organisme habilité à cet effet et indépendant à la fois de l'exportateur et de l'importateur. Dans d'autres cas, il peut être prévu des formules particulières, les «certificats d'origine», dans lesquels l'organisme habilité à les délivrer certifie l'origine des marchandises et qui peuvent comporter également une déclaration du fabricant, du producteur, etc.

Par ailleurs, dans d'autres circonstances, il peut s'avérer possible de renoncer à la production de preuves documentaires de l'origine.

Toute cette gamme de possibilités des preuves documentaires de l'origine doit permettre de tenir compte des degrés différents d'importance que revêt la détermination de l'origine en raison de la variété des intérêts en jeu.

Des règles précises doivent toutefois exister pour que les exportateurs et les importateurs connaissent exactement les exigences de la douane à ce sujet afin de pouvoir profiter de la simplification des formalités rendue possible dans certains cas. Ces règles fixent également les conditions auxquelles doivent répondre les différentes preuves documentaires de l'origine pour pouvoir être retenues comme pièces justificatives.

given to enable the interested persons, both in export markets and in supplying countries, to take account of the new provisions.

ANNEX D.2

Annex concerning documentary evidence of origin

Introduction

The applicability of many Customs measures, in particular those relating to tariffs, depends on the origin of the goods. Certificates and other documentary evidence of origin produced at importation are intended to facilitate control of origin and thus expedite clearance operations.

Documentary evidence of origin may be provided by a simple statement shown on the commercial invoice or some other document by the manufacturer, producer, supplier, exporter or other competent person.

In some cases, however, these statements must be authenticated or supplemented by means of certification by an authority or body which is empowered for this purpose and is independent of both the exporter and the importer. In other cases provision may be made for special forms ("certificates of origin") on which the body empowered to issue them certifies the origin of the goods and which may also include a statement by the manufacturer, producer, etc.

On the other hand, there are circumstances where it may be possible to dispense with the requirement of any documentary evidence of origin.

This range of possible forms of documentary evidence of origin allows account to be taken of the various degrees of importance of origin determination, having regard to the variety of interests involved.

Precise rules are, however, necessary so that exporters and importers may know exactly what the Customs requirements are in this field and may thus take advantage of the simplification of formalities made possible in some cases. These rules also lay down the conditions of validity to be met by the various forms of documentary evidence.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «preuve documentaire de l'origine»: un certificat d'origine, une déclaration certifiée de l'origine ou une déclaration d'origine;

(b) par «certificat d'origine»: une formule déterminée qui permet d'identifier les marchandises et dans laquelle l'autorité ou l'organisme habilité à la délivrer certifie expressément que les marchandises auxquelles le certificat se rapporte sont originaires d'un pays donné. Ce certificat peut également comporter une déclaration du fabricant, du producteur, du fournisseur, de l'exportateur ou de toute autre personne compétente;

Note

Dans cette définition, le terme «pays» peut couvrir également un groupe de pays, une région ou une partie de pays.

(c) par «déclaration certifiée de l'origine»: une «déclaration d'origine» certifiée par une autorité ou un organisme habilité à le faire;

(d) «déclaration d'origine»: une mention appropriée relative à l'origine des marchandises portée, à l'occasion de l'exportation, par le fabricant, le producteur, le fournisseur, l'exportateur ou toute autre personne compétente, sur la facture commerciale ou tout autre document relatif aux marchandises;

Note

La mention à utiliser peut être la suivante:

«Les marchandises visées ci-contre sont originaires de ... (nom du pays d'origine des marchandises).»

(e) par «certificat d'appellation régionale»: un certificat établi selon les formes prescrites par une autorité ou par un organisme agréé et attestant que les marchandises qu'il vise répondent aux conditions prévues pour bénéficier d'une dénomination propre à une région déterminée (vins de Champagne, de Porto, fromage de Parmigiano, etc.);

(f) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principe

1.

Norme

Les conditions dans lesquelles sont exigées, établies et délivrées les preuves documentaires relatives à l'origine des marchandises sont régies par les dispositions de la présente annexe.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "documentary evidence of origin" means a certificate of origin, a certified declaration of origin or a declaration of origin;

(b) the term "certificate of origin" means a specific form identifying the goods, in which the authority or body empowered to issue it certifies expressly that the goods to which the certificate relates originate in a specific country. This certificate may also include a declaration by the manufacturer, producer, supplier, exporter or other competent person;

Note

In this definition the word "country" may include a group of countries, a region or a part of a country.

(c) the term "certified declaration of origin" means a "declaration of origin" certified by an authority or body empowered to do so;

(d) the term "declaration of origin" means an appropriate statement as to origin of the goods made, in connexion with their exportation, by the manufacturer, producer, supplier, exporter or other competent person on the commercial invoice or any other document relating to the goods;

Note

The statement may be worded as follows:

"The country of origin of the goods described herein is... (country of origin)."

(e) the term "regional appellation certificate" means a certificate drawn up in accordance with the rules laid down by an authority or approved body, certifying that the goods described therein qualify for a designation specific to the given region (e.g. Champagne, Port wine, Parmesan cheese);

(f) the term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principle

1.

Standard

The requirement, establishment and issue of documentary evidence relating to the origin of goods shall be governed by the provisions of this Annex.

Cas d'exigibilité des preuves documentaires de l'origine

2.

Norme

Une preuve documentaire de l'origine ne peut être exigée que lorsque'elle est nécessaire pour l'application de droits de douane préférentiels, de mesures économiques ou commerciales autonomes ou conventionnelles ou de toute mesure d'ordre public ou sanitaire.

3.

Pratique recommandée

1. Une preuve documentaire de l'origine ne devrait pas être exigée dans les cas suivants:

(a) marchandises expédiées dans de petits envois adressés à des particuliers ou contenues dans les bagages des voyageurs pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial et que la valeur globale de l'importation ne dépasse pas un montant qui ne doit pas être inférieur à 100 dollars des Etats-Unis;

(b) marchandises faisant l'objet d'envois commerciaux dont la valeur globale ne dépasse pas un montant qui ne doit pas être inférieur à 60 dollars des Etats-Unis;

(c) marchandises en admission temporaire;

(d) marchandises transportées sous le régime du transit douanier;

(e) marchandises accompagnées d'un certificat d'appellation régionale ainsi que certaines marchandises déterminées lorsque les conditions imposées aux pays fournisseurs dans le cadre des accords bilatéraux ou multilatéraux visant ces marchandises permettent de ne pas exiger une preuve documentaire.

2. Lorsque plusieurs envois mentionnés dans les alinéas (a) ou (b) du paragraphe précédent sont expédiés simultanément, par la même voie, au même destinataire, par le même expéditeur, la valeur totale de ces envois constitue la valeur globale.

4.

Pratique recommandée

Les règles relatives à l'exigibilité des preuves documentaires de l'origine devraient, lorsqu'elles ont été fixées unilatéralement, être revues au moins tous les trois ans, afin de vérifier si elles restent adaptées à l'évolution des conditions économiques et commerciales qui les ont imposées.

5.

Norme

Des preuves documentaires émanant des autorités compétentes du pays d'origine peuvent être exigées chaque fois que les autorités douanières du pays d'importation ont des soupçons de fraude.

Requirement of documentary evidence of origin

2. *Standard*

Documentary evidence of origin may be required only when it is necessary for the application of preferential Customs duties, of economic or trade measures adopted unilaterally or under bilateral or multilateral agreements or of measures adopted for reasons of health or public order.

3. *Recommended Practice*

1. Documentary evidence of origin should not be required in the following cases:

(a) goods sent in small consignments addressed to private individuals or carried in travellers' baggage, provided that such importations are of a non-commercial nature and the aggregate value of the importation does not exceed an amount which shall not be less than US \$ 100;

(b) commercial consignments the aggregate value of which does not exceed an amount which shall not be less than US \$ 60;

(c) goods granted temporary admission;

(d) goods carried in Customs transit;

(e) goods accompanied by a regional appellation certificate as well as certain specific goods, where the conditions to be met by the supplying countries under bilateral or multilateral agreements relating to those goods are such that documentary evidence need not be required.

2. Where several consignments of the kind referred to in paragraph 1 (a) or (b) are sent at the same time, by the same means, to the same consignee, by the same consignor, the aggregate value shall be taken to be the total value of those consignments.

4. *Recommended Practice*

When rules relating to the requirement of documentary evidence of origin have been laid down unilaterally, they should be reviewed at least every three years to ascertain whether they are still appropriate in the light of changes in the economic and commercial conditions under which they were imposed.

5. *Standard*

Documentary evidence from the competent authorities of the country of origin may be required whenever the Customs authorities of the country of importation have reason to suspect fraud.

Cas d'application et forme des différentes preuves documentaires de l'origine

(a) Certificats d'origine

Forme et contenu

6. *Pratique recommandée*

1. Lorsque les Parties contractantes réviseront les formules existantes ou élaboreront de nouvelles formules de certificat d'origine, elles devraient recourir au modèle de formule figurant à l'appendice I de la présente annexe conformément aux notes figurant à l'appendice II et compte tenu des règles mentionnées à l'appendice III.

2. Les Parties contractantes ayant aligné leurs formules de certificat d'origine au modèle figurant à l'appendice I de la présente annexe devraient le notifier au Secrétaire général du Conseil.

Langues à utiliser

7. *Pratique recommandée*

Les formules de certificats d'origine devraient être imprimées dans la (ou les) langue(s) choisie(s) par le pays d'exportation et, si cette (ou ces) langue(s) ne sont ni le français ni l'anglais, elles devraient être imprimées également en français ou en anglais.

8. *Pratique recommandée*

Lorsque la langue utilisée pour remplir le certificat d'origine est différente de celle(s) du pays d'importation, les autorités douanières de ce pays ne devraient pas systématiquement exiger une traduction des mentions portées sur le certificat d'origine.

Autorités ou organismes habilités à délivrer les certificats d'origine

9. *Norme*

Les Parties contractantes qui acceptent la présente annexe indiquent, dans leur notification d'acceptation ou ultérieurement, quels sont les autorités ou organismes habilités à délivrer les certificats d'origine.

Note

Les certificats d'origine peuvent être délivrés non seulement par des autorités, douanières ou autres, mais également par des organismes ((Chambres de commerce, par exemple) préalablement agréés par des autorités compétentes.

10. *Pratique recommandée*

Lorsque les marchandises ne sont pas importées directement du

**Applications and form of the various types
of documentary evidence of origin**

(a) Certificate of origin

Form and content

6. *Recommended Practice*

1. When revising present forms or preparing new forms of certificates of origin, Contracting Parties should use the model form in Appendix I to this Annex, in accordance with the Notes in Appendix II, and having regard to the Rules in Appendix III.

2. Contracting Parties which have aligned their forms of certificate of origin on the model form in Appendix I to this Annex should notify the Secretary General of the Council accordingly.

Languages to be used

7. *Recommended Practice*

Certificate of origin forms should be printed in the language(s) selected by the country of exportation and, if these languages are neither English nor French, also in English or French.

8. *Recommended Practice*

Where the certificate of origin is made out in a language that is not a language of the country of importation, the Customs authorities of that country should not require, as a matter of course, a translation of the particulars given in the certificate of origin.

*Authorities and other bodies
empowered to issue certificates of origin*

9. *Standard*

Contracting Parties accepting this Annex shall indicate, either in their notification of acceptance or subsequently, the authorities or bodies empowered to issue certificates of origin.

Note

Certificates of origin may be issued not only by Customs or other authorities, but also by bodies (for example, Chambers of Commerce) previously approved by the competent authorities.

10. *Recommended Practice*

Where goods are not imported directly from the country of origin

pays d'origine mais parviennent par la voie d'un pays tiers, les certificats d'origine devraient pouvoir être établis par les autorités ou par les organismes habilités à les délivrer dans ce pays tiers, sur la base d'un certificat d'origine délivré précédemment dans le pays d'origine des marchandises.

11.

Pratique recommandée

Les autorités ou organismes habilités à délivrer les certificats d'origine devraient conserver, pendant une période d'au moins deux ans, les demandes ou les exemplaires de contrôle relatifs aux certificats d'origine qu'ils ont délivrés.

(b) Preuves documentaires autres que le certificat d'origine

12.

Pratique recommandée

1. Lorsqu'une preuve documentaire de l'origine est exigée, une déclaration d'origine devrait être acceptée dans les cas suivants:

(a) marchandises expédiées dans de petits envois adressés à des particuliers ou contenues dans les bagages des voyageurs pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial et que la valeur globale de l'importation ne dépasse pas un montant qui ne doit pas être inférieur à 500 dollars des Etats-Unis;

(b) marchandises faisant l'objet d'envois commerciaux dont la valeur globale ne dépasse pas un montant qui ne doit pas être inférieur à 300 dollars des Etats-Unis.

2. Lorsque plusieurs envois mentionnés dans les alinéas (a) ou (b) du paragraphe précédent sont expédiés simultanément, par la même voie, au même destinataire, par le même expéditeur, la valeur totale de ces envois constitue la valeur globale.

Sanctions

13.

Norme

Des sanctions sont prévues à l'encontre de toute personne qui établit ou fait établir un document contenant des données inexactes en vue d'obtenir une preuve documentaire de l'origine.

Renseignements concernant les preuves documentaires de l'origine exigées

14.

Norme

Les autorités compétentes font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer, sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet des exigences en matière de preuves documentaires de l'origine.

but are forwarded through the territory of a third country, certificates of origin should be allowed to be drawn up by the authorities or bodies empowered to issue such certificates in that third country, on the basis of a certificate of origin previously issued in the country of origin of the goods.

11.

Recommended Practice

Authorities or bodies empowered to issue certificates of origin should retain for not less than two years the applications for, or control copies of, the certificates of origin issued by them.

(b) Documentary evidence other than certificates of origin

12.

Recommended Practice

1. Where documentary evidence of origin is required, a declaration of origin should be accepted in the following cases:

(a) goods sent in small consignments addressed to private individuals or carried in travellers' baggage, provided that such importations are of a non-commercial nature and the aggregate value of the importation does not exceed an amount which shall not be less than US \$ 500;

(b) commercial consignments the aggregate value of which does not exceed an amount which shall not be less than US \$ 300.

2. Where several consignments of the kind referred to in paragraph 1 (a) or (b) are sent at the same time, by the same means, to the same consignee, by the same consignor, the aggregate value shall be taken to be the total value of those consignments.

Sanctions

13.

Standard

Provision shall be made for sanctions against any person who prepares, or causes to be prepared, a document containing false information with a view to obtaining documentary evidence of origin.

Information concerning requirements with respect to documentary evidence of origin

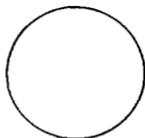
14.

Standard

The competent authorities shall ensure that all relevant information regarding the requirements with respect to documentary evidence of origin is readily available to any person interested.

1. Exporter (name, address, country) Exportateur (nom, adresse, pays)	2. Number - Numéro	
3. Consignee (name, address, country) Destinataire (nom, adresse, pays)	CERTIFICATE OF ORIGIN CERTIFICAT D'ORIGINE	
4. Particulars of transport (where required) Renseignements relatifs au transport (le cas échéant)		
5. Marks & Numbers, Number and kind of packages; Description of the goods Marques et numéros; Nombre et nature des colis; Désignation des marchandises	6. Gross weight Poids brut	7.
8. Other information Autres renseignements	<p>It is hereby certified that the above mentioned goods originate in: Il est certifié par la présente que les marchandises mentionnées ci-dessus sont originaires de:</p> <p>.....</p> <p>CERTIFYING BODY ORGANISME AYANT DELIVRE LE CERTIFICAT</p> <p>.....</p> <p>Place and date of issue - Lieu et date de délivrance</p> <p>.....</p> <p>Authorised signature - Signature autorisée</p>	

Stamp - Timbre



APPENDICE II

Notes

1. Le format du certificat est le format international ISO/A4 (210 × 297 mm). La formule est pourvue d'une marge supérieure de 10 mm et à gauche d'une marge de 20 mm pour permettre le classement. L'espacement des lignes doit correspondre à des multiples de 4,24 mm et les espacements transversaux doivent correspondre à des multiples de 2,54 mm. La présentation doit être conforme à la formule-cadre de la CEE, suivant le modèle donné à l'appendice I. Les faibles écarts par rapport aux dimensions exactes des cases, etc. seraient admissibles, s'ils répondaient à des raisons particulières dans le pays d'émission, telles l'existence de systèmes de mesure autres que le système métrique, les particularités d'une série normalisée de documents nationaux, etc.

2. Lorsqu'il est nécessaire de prévoir une demande de certificat d'origine, les deux formules devraient être compatibles de manière qu'elles puissent être remplies en une seule frappe.

3. Les pays peuvent fixer des normes concernant le poids au m² du papier à utiliser et l'emploi de guillochage afin d'éviter les falsifications.

4. Les règles à observer par les utilisateurs pour l'établissement du certificat d'origine peuvent être imprimées au verso du certificat.

5. Lorsque les demandes de contrôle a posteriori peuvent être adressées en application d'un accord d'assistance mutuelle administrative, un emplacement peut être prévu à cette fin au verso du certificat.

6. Les observations ci-après se rapportent aux cases figurant dans le modèle de formule:

Case no 1:

La mention «exportateur» peut être remplacée par «expéditeur», «producteur», «fournisseur», etc.

Case no 2:

Il ne doit y avoir qu'un seul exemplaire de certificat d'origine identifié par la mention «original» placée à côté du titre du document. En cas de perte du certificat original, l'exemplaire éventuellement établi pour remplacer ce document devra porter la mention «duplicata» à côté du titre du document. Sur les exemplaires supplémentaires de l'original ou du duplicata du certificat d'origine, la mention «copie» devra figurer à côté du titre du document. Cette case est destinée, d'autre part, à

APPENDIX II

Notes

1. The size of the certificate should be the international ISO size A4 (210 × 297 mm, 8.27 × 11.69 inches). The form should be provided with a 10 mm top margin and a 20 mm left-hand filing margin. Line spacing should be based on multiples of 4.24 mm (1/6 inch) and width-spacing on multiples of 2.54 mm (1/10 inch). The layout should be in conformity with the ECE layout key, as illustrated in Appendix I. Minor deviations in the exact size of boxes, etc., should be permissible if required for particular reasons in the issuing country, such as the existence of other than metric measurement systems, features of national aligned systems of documents, etc.

2. Where it is necessary to provide for applications for certificates of origin, the form of application and the form of certificate should be compatible to permit completion in one run.

3. Countries may determine standards concerning the weight per m² of the paper, and the use of a machine-turned background to prevent falsification.

4. For the guidance of users, rules for the establishment of the certificate of origin may be printed on the back of the certificate.

5. Where requests for post facto control may be submitted under a mutual administrative assistance agreement, a space may be provided for that purpose on the back of the certificate.

6. The following comments refer to the boxes in the model form:

Box No. 1:

“Consignor”, “producer”, “supplier”, etc., may be substituted for “exporter”.

Box No. 2:

There should be only one original certificate of origin, identified by the word “Original” adjacent to the document title. If a certificate of origin is issued in replacement of an original certificate that has been lost, the replacement certificate shall be identified by the word “Duplicate” adjacent to the document title. Copies of an original or of a duplicate certificate shall bear the word “copy” adjacent to the title. This box is also intended for the name (logotype, emblem, etc.) of the

recevoir le nom (logotype, emblème, etc.) de l'autorité émettrice. Il y a lieu, en outre, de disposer d'un espace libre pour usage officiel.

Case no 3:

Les indications prévues dans cette case peuvent être remplacées par la mention «à ordre» suivie, éventuellement, du nom du pays de destination.

Case no 4:

Cette case peut être utilisée pour fournir des renseignements supplémentaires sur le moyen de transport, l'itinéraire, etc., qui peuvent être insérés, en cas de besoin, notamment par l'autorité émettrice.

Case no 5:

S'il est nécessaire de numéroter des articles différents, cette indication peut être insérée de préférence dans la marge ou dans la case elle-même, comme première mention. Il est possible de prévoir une ligne verticale afin de séparer les «Marques et numéros des colis» du «Nombre et nature des colis» et «Désignation des marchandises». A défaut de ligne verticale, ces mentions devraient être séparées par des intervalles suffisants. La désignation des marchandises peut être complétée par le numéro de la position de la Nomenclature de Bruxelles applicable, de préférence dans la partie droite de la colonne. Lorsqu'elles sont requises, les indications relatives aux critères d'origine devront figurer dans cette case. Ces indications seront alors séparées des autres indications par une ligne verticale.

Case no 6:

D'ordinaire, le poids brut doit suffire pour assurer l'identification des marchandises.

Case no 7:

Cette colonne est laissée en blanc pour recevoir les indications complémentaires telles que le cubage, ou pour les renvois à d'autres documents (facture commerciale, par exemple).

Cases nos 6 et 7:

Les autres quantités que l'exportateur peut indiquer en vue de faciliter l'identification des marchandises seront portées dans l'une ou l'autre case, selon le cas.

Case no 8:

Cette partie est réservée à l'apposition de l'attestation de l'autorité compétente (libellé de l'attestation, cachets, signatures, date, lieu de délivrance, etc.). Le libellé exact des textes, etc. est laissé à l'appréciation de l'autorité émettrice, le libellé du modèle de formule n'étant donné qu'à titre d'exemple. Éventuellement, cette case peut contenir aussi une déclaration signée, faite par l'exportateur (ou le fournisseur ou le fabricant).

issuing authority and should leave space for other official purposes.

Box No. 3:

The particulars provided for in this box may be replaced by "to order" and, possibly, the country of destination.

Box No. 4:

This box can be used for additional information on means of transport, route, etc., which can be inserted if so desired by, for example, the issuing authority.

Box No. 5:

If an indication of "Item No." is required this can be inserted, preferably, in the margin to this box, or at the beginning of each line in the box. "Marks and Nos." can be separated from "Number and kind of packages" and "Description of the goods" by a vertical line. If a line is not used, these particulars should be distinguished by adequate spacing. The description of the goods can be supported by adding the number of the applicable Brussels Nomenclature heading, preferably in the right hand part of the column. Particulars of the origin criteria, if required, should be given in this box and should be separated from the other information by a vertical line.

Box No. 6:

Normally gross weight should suffice for the identification of the goods.

Box No. 7:

This column is left blank for any additional details that might be required, such as measurements, or for reference to other documents (e.g., commercial invoices).

Box Nos. 6 and 7:

Other quantities which the exporter may state in order to facilitate identification can be entered in either box 6 or box 7, as appropriate.

Box No. 8:

This area is reserved for the details of the certification by the competent body (certification legend, stamps, signatures, date and place of issue, etc.). The precise wording of texts, etc., is left to the discretion of the issuing authority, the wording used in the model form serving only as an example. This box may also be used for a signed declaration by the exporter (or the supplier or manufacturer).

APPENDICE III

Règles à observer pour l'établissement du certificat d'origine

Les règles pour l'établissement du certificat d'origine et la demande éventuelle sont laissées, compte tenu des notes précédentes, à l'appréciation des autorités nationales. Toutefois, il serait peut-être nécessaire de prévoir, entre autres, les dispositions suivantes:

1. La formule peut être remplie par n'importe quel procédé, à condition que les mentions qui y sont portées soient indélébiles et lisibles.
2. Le certificat et la demande éventuelle ne peuvent comporter ni grattages, ni surcharges. Les modifications qui y sont apportées doivent être effectuées en biffant les indications erronées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification ainsi opérée doit être approuvée par son auteur et visée par les autorités ou organismes habilités.
3. Les espaces non utilisés doivent être bâtonnés de façon à rendre impossible toute adjonction ultérieure.
4. Si les nécessités du commerce d'exportation le requièrent, il peut être établi, en plus de l'original, une ou plusieurs copies.

ANNEXE E.6**Annexe concernant l'admission temporaire pour perfectionnement actif****Introduction**

La législation nationale de la plupart des Etats contient des dispositions qui permettent d'accorder la suspension des droits et taxes à l'importation pour les marchandises qui sont destinées à être réexportées après avoir subi une transformation, une ouvraison ou une réparation déterminée. Le régime douanier qui reprend ces dispositions est celui de l'admission temporaire pour perfectionnement actif.

Le but principal de ce régime douanier est de permettre aux entreprises nationales d'offrir leurs produits ou leurs services sur les marchés étrangers à des prix compétitifs et de contribuer ainsi à assurer de meilleures possibilités d'emploi à la main-d'oeuvre nationale.

Toutefois, l'octroi de l'admission temporaire pour perfectionnement actif peut être subordonné à la condition que les opérations envisagées

APPENDIX III

Rules for the establishment of certificates of origin

The rules for the establishment of certificates of origin (and where applicable, of applications for such certificates) are left to the discretion of national authorities, due account being taken of the Notes set out above. However, it may be necessary to ensure compliance with, inter alia, the following provisions:

1. The forms may be completed by any process, provided that the entries are indelible and legible.
2. Neither erasures nor superimpositions should be allowed on the certificates (or applications). Any alterations should be made by striking out the erroneous material and making any additions required. Such alterations should be approved by the person who made them and certificated by the appropriate authority or body.
3. Any unused spaces should be crossed out to prevent any subsequent addition.
4. If warranted by export trade requirements, one or more copies may be drawn up in addition to the original.

ANNEX E.6

Annex concerning temporary admission for inward processing

Introduction

The national legislations of most countries contain provisions allowing conditional relief from import duties and taxes to be granted in respect of goods that are to be re-exported after having undergone specified manufacturing, processing or repair. The Customs procedure which reflects these provisions is that of temporary admission for inward processing.

The main purpose of this Customs procedure is to make it possible for national enterprises to offer their products or services on foreign markets at competitive prices and thereby to help to provide more employment opportunities for national labour.

However, temporary admission for inward processing may be made subject to the condition that the proposed operations shall be bene-

soient bénéfiques pour l'économie nationale et qu'elles ne portent pas atteinte aux intérêts des producteurs nationaux de marchandises identiques à celles pour lesquelles le bénéfice du régime est demandé ou qui leur sont similaires.

L'admission temporaire pour perfectionnement actif implique, en règle générale, la suspension totale des droits et taxes à l'importation. Les déchets provenant de l'ouvroison ou de la transformation des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif peuvent toutefois être taxés.

La législation nationale des Etats impose généralement que les marchandises exportées proviennent des marchandises importées.

Il est cependant parfois autorisé de mettre en oeuvre des marchandises équivalentes à celles qui ont été reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif (compensation à l'équivalent).

Dans le cadre de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, une exonération des droits et taxes à l'importation peut être accordée aux marchandises qui sont consommées au cours de la production des marchandises exportées sans être effectivement contenues dans ces dernières.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «admission temporaire pour perfectionnement actif»: le régime douanier qui permet de recevoir dans un territoire douanier, en suspension des droits et taxes à l'importation, certaines marchandises destinées à être réexportées, dans un délai déterminé, après avoir subi une transformation, une ouvroison ou une réparation;

(b) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(c) par «produits compensateurs»: les produits obtenus au cours ou à la suite de la transformation, de l'ouvroison ou de la réparation des marchandises reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif;

(d) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

(e) par «garantie»: ce qui assure, à la satisfaction de la douane, l'exécution d'une obligation envers celle-ci. La garantie est dite «globale» lorsqu'elle assure l'exécution des obligations résultant de plusieurs opérations;

cial to the national economy and shall not conflict with the interests of national producers of goods identical or similar to those in respect of which admission is requested.

As a general rule, temporary admission for inward processing involves total conditional relief from import duties and taxes. However, import duties and taxes may be charged on waste deriving from the processing or manufacturing of the goods.

National legislations usually require that the goods exported shall have been obtained from the goods imported.

In some cases, however, authority may be given for the utilization of goods equivalent to those temporarily admitted for inward processing (equivalents).

Within the context of temporary admission for inward processing, exemption from import duties and taxes may be granted in respect of goods used up during the production of the exported goods without actually being contained in them.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "temporary admission for inward processing" means the Customs procedure under which certain goods can be brought into a Customs territory conditionally relieved from payment of import duties and taxes; such goods must be intended for re-exportation within a specific period after having undergone manufacturing, processing or repair;

(b) the term "import duties and taxes" means the Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(c) the term "compensating products" means the products obtained during or as a result of the manufacturing, processing or repair of the goods temporarily admitted for inward processing;

(d) the term "Customs control" means the measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing;

(e) the term "security" means that which ensures to the satisfaction of the Customs that an obligation to the Customs will be fulfilled. Security is described as "general" when it ensures that the obligations arising from several operations will be fulfilled;

(f) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principe

1. *Norme*

L'admission temporaire pour perfectionnement actif est régie par les dispositions de la présente annexe.

Champ d'application

2. *Norme*

La législation nationale énonce les circonstances dans lesquelles l'admission temporaire pour perfectionnement actif peut être accordée et précise les conditions qui doivent être remplies pour bénéficier de ce régime.

Notes

1. Les circonstances dans lesquelles l'admission temporaire pour perfectionnement actif est autorisée, peuvent être précisées soit en termes généraux, soit sous forme détaillée, soit encore en combinant ces deux possibilités.

2. Une exonération des droits et taxes à l'importation peut être accordée aux marchandises telles que catalyseurs, accélérateurs ou ralentisseurs de réactions chimiques qui sont utilisées pour l'obtention de produits compensateurs et qui disparaissent totalement ou partiellement au cours de leur utilisation sans être effectivement contenues dans ces produits. Cette exonération peut n'être accordée que dans la mesure où les produits compensateurs obtenus sont exportés. Toutefois, cette exonération ne s'étend normalement pas à des éléments ne jouant qu'un rôle auxiliaire dans la fabrication, tels que les lubrifiants.

3. Le droit d'importer des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif peut être subordonné à la condition que les opérations de perfectionnement envisagées soient considérées par les autorités compétentes comme étant bénéfiques pour l'économie nationale.

4. Le droit d'importer des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif peut être réservé aux personnes établies dans le territoire douanier.

5. Les opérations admises sous le régime de l'admission temporaire pour perfectionnement actif peuvent être effectuées dans des établissements constitués en entrepôts pour perfectionnement actif.

(f) The term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principle

1. *Standard*
Temporary admission for inward processing shall be governed by the provisions of this Annex.

Field of application

2. *Standard*
National legislation shall specify the circumstances in which temporary admission for inward processing may be granted and shall lay down the requirements which must be met.

Notes

1. The circumstances in which temporary admission for inward processing is allowed may be set out in general terms and/or in detail.

2. Exemption from import duties and taxes may be accorded in respect of goods such as catalysts and accelerators or retarders of chemical reactions which, on being used to obtain compensating products, disappear entirely or partially during such use without actually being contained in those products. The exemption may be granted only insofar as the compensating products obtained are exported. However, it does not normally extend to mere aids to manufacture, such as lubricants.

3. The right to import goods temporarily for inward processing may be made subject to the condition that the proposed processing operations are regarded by the competent authorities as beneficial to the national economy.

4. The right to import goods temporarily for inward processing may be reserved to persons established in the Customs territory.

5. Operations allowed under the temporary admission for inward processing procedure may be carried out in premises designated as warehouses for inward processing.

Les caractéristiques principales de ce système peuvent être les suivantes:

- les exigences relatives à l'emplacement et à l'aménagement des entrepôts pour perfectionnement actif sont fixées par les autorités compétentes;
- la mise à la consommation des produits compensateurs est autorisée à concurrence d'un pourcentage déterminé;
- la vérification des marchandises à mettre en oeuvre et des produits compensateurs qui sont déclarés à la sortie de l'entrepôt pour perfectionnement actif a généralement lieu dans cet entrepôt.

3.

Norme

Les marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif bénéficient de la suspension totale des droits et taxes à l'importation. Toutefois, les déchets provenant de l'ouvroison ou de la transformation des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif et qui ne sont pas réexportés ou traités de manière à leur ôter toute valeur commerciale, peuvent être soumis à l'acquittement des droits et taxes à l'importation.

Notes

1. La législation nationale peut prévoir que les déchets qui présentent une certaine valeur commerciale seront taxés soit selon leur espèce tarifaire propre, soit selon l'espèce tarifaire des marchandises dont ils proviennent.

2. La législation nationale peut prévoir qu'une franchise des droits et taxes à l'importation est accordée aux déchets dans la limite de certains pourcentages ou lorsque les déchets sont irrécupérables ou inutilisables.

4.

Norme

L'admission temporaire pour perfectionnement actif n'est pas réservée à des marchandises qui sont importées directement de l'étranger, mais est également autorisée pour des marchandises qui font l'objet d'un transit douanier ou qui sortent d'un entrepôt de douane, d'un port franc ou d'une zone franche.

5.

Pratique recommandée

L'admission temporaire pour perfectionnement actif ne devrait pas être refusée pour la seule raison que les marchandises à mettre en oeuvre ont une origine, une provenance ou une destination déterminée.

6.

Norme

Le droit d'importer des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif n'est pas réservé au propriétaire des marchandises importées.

The main features of these arrangements may be:

- the requirements as to the location and layout of inward processing warehouses will be laid down by the competent authorities;
- declaration for home use of a specified proportion of the compensating products obtained is authorized;
- examination of the goods to be used, and of the compensating products to be removed from the warehouse, will generally be carried out in the warehouse.

3. *Standard*

Goods temporarily admitted for inward processing shall be afforded total conditional relief from import duties and taxes. However, import duties and taxes may be assessed on waste deriving from the processing or manufacturing of goods temporarily admitted for inward processing that is not re-exported or treated in such a way as to render it commercially valueless.

Notes

1. National legislation may provide that waste having commercial value shall be assessed either on the basis of its own tariff description or on the basis of the tariff description of the goods from which it is derived.

2. National legislation may provide that import duties and taxes shall not be charged on waste within certain percentage limits or on waste that is irrecoverable or unusable.

4. *Standard*

Temporary admission for inward processing shall not be limited to goods imported directly from abroad but shall also be granted for goods ex Customs transit, ex Customs warehouse or from a free port or a free zone.

5. *Recommended Practice*

Temporary admission for inward processing should not be refused solely on the ground of the country of origin of the goods, the country whence consigned or the country of destination.

6. *Standard*

The right to import goods temporarily for inward processing shall not be limited to the owner of the imported goods.

7.

Pratique recommandée

Lorsque les marchandises sont destinées à l'exécution d'un contrat de travail à façon passé avec une personne établie à l'étranger, l'octroi de l'admission temporaire pour perfectionnement actif ne devrait pas être subordonné à la condition que des marchandises équivalentes à celles qui seraient importées ne soient pas disponibles sur le territoire douanier.

8.

Pratique recommandée

La possibilité de déterminer la présence des marchandises importées dans les produits compensateurs ne devrait pas être imposée comme condition indispensable pour l'octroi de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, lorsque l'identité des marchandises peut être assurée au cours des opérations de perfectionnement par un contrôle de la douane ou lorsque l'apurement du régime est admis par l'exportation des produits obtenus à la suite du traitement de marchandises qui sont identiques, par leur espèce, leur qualité et leurs caractéristiques techniques, à celles qui ont été reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif.

Placement des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif

(a) Formalités à accomplir avant la mise en perfectionnement actif

9.

Norme

La législation nationale énonce les circonstances dans lesquelles l'admission temporaire pour perfectionnement actif est subordonnée à une autorisation préalable et désigne les autorités habilitées à délivrer cette autorisation.

10.

Pratique recommandée

Les personnes qui effectuent des opérations importantes et continues d'admission temporaire pour perfectionnement actif devraient bénéficier d'une autorisation générale couvrant ces opérations.

11.

Norme

Lorsque les marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif doivent subir une ouvraison ou une transformation, les autorités compétentes fixent le taux de rendement de l'opération de perfectionnement en se basant sur les conditions réelles dans lesquelles s'effectue cette opération. Le taux de rendement est fixé en précisant l'espèce, la qualité et la quantité des divers produits compensateurs.

7. *Recommended Practice*

When, in the execution of a contract entered into with a person established abroad, the goods to be used are supplied by that person, temporary admission for inward processing should not be made subject to the condition that goods equivalent to those to be imported are not available in the Customs territory of importation.

8. *Recommended Practice*

The possibility of determining the presence of the imported goods in the compensating products should not be imposed as a necessary condition of temporary admission for inward processing when the identity of the goods can be established during the processing operations by Customs control or when the procedure is terminated by the exportation of products obtained from the treatment of goods, identical in description, quality and technical characteristics to those temporarily admitted for inward processing.

**Temporary admission of goods
for inward processing**

(a) Formalities prior to temporary admission for inward processing

9. *Standard*

National legislation shall specify the circumstances in which prior authority is required for temporary admission for inward processing and the authorities empowered to grant such authority.

10. *Recommended Practice*

Persons who carry on large-scale and continuous temporary admission for inward processing operations should be granted a general authorization covering such operations.

11. *Standard*

Where goods temporarily admitted for inward processing are to undergo manufacturing or processing, the competent authorities shall fix the rate of yield of the operation by reference to the actual conditions under which it is effected. The description, quality and quantity of the various compensating products shall be specified upon fixing that rate.

12.

Pratique recommandée

Lorsque les opérations de perfectionnement actif:

- portent sur des marchandises de caractéristiques sensiblement constantes,
- sont effectuées traditionnellement dans des conditions techniques bien définies et
- aboutissent à l'obtention de produits compensateurs de qualité constante,

les autorités compétentes devraient fixer des taux forfaitaires de rendement applicables à ces opérations.

(b) Déclaration de mise en admission temporaire pour perfectionnement actif

13.

Norme

La législation nationale détermine les conditions dans lesquelles les marchandises qui sont destinées à être placées en admission temporaire pour perfectionnement actif doivent être présentées au bureau de douane compétent et faire l'objet d'une déclaration de marchandises.

14.

Pratique recommandée

Les formules nationales qui sont utilisées pour la mise en admission temporaire pour perfectionnement actif devraient être harmonisées avec celles qui sont utilisées pour la déclaration de marchandises pour mise à la consommation.

(c) Garantie

15.

Norme

Les formes de garantie à constituer lors du placement des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif sont fixées par la législation nationale ou, conformément à celle-ci, par les autorités douanières.

16.

Pratique recommandée

Parmi les formes de garantie admises, le choix devrait être laissé au déclarant.

17.

Norme

Les autorités douanières fixent conformément à la législation nationale, le montant de la garantie à fournir lors de la mise des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif.

18.

Pratique recommandée

Le montant de la garantie à constituer lors de la mise des mar-

12. *Recommended Practice*

Where the inward processing operations:

- relate to goods whose characteristics remain reasonably constant;
- are customarily carried out under clearly defined technical conditions, and
- give compensating products of constant quality;

the competent authorities should lay down standard rates of yield applicable to the operations.

(b) Declarations for temporary admission for inward processing

13. *Standard*

National legislation shall specify the conditions under which goods temporarily admitted for inward processing shall be produced at the competent Customs office and a Goods declaration shall be lodged.

14. *Recommended Practice*

The national forms used on temporary admission for inward processing should be harmonized with those used for the Goods declaration for home use.

(c) Security

15. *Standard*

The forms in which security is to be provided on temporary admission for inward processing shall be laid down in national legislation or determined by the Customs authorities in accordance with national legislation.

16. *Recommended Practice*

The choice between the various acceptable forms of security should be left to the declarant.

17. *Standard*

The Customs authorities shall, in accordance with national legislation, determine the amount in which security is to be provided when goods are temporarily admitted for inward processing.

18. *Recommended Practice*

The amount of the security to be provided when goods are tem-

chandises en admission temporaire pour perfectionnement actif ne devrait pas excéder le montant des droits et taxes à l'importation dont la perception est suspendue.

Note

Cette pratique recommandée ne s'oppose pas à ce que le montant de la garantie à fournir soit calculé sur la base d'un taux unique lorsque les marchandises sont rangées sous un grand nombre de positions tarifaires.

19.

Norme

Les personnes qui effectuent habituellement des opérations d'admission temporaire pour perfectionnement actif soit dans un bureau, soit dans différents bureaux d'un même territoire douanier, sont autorisées à constituer une garantie globale.

20.

Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient renoncer à exiger une garantie dans les cas où elles admettent que le recouvrement des sommes éventuellement exigibles pourrait être assuré par d'autres moyens.

(d) Vérification des marchandises

21.

Pratique recommandée

Sur demande de l'importateur et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient, dans la mesure du possible, permettre que les marchandises à placer en admission temporaire pour perfectionnement actif soient vérifiées dans les locaux de l'intéressé, les frais qui en résultent étant à la charge de l'importateur.

(e) Mesures d'identification

22.

Norme

Les exigences relatives à l'identification des marchandises placées en admission temporaire pour perfectionnement actif sont fixées par les autorités douanières compte tenu de la nature des marchandises, de l'opération à effectuer et de l'importance des intérêts en jeu.

Note

Pour l'identification des marchandises placées en admission temporaire pour perfectionnement actif, les autorités douanières peuvent avoir recours aux scellements étrangers apposés sur les marchandises, aux marques, numéros ou autres indications figurant de manière permanente sur les marchandises, à la description des marchandises,

porarily admitted for inward processing should not exceed the amount of the import duties and taxes from which the goods are conditionally relieved.

Note

This Recommended Practice does not prevent the amount of the security from being determined on the basis of a single rate where the goods fall in a wide range of tariff headings.

19. *Standard*

Persons who regularly use the temporary admission for inward processing procedure at one or more Customs offices in a given Customs territory shall be authorized to provide general security.

20. *Recommended Practice*

Customs authorities should waive the requirement for security where they are satisfied that payment of any sums that might fall due can be ensured by other means.

(d) Examination of the goods

21. *Recommended Practice*

At the request of the importer, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as possible, allow goods that are to be temporarily admitted for inward processing to be examined on private premises, the expenses entailed by such examination being borne by the importer.

(e) Identification measures

22. *Standard*

The requirements relating to the identification of goods temporarily admitted for inward processing shall be laid down by the Customs authorities, due account being taken of the nature of the goods, of the operation to be carried out and of the magnitude of the interests involved.

Note

For the identification of goods temporarily admitted for inward processing, the Customs authorities may rely on foreign seals affixed to the goods, on marks, numbers or other indications permanently affixed to them, on the description of the goods or scale plans or photographs, or have recourse to sampling, to the affixing of Customs

à des plans à l'échelle ou à des photographies, au prélèvement d'échantillons ou encore, à l'apposition de marques douanières (scellements, timbres, marques perforées, etc.). Les autorités douanières peuvent également avoir recours à la comptabilité de l'importateur.

Séjour des marchandises dans le territoire douanier

23.

Norme

Le délai d'admission temporaire pour perfectionnement actif est fixé dans chaque cas particulier en fonction de la durée nécessaire pour accomplir les opérations de perfectionnement et jusqu'à concurrence, le cas échéant, d'un délai maximal prévu par la législation nationale.

24.

Pratique recommandée

Sur demande de l'intéressé et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient proroger le délai initialement prévu.

25.

Norme

Sur demande des autorités douanières, les intéressés tiennent une comptabilité permettant de contrôler l'utilisation des marchandises placées en admission temporaire pour perfectionnement actif.

26.

Norme

Les autorités douanières sont habilitées à exiger que la personne qui bénéficie de l'admission temporaire pour perfectionnement actif leur permette d'effectuer à tout moment un contrôle dans ses locaux, des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif ainsi que des produits compensateurs.

27.

Pratique recommandée

Les autorités compétentes devraient permettre qu'une partie des opérations de perfectionnement prévues soit effectuée par une autre personne que celle qui bénéficie de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans que cette dernière personne doive recourir à la cession des marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif, mais à la condition toutefois qu'elle demeure, pendant toute la durée des opérations, responsable devant la douane du respect des conditions auxquelles le bénéfice du régime a été accordé.

28.

Pratique recommandée

L'admission temporaire pour perfectionnement actif devrait pouvoir être poursuivie en cas de cession des marchandises importées

marks (seals, stamps, perforations, etc.). The Customs authorities may also have recourse to the importers' records.

Stay of the goods in the Customs territory

23. *Standard*

The time limit for temporary admission for inward processing shall be fixed, in each case, by reference to the time necessary to complete the processing operations, up to the maximum period, if any, laid down in national legislation.

24. *Recommended Practice*

At the request of the person concerned, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should extend the period initially fixed.

25. *Standard*

At the request of the Customs authorities, the persons concerned shall keep records from which the use of the goods temporarily admitted for inward processing can be checked.

26. *Standard*

The Customs authorities shall have the right to require that any person accorded the benefit of this procedure shall allow them to check on his premises, at any time, the goods temporarily admitted for inward processing and also the compensating products.

27. *Recommended Practice*

The competent authorities should allow part of the processing operations provided for to be carried out by a person other than the person accorded temporary admission for inward processing facilities, without the latter having to transfer ownership of the goods temporarily admitted for inward processing but on condition that, for the entire duration of the operations, he remain responsible to the Customs for compliance with the conditions under which processing facilities were allowed.

28. *Recommended Practice*

Provision should be made for continuing temporary admission for inward processing in the event of transfer of ownership of the

et des produits compensateurs à un tiers, sous réserve que celui-ci prenne en charge les obligations de l'importateur.

Fin de l'admission temporaire pour perfectionnement actif

29.

Norme

La législation nationale détermine les conditions dans lesquelles les produits compensateurs doivent être présentés au bureau de douane compétent et faire l'objet d'une déclaration de marchandises.

Note

La législation nationale peut prévoir que la déclaration de marchandises devra contenir les indications nécessaires en vue de permettre l'apurement de la déclaration de mise en admission temporaire pour perfectionnement actif relative aux marchandises qui ont été mises en oeuvre.

(a) Réexportation

30.

Norme

Les produits compensateurs doivent pouvoir être exportés par un bureau de douane différent de celui d'importation des marchandises reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif.

31.

Norme

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif doit pouvoir être obtenu par l'exportation des produits compensateurs en un ou plusieurs envois.

32.

Pratique recommandée

Sur demande de l'exportateur et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient, dans la mesure du possible, permettre que les produits compensateurs à réexporter soient vérifiés dans les locaux de l'intéressé, les frais qui en résultent étant à la charge de l'exportateur.

33.

Norme

Sur demande du bénéficiaire, les autorités compétentes autorisent la réexportation en l'état, en apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, des marchandises admises sous ce régime.

34.

Norme

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif doit pouvoir être obtenu par la mise des produits compensateurs dans des ports francs ou des zones franches.

imported goods and the compensation products to a third person, provided that that person assumes the obligations of the importer.

**Termination of temporary admission
for inward processing**

29. *Standard*

National legislation shall specify the conditions under which the compensating products shall be produced at the competent Customs office and a Goods declaration shall be lodged.

Note

National legislation may prescribe that the Goods declaration shall contain the particulars needed to permit discharge of the temporary admission for inward processing declaration with respect to the goods that have been utilized.

(a) Re-exportation

30. *Standard*

Provision shall be made to permit compensating goods to be exported through a Customs office other than that through which the goods temporarily admitted for inward processing were imported.

31. *Standard*

Provision shall be made to permit temporary admission for inward processing to be terminated by exportation of the compensating products in one or more consignments.

32. *Recommended Practice*

At the request of the exporter, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as possible, allow compensating products for re-exportation to be examined on private premises, the expenses entailed by such examination being borne by the exporter.

33. *Standard*

Upon request by the person concerned the competent authorities shall authorize the re-exportation of the goods in the same state as imported, with termination of temporary admission for inward processing.

34. *Standard*

Provision shall be made for terminating temporary admission for inward processing by placing the compensating products in a free port or free zone.

(b) Autres cas d'apurement

35.

Pratique recommandée

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif devrait pouvoir être obtenu par la mise des produits compensateurs en entrepôt de douane en vue de leur exportation ultérieure ou de toute autre destination admise.

36.

Pratique recommandée

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif devrait pouvoir être obtenu par la mise des produits compensateurs sous le régime du transit douanier en vue de leur exportation ultérieure ou de toute autre destination admise.

37.

Norme

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif doit pouvoir être obtenu par la mise à la consommation des marchandises importées ou des produits compensateurs sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités applicables dans ce cas.

38.

Norme

La législation nationale fixe le moment à prendre en considération pour déterminer la valeur et la quantité des marchandises déclarées pour la mise à la consommation, ainsi que les taux des droits et taxes à l'importation qui leur sont applicables.

Note

En cas de mise à la consommation de produits compensateurs qui ont été envoyés à l'étranger pour y subir un perfectionnement complémentaire, il peut être tenu compte pour le calcul des droits et taxes à l'importation, outre ceux applicables aux marchandises initialement mises en oeuvre, de la différence entre:

(a) d'une part, le montant des droits et taxes à l'importation qui frapperaient les produits réimportés après perfectionnement complémentaire et

(b) d'autre part, le montant des droits et taxes à l'importation qui frapperaient les produits exportés temporairement pour perfectionnement complémentaire si ces produits étaient importés directement du pays dans lequel a été effectué ledit perfectionnement.

39.

Pratique recommandée

La législation nationale devrait prévoir que le montant des droits et taxes à l'importation applicables dans le cas où les produits compensateurs ne sont pas exportés sera limité au montant des droits et taxes à l'importation applicables aux marchandises importées en admission temporaire pour perfectionnement actif.

(b) Other methods of disposal

35.

Recommended Practice

Provision should be made for terminating temporary admission for inward processing by placing the compensating products in a Customs warehouse with a view to subsequent exportation or other authorized disposal.

36.

Recommended Practice

Provision should be made for terminating temporary admission for inward processing by placing the goods under a Customs transit procedure with a view to their subsequent exportation or other authorized disposal.

37.

Standard

Provision shall be made for terminating temporary admission for inward processing by declaring the imported goods or the compensating products for home use, subject to compliance with the conditions and formalities applicable in such case.

38.

Standard

National legislation shall specify the point in time to be taken into consideration for the purpose of determining the value and quantity of goods declared for home use and also the rates of the import duties and taxes applicable to them.

Note

In the event of declaration for home use of compensating products that have been sent abroad for supplementary processing, account may be taken in calculating the import duties and taxes, besides those applicable to the goods initially used, of the difference between:

(a) the amount of the import duties and taxes that would be chargeable on the products reimported after supplementary processing, and

(b) the amount of the import duties and taxes that would be chargeable on the products temporarily exported for supplementary processing if they were imported directly from the country in which such processing had taken place.

39.

Recommended Practice

National legislation should provide that the amount of import duties and taxes applicable in the case where the compensating products are not exported shall not exceed the amount of import duties and taxes applicable to the goods temporarily admitted for inward processing.

40.

Pratique recommandée

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif devrait pouvoir être obtenu pour les marchandises dont la perte résulte de leur nature, dans la mesure où les produits compensateurs sont exportés et sous réserve que cette perte soit dûment établie à la satisfaction des autorités douanières.

Note

La législation nationale peut fixer des pourcentages forfaitaires de perte par catégorie de marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif.

41.

Norme

L'apurement de l'admission temporaire pour perfectionnement actif doit pouvoir être obtenu si, sur demande de l'intéressé et selon la décision des autorités douanières, les marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif ou les produits compensateurs sont abandonnés au profit du Trésor public ou détruits ou traités de manière à leur ôter toute valeur commerciale, sous contrôle de la douane. Cet abandon ou cette destruction ne doit entraîner aucuns frais pour le Trésor public.

Les déchets et débris résultant, le cas échéant, de la destruction, sont assujettis, en cas de mise à la consommation, aux droits et taxes à l'importation qui seraient applicables à ces déchets et débris s'ils étaient importés dans cet état.

42.

Norme

Les marchandises en admission temporaire pour perfectionnement actif et les produits compensateurs qui sont détruits ou irrémédiablement perdus par suite d'accident ou de force majeure, ne sont pas soumis aux droits et taxes à l'importation, à condition que cette destruction ou cette perte soit dûment établie à la satisfaction des autorités douanières.

Les déchets et débris résultant, le cas échéant, de la destruction, sont assujettis, en cas de mise à la consommation aux droits et taxes à l'importation qui seraient applicables à ces déchets et débris s'ils étaient importés dans cet état.

43.

Pratique recommandée

Les produits obtenus à la suite du traitement des marchandises importées ou nationales qui sont identiques, par leur espèce, leur qualité et leurs caractéristiques techniques, à celles qui ont été reçues en admission temporaire pour perfectionnement actif devraient être assimilés aux produits compensateurs aux fins de la présente annexe (compensation à l'équivalent).

40.

Recommended Practice

Provision should be made for terminating temporary admission for inward processing in respect of goods lost as a consequence of the nature of the goods, insofar as the compensating products are exported, provided that such loss is duly established to the satisfaction of the Customs authorities.

Note

National legislation may lay down standard loss percentages for specified categories of goods temporarily admitted for inward processing.

41.

Standard

Provision shall be made for temporary admission for inward processing to be terminated where, at the request of the person concerned, the goods temporarily admitted for inward processing or the compensating products are abandoned to the Revenue or destroyed or rendered commercially valueless under Customs control, as the Customs authorities may decide. Such abandonment or destruction shall not entail any cost to the Revenue.

Any waste or scrap remaining after destruction shall be liable, if taken into home use, to the import duties and taxes that would be applicable to such waste or scrap imported in that state.

42.

Standard

Goods temporarily admitted for inward processing, and compensating products, which are destroyed or irrecoverably lost by accident or force majeure shall not be subjected to import duties and taxes, provided that such destruction or loss is duly established to the satisfaction of the Customs authorities.

Any waste or scrap remaining after destruction shall be liable, if taken into home use, to the import duties and taxes that would be applicable to such waste or scrap imported in that state.

43.

Recommended Practice

The products obtained from the treatment of imported or domestic goods identical in description, quality and technical characteristics to those temporarily admitted for inward processing should be deemed to be compensating products for the purposes of this Annex (setting-off with equivalent goods).

Note

Dans le cas de la compensation à l'équivalent, lorsque les circonstances le justifient, les autorités compétentes peuvent autoriser que les produits assimilés aux produits compensateurs puissent être exportés préalablement à l'importation des marchandises bénéficiant de l'admission temporaire pour perfectionnement actif.

Décharge de la garantie

44.

Norme

La décharge de la garantie éventuellement fournie est accordée le plus rapidement possible après l'apurement total de l'admission temporaire pour perfectionnement actif.

**Renseignements concernant l'admission temporaire
pour perfectionnement actif**

45.

Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet de l'admission temporaire pour perfectionnement actif.

ANNEXE E.1**Annexe
concernant le transit douanier****Introduction**

Il est souvent nécessaire, pour diverses raisons, d'acheminer d'un bureau de douane à un autre bureau de douane, des marchandises qui sont, le cas échéant, passibles de droits et taxes à l'importation ou à l'exportation.

La législation de la plupart des pays comporte des dispositions prévoyant que de telles marchandises peuvent être transportées sans acquittement des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation, le transport s'effectuant sous le contrôle de la douane afin d'assurer l'observation des conditions imposées. Le régime sous lequel ces transports sont effectués est appelé «transit douanier».

Par ailleurs, pour faciliter le transport international des marchandises qui doivent traverser plusieurs territoires douaniers, des dispositions sont prises, dans le cadre d'accords internationaux, en vue de l'application, par les Etats concernés, de procédures uniformes pour le traitement des marchandises transportées en transit douanier sur leur territoire.

Note

Where setting-off with equivalent goods occurs in circumstances that so warrant, the competent authorities may allow, as compensating products, goods exported before importation of the goods which benefit from the temporary admission for inward processing procedure.

Discharge of security

44. *Standard*

Any security furnished shall be discharged as soon as possible after temporary admission for inward processing has been terminated.

**Information concerning temporary admission
for inward processing**

45. *Standard*

The Customs authorities shall ensure that all relevant information regarding temporary admission for inward processing is readily available to any person interested.

ANNEX E.1

**Annex
concerning Customs transit**

Introduction

For a variety of reasons it is frequently necessary for goods which are potentially liable to import or export duties and taxes to move from one Customs office to another.

The legislation of most countries contains provisions under which such movements may take place without payment of the import or export duties and taxes, the goods being transported under Customs control to ensure compliance with requirements laid down. The procedure under which such movements are made is termed Customs transit.

To facilitate the international transport of goods which have to pass through a number of Customs territories, arrangements have been made under international agreements for the States concerned to apply standard procedures for the treatment of goods carried in Customs transit through their territories.

La présente annexe a trait aussi bien au transit douanier national qu'au transit douanier international. Elle ne s'applique pas aux marchandises transportées par la poste ou dans les bagages des voyageurs.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «transit douanier»: le régime douanier sous lequel sont placées les marchandises transportées sous contrôle douanier d'un bureau de douane à un autre bureau de douane;

(b) par «opération de transit douanier»: le transport des marchandises en transit douanier, d'un bureau de départ à un bureau de destination;

(c) par «bureau de chargement»: tout bureau de douane sous l'autorité duquel certaines mesures préliminaires sont prises afin de faciliter le commencement d'une opération de transit douanier dans un bureau de départ;

(d) par «bureau de départ»: tout bureau de douane où commence une opération de transit douanier;

(e) par «bureau de passage»: tout bureau de douane par lequel les marchandises sont importées ou exportées au cours d'une opération de transit douanier;

(f) par «bureau de destination»: tout bureau de douane où prend fin une opération de transit douanier;

(g) par «déclaration de marchandises»: l'acte fait dans la forme prescrite par la douane, par lequel les intéressés indiquent le régime douanier à assigner aux marchandises et communiquent les éléments dont la douane exige la déclaration pour l'application de ce régime;

(h) par «déclarant»: la personne qui signe ou au nom de laquelle est signée une déclaration de marchandises;

(ij) par «unité de transport»:

(i) les conteneurs d'une capacité d'un mètre cube ou plus,

(ii) les véhicules routiers, y compris les remorques et semi-remorques,

(iii) les wagons de chemin de fer, et

(iv) les allèges, péniches et autres embarcations pouvant être affectées à la navigation intérieure;

(k) par «droits et taxes à l'importation ou à l'exportation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'exportation ou à l'occasion de l'importation des marchandises ou de l'exportation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

This Annex relates to both national and international Customs transit. It does not apply to goods carried by post or in travellers' baggage.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "Customs transit" means the Customs procedure under which goods are transported under Customs control from one Customs office to another;

(b) the term "Customs transit operation" means the transport of goods from an office of departure to an office of destination under Customs transit;

(c) the term "office of loading" means any Customs office under whose authority certain preliminary measures are taken to facilitate commencement of a Customs transit operation at an office of departure;

(d) the term "office of departure" means any Customs office at which a Customs transit operation commences;

(e) the term "office en route" means any Customs office where goods are imported or exported in the course of a Customs transit operation;

(f) the term "office of destination" means any Customs office at which a Customs transit operation is terminated;

(g) the term "Goods declaration" means a statement made in the form prescribed by the Customs by which the persons interested indicate the Customs procedure to be applied to the goods and furnish the particulars which the Customs require to be declared for the application of that procedure;

(h) the term "declarant" means the person who signs a Goods declaration or in whose name it is signed;

(ij) the term "transport-unit" means:

(i) containers having an international volume of one cubic metre or more,

(ii) road vehicles, including trailers and semi-trailers,

(iii) railway waggons, and

(iv) lighters, barges and other vessels suitable for use on inland waterways;

(k) the term "import and export duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation or exportation of goods but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(l) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

(m) par «garantie»: ce qui assure, à la satisfaction de la douane, l'exécution d'une obligation envers celle-ci. La garantie est dite «globale» lorsqu'elle assure l'exécution des obligations résultant de plusieurs opérations;

(n) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principes

1. *Norme*

Le transit douanier est régi par les dispositions de la présente annexe.

2. *Norme*

La législation nationale précise les conditions ainsi que les formalités qui doivent être remplies aux fins du transit douanier.

Champ d'application

3. *Norme*

Les autorités douanières autorisent le transport en transit douanier, sur leur territoire, de marchandises:

- (a) d'un bureau d'entrée à un bureau de sortie;
- (b) d'un bureau d'entrée à un bureau intérieur;
- (c) d'un bureau intérieur à un bureau de sortie;
- (d) d'un bureau intérieur à un autre bureau intérieur.

Note 1

Les transports effectués en transit douanier dans les cas visés aux alinéas (a) à (c) ci-dessus sont désignés par l'expression «transit douanier international» lorsqu'ils font partie d'une même opération de transit douanier au cours de laquelle une ou plusieurs frontières sont franchies conformément à un accord bilatéral ou multilatéral.

Note 2

Les transports en transit douanier visés ci-dessus peuvent être désignés comme suit:

- (a) transit direct (bureau d'entrée à bureau de sortie);
- (b) transit vers l'intérieur (bureau d'entrée à bureau intérieur);

(l) the term “Customs control” means measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing;

(m) the term “security” means that which ensures to the satisfaction of the Customs, that an obligation to the Customs will be fulfilled. Security is described as “general” when it ensures that the obligations arising from several operations will be fulfilled;

(n) the term “person” means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principles

1. *Standard*
Customs transit shall be governed by the provisions of this Annex.

2. *Standard*
National legislation shall specify the conditions to be fulfilled and the formalities to be accomplished for the purposes of Customs transit.

Scope

3. *Standard*
The Customs authorities shall allow goods to be transported under Customs transit in their territory:

- (a) from an office of entry to an office of exit;
- (b) from an office of entry to an inland Customs office;
- (c) from an inland Customs office to an office of exit;
- (d) from one inland Customs office to another inland Customs office.

Note 1

Customs transit movements as described in (a) – (c) above are termed “international Customs transit” when they take place as part of a single Customs transit operation during which one or more frontiers are crossed in accordance with a bilateral or multilateral agreement.

Note 2

The following expressions may be used to describe the Customs transit movements referred to above:

- (a) through transit (office of entry to office of exit);
- (b) inward transit (office of entry to inland Customs office);

- (c) transit vers l'extérieur (bureau intérieur à bureau de sortie);
- (d) transit intérieur (bureau intérieur à bureau intérieur).

4. *Norme*

Les marchandises transportées en transit douanier ne sont pas assujetties au paiement des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation, sous réserve de l'observation des conditions prescrites par les autorités douanières.

5. *Pratique recommandée*

Toute personne ayant le droit de disposer des marchandises, par exemple le propriétaire, le transporteur, le transitaire, le destinataire ou un agent agréé par la douane devrait pouvoir les déclarer en transit douanier.

Note

Les autorités douanières peuvent exiger que le déclarant fasse la preuve de son droit de disposer des marchandises.

6. *Norme*

Le déclarant est responsable vis-à-vis des autorités douanières de l'accomplissement des obligations découlant du transit douanier; il est notamment tenu d'assurer la présentation des marchandises intactes au bureau de destination conformément aux conditions fixées par ces autorités.

Dispositions générales

7. *Norme*

Les autorités douanières désignent les bureaux de douane compétents pour exercer les fonctions définies aux fins du transit douanier.

8. *Pratique recommandée*

Lorsque des bureaux de douane correspondants sont situés sur une frontière commune, les autorités douanières des deux pays concernés devraient, aux fins du transit douanier, harmoniser les jours et heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux.

9. *Pratique recommandée*

Sur la demande de la personne intéressée, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient, dans la mesure où les circonstances administratives le permettent, accomplir les fonctions prévues au titre du transit douanier en dehors des heures d'ouverture et en dehors des locaux du bureau de douane, étant entendu que les frais qui en résultent peuvent être mis à la charge de la personne intéressée.

- (c) outward transit (inland Customs office to office of exit);
- (d) interior transit (one inland Customs office to another).

4. *Standard*

Goods being carried under Customs transit shall not be subject to the payment of import or export duties and taxes provided the conditions laid down by the Customs authorities are complied with.

5. *Recommended Practice*

Any person having the right to dispose of the goods, for example the owner, the carrier, the forwarding agent, the consignee or an authorized agent approved by the Customs should be entitled to declare the goods for Customs transit.

Note

The Customs authorities may require the declarant to establish his right to dispose of the goods.

6. *Standard*

The declarant shall be responsible to the Customs authorities for compliance with the obligations incurred under Customs transit; in particular he shall ensure that the goods are produced intact at the office of destination in accordance with the conditions imposed by those Customs authorities.

General provisions

7. *Standard*

The Customs authorities shall designate to perform the functions laid down for the Customs offices which are competent to purposes of Customs transit.

8. *Recommended Practice*

Where corresponding Customs offices are located on a common frontier, the Customs authorities of the two countries concerned should correlate the business hours and the competence of those offices for the purposes of Customs transit.

9. *Recommended Practice*

At the request of the person concerned, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as administrative circumstances permit, perform the functions laid down for the purposes of Customs transit outside the business hours and outside the premises of the Customs office, it being understood that the expenses entailed may be charged to the person concerned.

10.

Norme

La priorité est accordée aux opérations douanières portant sur les animaux vivants, les marchandises périssables et les autres envois ayant un caractère d'urgence, qui se trouvent en transit douanier et qui requièrent impérativement un transport rapide.

Formalités au bureau de départ

(a) Déclaration de marchandises pour le transit douanier

11.

Norme

Sauf dérogation consentie par les autorités douanières, une déclaration écrite de marchandises pour le transit douanier est présentée au bureau de départ.

Note

Il existe dans plusieurs pays des procédures simplifiées permettant de renoncer à certaines formalités douanières, y compris la présentation de la déclaration de marchandises. Ces procédures s'appliquent, par exemple, aux marchandises transportées par voie ferrée sous le couvert d'une lettre de voiture internationale et aux marchandises qui circulent uniquement dans la zone frontalière.

12.

Norme

Les formules de déclaration de marchandises pour le transit douanier sont conformes au modèle officiel prescrit par les autorités compétentes.

Note 1

Le déclarant est normalement tenu de déclarer les éléments suivants:

- nom et adresse de l'expéditeur;
- nom et adresse du déclarant;
- nom et adresse postale du destinataire;
- mode de transport;
- identification du moyen de transport;
- indication des scellements, etc. apposés;
- lieu de chargement;
- bureau de destination;
- unité de transport (type, n° d'identification);
- marques, numéros, nombre et nature des colis;
- désignation des marchandises;
- poids brut par envoi, en kilos;
- énumération des documents joints;
- lieu, date et signature du déclarant.

10.

Standard

Priority shall be given to the Customs operations relating to live animals, perishable goods and other urgent consignments which are under Customs transit and for which rapid transport is essential.

Formalities at the office of departure

(a) Goods declaration for Customs transit

11.

Standard

Unless this formality is waived by the Customs authorities a written Goods declaration for Customs transit shall be presented at the office of departure.

Note

In various countries simplified procedures exist under which certain Customs formalities, including the presentation of a Goods declaration, are waived. These procedures are applicable, for example, to goods carried by rail under cover of an international consignment note, and to goods moving only in the frontier zone.

12.

Standard

Goods declaration forms for Customs transit shall conform to the official model prescribed by the competent authorities.

Note 1

The declarant is normally required to declare the following items:

- name and address of consignor;
- name and address of declarant;
- name and postal address of consignee;
- mode of transport;
- identification of means of transport;
- seals etc. affixed;
- place of loading;
- office of destination;
- transport-unit (type, identification No.);
- marks, numbers, number and kind of packages;
- description of goods;
- gross weight per consignment in kilos;
- list of documents attached;
- place, date and signature of declarant.

Note 2

Les Parties contractantes qui envisagent de réviser les formules existantes ou d'élaborer de nouvelles formules de déclaration de marchandises pour le transit douanier peuvent recourir au modèle figurant à l'appendice I de la présente annexe et tenir compte des notes figurant à l'appendice II. Ce modèle est destiné à servir de base pour l'élaboration des formules de déclaration de transit douanier à utiliser dans le cadre des procédures de transit pour lesquelles l'emploi d'une formule particulière n'est pas prescrit par accord bilatéral ou multilatéral. Ce modèle de déclaration a été conçu en vue de son utilisation pour les opérations de transit douanier national, mais peut également être utilisé pour des opérations de transit douanier international.

13.

Pratique recommandée

Tout document commercial ou document de transport donnant clairement les renseignements nécessaires devrait être accepté comme constituant la partie descriptive de la déclaration de marchandises pour le transit douanier.

(b) Garantie

14.

Norme

Les formes de la garantie à constituer aux fins du transit douanier sont fixées par la législation nationale ou, conformément à celle-ci, par les autorités douanières.

15.

Pratique recommandée

Parmi les formes de garantie admises, le choix devrait être laissé au déclarant.

16.

Norme

Les autorités douanières fixent le montant de la garantie à fournir pour l'opération de transit douanier.

17

Norme

Lorsqu'une garantie est exigée pour assurer l'exécution des obligations résultant de plusieurs opérations de transit douanier, les autorités douanières acceptent une garantie globale.

18.

Pratique recommandée

La garantie devrait être fixée à un montant aussi peu élevé que possible, compte tenu des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation éventuellement exigibles.

Note 2

When they are considering revision of present forms or preparation of new forms for Goods declarations for Customs transit, the competent authorities may base their forms on the model in Appendix I to this Annex having regard to the Notes in Appendix II. The model is intended as a basis for the designing of Customs transit declaration forms to be used in Customs transit procedures where other forms have not been prescribed by bilateral or multilateral agreements. The model has been designed to be used for national Customs transit operations but can also be used for international Customs transit operations.

13. *Recommended Practice*

Any commercial or transport document setting out clearly the necessary particulars should be accepted as the descriptive part of the Goods declaration for Customs transit.

(b) Security

14. *Standard*

The form in which security is to be provided for the purposes of Customs transit shall be laid down in national legislation or determined by the Customs authorities in accordance with national legislation.

15. *Recommended Practice*

The choice between the various acceptable forms of security should be left to the declarant.

16. *Standard*

The Customs authorities shall determine the amount in which security is to be provided for the Customs transit operation.

17. *Standard*

When security is required to ensure that the obligations arising from several Customs transit operations will be fulfilled, the Customs authorities shall accept a general security.

18. *Recommended Practice*

The amount of any security should be set as low as possible having regard to the import or export duties and taxes potentially chargeable.

(c) Vérification et identification des envois

19.

Pratique recommandée

Dans les cas où les autorités douanières usent de leur droit de vérifier les marchandises déclarées pour le transit douanier, elles devraient limiter cette vérification aux mesures jugées nécessaires pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer.

20.

Norme

Les autorités douanières du bureau de départ prennent toutes les mesures nécessaires pour permettre au bureau de destination d'identifier l'envoi et de déceler, le cas échéant, toute manipulation non autorisée.

21.

Norme

Lorsqu'un envoi est acheminé dans une unité de transport, des scelllements douaniers sont apposés sur celle-ci à condition que cette unité de transport soit construite et aménagée de telle façon:

(a) que les scelllements douaniers puissent y être apposés de manière simple et efficace;

(b) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite des parties scellées de l'unité de transport ou y être introduite sans laisser de traces visibles d'effraction ou sans rupture du scellement douanier;

(c) qu'elle ne comporte aucun espace caché permettant de dissimuler des marchandises;

(d) que tous les espaces, capables de contenir des marchandises, soient facilement accessibles pour les visites douanières.

Ces unités de transport doivent, en outre, avoir été agréées pour le transport des marchandises sous scellement douanier.

Note 1

Les unités de transport sont agréées pour le transport des marchandises sous scellement douanier en application de divers accords internationaux tels que la Convention douanière relative aux conteneurs, faite à Genève le 18 mai 1956, la Convention douanière relative au transport international des marchandises sous le couvert de carnets TIR, faite à Genève le 15 janvier 1959, l'Unité technique des chemins de fer faite à Berne en mai 1886, rédaction 1960, et le Règlement de la Commission centrale du Rhin (version du 21 novembre 1963) relatif à la clôture douanière des bâtiments du Rhin. Elles pourront être agréées en application d'accords qui viendraient remplacer les textes énumérés ci-dessus. Les pays peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, prendre des dispositions complémentaires en vue de l'agrément d'unités de transport à utiliser exclusive-

(c) Examinations and identification of consignments

19.

Recommended Practice

Where the Customs authorities exercise their right to examine goods declared for Customs transit, they should limit the extent of the examination to that deemed necessary to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing.

20.

Standard

The Customs authorities at the office of departure shall take all necessary action to enable the office of destination to identify the consignment and to detect any unauthorized interference.

21.

Standard

When a consignment is conveyed in a transport-unit, Customs seals shall be affixed to the transport-unit itself provided that the transport-unit is so constructed and equipped that:

- (a) Customs seals can be simply and effectively affixed to it;
- (b) no goods can be removed from or introduced into, the sealed part of the transport-unit without leaving visible traces of tampering or without breaking the Customs seal;
- (c) it contains no concealed spaces where goods may be hidden;
- (d) all spaces capable of holding goods are readily accessible for Customs inspection.

Such transport-units shall also have been approved for the transport of goods under Customs seal.

Note 1

Transport-units are approved for the transport of goods under Customs seal pursuant to various international agreements such as the Customs Convention on Containers, done at Geneva on 18 May 1956, the Customs Convention on the international transport of goods under cover of TIR carnets, done at Geneva on 15 January 1959, the Unité technique des chemins de fer, concluded at Berne in May 1886, 1960 edition, and the Regulations (21 November 1963 version) of the Central Rhine Commission concerning the sealing of Rhine navigation vessels. They may be approved in the future pursuant to agreements which may supersede the foregoing. Additional arrangements for approval may be made by countries by bilateral or multilateral agreement for transport-units to be used for the purposes of Customs transit solely in their territories, for ex-

ment sur leur propre territoire, aux fins du transit douanier, par exemple en ce qui concerne les conteneurs d'une capacité inférieure à un mètre cube mais qui remplissent, à tous autres égards, les conditions nécessaires pour être assimilés aux conteneurs proprement dits pour l'application de la réglementation douanière.

Note 2

Dans certaines circonstances, les autorités douanières peuvent décider de sceller les unités de transport qui n'ont pas été agrées pour le transport des marchandises sous scellement douanier, s'il est établi à leur satisfaction que ces unités offrent une sécurité suffisante lorsqu'elles sont scellées.

22.

Norme

Lorsque l'envoi est acheminé dans une unité de transport ne pouvant pas être scellée de manière efficace, l'identification est assurée et les manipulations non autorisées rendues aisément décelables: en apposant un scellement douanier séparément sur chaque colis, en apposant des marques d'identification, en établissant une description des marchandises, en se référant aux échantillons, plans, dessins ou photographies joints à la déclaration de marchandises, en procédant à la vérification complète des marchandises et en indiquant sur la déclaration de marchandises le résultat de cette vérification, ou en faisant effectuer le transport sous escorte de douane.

Note

Les mesures précises que les autorités douanières peuvent être appelées à prendre lorsque les marchandises ne sont pas transportées dans une unité de transport ne pouvant pas être effectivement scellée dépendent de circonstances propres à chaque cas d'espèce, compte tenu de divers éléments, comme la nature des marchandises et l'emballage, et les droits et taxes à l'importation ou à l'exportation éventuellement exigibles.

(d) Mesures de contrôle supplémentaires

23.

Norme

Les autorités douanières n'imposent les mesures suivantes que dans les cas où elles les jugent indispensables:

(a) obligation de transporter les marchandises suivant un itinéraire déterminé;

(b) obligation d'acheminer les marchandises sous escorte de douane.

24.

Pratique recommandée

Lorsque les autorités douanières fixent un délai pour la présen-

ample in respect of containers which have an internal volume of less than one cubic metre but which in all other respects qualify for Customs treatment as containers.

Note 2

In certain circumstances Customs authorities may decide to seal transport-units which have not been approved for the transport of goods under Customs seal when they are satisfied that the units, when sealed, are sufficiently secure.

22.

Standard

When the consignment is conveyed in a transport-unit which cannot be effectively sealed, identification shall be assured and unauthorized interference rendered readily detectable, either by affixing Customs seals to individual packages, by affixing identification marks, by describing the goods, by reference to samples, plans, sketches or photographs attached to the Goods declaration, by full examination of the goods and recording the results thereof on the Goods declaration, or by Customs escort.

Note

The precise action which the Customs authorities may decide to take when goods are to be transported in a transport-unit which cannot be effectively sealed will depend upon the individual circumstances of each case, taking account of factors such as the nature of the goods and their packing, and the potential import or export duties and taxes involved.

(d) Additional control measures

23.

Standard

Only when they consider such a measure to be indispensable shall the Customs authorities:

(a) require goods to follow a prescribed itinerary; or

(b) require goods to be transported under Customs escort.

24.

Recommended Practice

When the Customs authorities prescribe a time limit for the produc-

tation des marchandises à un bureau de douane déterminé, elles devraient tenir compte des conditions dans lesquelles l'opération de transit douanier se déroulera.

Scellements douaniers et marques d'identification

25.

Norme

Les scellements douaniers utilisés pour le transit douanier doivent répondre aux conditions minimales prescrites dans l'appendice III de la présente annexe.

26.

Pratique recommandée

Les scellements douaniers et les marques d'identification apposés par les autorités douanières étrangères devraient être acceptés aux fins de l'opération de transit douanier, à moins qu'ils ne soient jugés insuffisants ou n'offrent pas la sécurité voulue ou à moins que les autorités douanières ne procèdent à la vérification des marchandises. Lorsque des scellements douaniers étrangers ont été acceptés sur un territoire douanier, ils devraient bénéficier sur ce territoire de la même protection juridique que les scellements nationaux.

Apurement du transit douanier

27.

Norme

Pour l'apurement d'une opération de transit douanier, la législation nationale ne prévoit aucune condition autre que la présentation des marchandises en de la déclaration de marchandises correspondante au bureau de destination dans le délai éventuellement fixé à cet effet, les marchandises ne devant avoir subi aucune modification, ni avoir été utilisées, et les scellements douaniers ou les marques d'identification devant être demeurés intacts.

Note 1

Les contrôles que le bureau de destination effectue aux fins indiquées ci-dessus dépendront des circonstances propres à chaque opération de transit douanier. Toutefois, les autorités douanières s'assurent généralement que les scellements ou les marques d'identification sont intacts; elles peuvent vérifier le cas échéant que l'unité de transport offre à tous autres égards une sécurité suffisante et procéder à une vérification sommaire ou détaillée des marchandises elles-mêmes. La vérification des marchandises peut être effectuée, par exemple, pour placer celles-ci sous un autre régime douanier.

Note 2

La législation nationale peut stipuler que les accidents et autres événements imprévisibles survenant pendant le transport et affect-

tion of the goods at a specified Customs office they should take account of the circumstances in which the Customs transit operation will take place.

Customs seals and identification marks

25. *Standard*

Customs seals and fastenings used in the application of Customs transit shall fulfil the minimum requirements laid down in Appendix III to this Annex.

26. *Recommended Practice*

Customs seals and identification marks affixed by foreign Customs authorities should be accepted for the purposes of the Customs transit operation unless they are considered not to be sufficient or secure or the Customs authorities proceed to an examination of the goods. When foreign Customs seals and fastenings have been accepted in a Customs territory they should be afforded the same legal protection in that territory as national seals and fastenings.

Termination of Customs transit

27. *Standard*

National legislation shall not, in respect of the termination of a Customs transit operation, require more than that the goods and the relevant Goods declaration be presented at the office of destination within any time limit fixed, without the goods having undergone any change and without having been used, and with Customs seals or identification marks intact.

Note 1

The controls carried out for the purposes mentioned above by the office of destination may vary according to the circumstances of each individual Customs transit operation. The Customs authorities generally, however, satisfy themselves that any seals and fastenings or identification marks are intact, may verify that the transport-unit, if any, is otherwise secure and may carry out either a summary or a detailed examination of the goods themselves. The examination of the goods may take place, for example, in connexion with the placing of the goods under another Customs procedure.

Note 2

National legislation may provide that accidents and other unforeseen events en route affecting the Customs transit operation be

tant l'opération de transit douanier sont signalés à la douane ou aux autres autorités compétentes les plus proches du lieu de l'accident ou de l'événement en question, et que ces faits sont vérifiés par elles.

28.

Norme

Lorsqu'il est établi à la satisfaction des autorités douanières compétentes que la personne intéressée a rempli ses obligations, elles donnent sans retard décharge de la garantie éventuellement fournie.

29.

Pratique recommandée

Le fait que l'itinéraire prescrit n'ait pas été suivi ou que la délai fixé n'ait pas été respecté ne devrait pas entraîner le recouvrement des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation éventuellement exigibles, dès lors que toutes les autres conditions ont été remplies à la satisfaction des autorités douanières.

30.

Norme

L'exonération des droits et taxes à l'importation ou à l'exportation normalement exigibles est accordée lorsqu'il est établi à la satisfaction des autorités douanières que les marchandises transportées en transit douanier ont été détruites ou irrémédiablement perdues par suite d'accident ou de force majeure, ou sont manquantes pour des causes tenant à leur nature.

Note

Les parties résiduelles desdites marchandises peuvent être selon la décision des autorités douanières:

(a) mises à la consommation dans l'état où elles se trouvent, comme si elles avaient été importées dans cet état;

(b) réexportées;

(c) abandonnées, sans frais, au profit du Trésor public; ou

(d) détruites ou traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale, sous contrôle de la douane et sans frais pour le Trésor public.

Accords internationaux relatifs au transit douanier

31.

Pratique recommandée

Les Parties contractantes devraient envisager la possibilité d'adhérer aux instruments internationaux mentionnés ci-après ou aux instruments internationaux qui les auraient remplacés:

- la Convention douanière relative au transit international des marchandises (Convention ITI), Vienne, 7 juin 1971;
- la Convention douanière relative au transport international des marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR), Genève, 15 janvier 1959;

reported to, and verified by, the Customs or other competent authorities closest to the scene of the accident or other event.

28. *Standard*

When it has been established to the satisfaction of the competent Customs authorities that the person concerned has fulfilled his obligations, any security given shall be discharged without delay.

29. *Recommended Practice*

Failure to follow a prescribed itinerary or to comply with a prescribed time limit should not entail the collection of any import or export duties potentially chargeable provided the Customs authorities are satisfied that all other requirements have been met.

30. *Standard*

Exemption from the payment of the import or export duties and taxes normally chargeable shall be granted when it is established to the satisfaction of the Customs authorities that goods being transported under Customs transit have been destroyed or irrecoverably lost by accident or by force majeure, or are short for reasons due to their nature.

Note

Remnants of such goods may be:

- (a) cleared for home use in their existing state as if they had been imported in that state; or
 - (b) re-exported; or
 - (c) abandoned free of all expenses to the Revenue; or
 - (d) destroyed or rendered commercially valueless under Customs control without expense to the Revenue;
- as the Customs authorities may require.

International agreements relating to Customs transit

31. *Recommended Practice*

Contracting Parties should give careful consideration to the possibility of acceding to:

- the Customs Convention on the International Transit of Goods (ITI Convention), Vienna, 7 June 1971;
- the Customs Convention on the International Transport of Goods under cover of TIR carnets (TIR Convention), Geneva, 15 January 1959;

- la Convention douanière sur le carnet ATA pour l'admission temporaire de marchandises (Convention ATA), Bruxelles, 6 décembre 1961.

Note

Les carnets ATA peuvent être acceptés pour le transit des marchandises en admission temporaire qui doivent, à l'aller ou au retour, être transportées sous le contrôle de la douane, soit dans le pays d'admission temporaire, soit dans un ou plusieurs pays situés entre les pays d'exportation et d'importation.

32.

Pratique recommandée

Les Parties contractantes qui ne sont pas en mesure d'adhérer aux instruments internationaux énumérés dans la pratique recommandée 31 devraient, dans le cadre des accords bilatéraux ou multilatéraux qu'elles concluraient en vue de créer un régime de transit douanier international, tenir compte des normes et pratiques recommandées 1 à 30 de la présente annexe, et reprendre en outre dans ces accords les dispositions particulières énoncées ci-après:

(1) Lorsque les marchandises seront transportées dans une unité de transport répondant aux conditions indiquées dans la norme 21 et que la personne intéressée le demande et fournit l'assurance que cette unité de transport sera placée à un stade ultérieur du transport sous un régime de transit douanier requérant l'apposition de scellements douaniers, les autorités douanières du bureau de chargement devraient:

- s'assurer de l'exactitude des documents d'accompagnement prévus par l'accord bilatéral ou multilatéral et indiquant le contenu de l'unité de transport,
- sceller l'unité de transport,
- mentionner sur les documents d'accompagnement, le nom du bureau de chargement, les caractéristiques des scellements douaniers apposés et la date à laquelle ils ont été apposés.

(2) Lorsque les marchandises sont ultérieurement déclarées pour le transit douanier, les autorités douanières du bureau de départ devraient, sauf si, en raison de circonstances exceptionnelles, elles estiment nécessaire de vérifier les marchandises, accepter les scellements apposés par le bureau de chargement et les documents d'accompagnement visés sous (1).

(3) Des formules communes de déclaration de marchandises pour le transit douanier devraient être admises sur chacun des territoires douaniers en cause; ces formules devraient être conçues d'après le modèle présenté à l'appendice I de la présente annexe, compte tenu des notes figurant à l'appendice II.

- the Customs Convention on the ATA carnet for the Temporary Admission of Goods (ATA Convention), Brussels, 6 December 1961;

and of adhering to any international instruments that may supersede them.

Note

ATA carnets can be accepted for the transit of goods under temporary admission which have to be conveyed to or from their destination under Customs control, either in the country of temporary admission or through a country or countries between those of exportation and importation.

32.

Recommended Practice

Contracting Parties which are not in a position to adhere to the international instruments enumerated in Recommended Practice 31 should, when drawing up bilateral or multilateral agreements with a view to setting up an international Customs transit procedure, take account therein of Standards and Recommended Practices 1 to 30 in the present Annex and, in addition, incorporate in the agreements the following specific provisions:

(1) where goods are transported in a transport-unit meeting the requirements set out in Standard 21, and where the person concerned so requests and gives the assurance that the transport-unit will, at a subsequent stage of the transport operation, be placed under a Customs transit procedure requiring a Customs seal, the Customs authorities at the office of loading should:

- satisfy themselves of the accuracy of the accompanying documents approved by the bilateral or multilateral agreement and describing the contents of the transport-unit;
- seal the transport-unit;
- record on the accompanying documents the name of the office of loading, details of the Customs seals affixed and of the date of affixing.

(2) when the goods subsequently declared for Customs transit, the Customs authorities at the office of departure should, unless in exceptional circumstances they deem it necessary to examine the goods, accept the seals affixed by the office of loading and the accompanying documents referred to in (1) above;

(3) common Goods declaration forms for Customs transit should be accepted in each Customs territory involved; such forms should be based on the model shown in Appendix I to this Annex taking account of the Notes contained in Appendix II;

(4) Lorsqu'une garantie est exigée, elle devrait être constituée et acceptée sous la forme d'une garantie valable et exécutoire sur chacun des territoires douaniers en cause, son existence étant établie au moyen de la formule de déclaration de marchandises pour le transit douanier ou d'un autre document.

(5) Sans préjudice de leur droit de vérifier les marchandises, les autorités douanières devraient, en règle générale, limiter comme suit les formalités à accomplir aux bureaux de passage:

- dans les bureaux où les marchandises sont importées sur le territoire douanier, les autorités douanières devraient s'assurer que la déclaration de marchandises est en règle, que, le cas échéant, les scellements douaniers ou les marques d'identification apposés antérieurement sont intacts, que, lorsqu'il y a lieu, l'unité de transport présente une sécurité suffisante et que, lorsqu'une garantie est exigée, celle-ci est valable; elles devraient ensuite viser en conséquence la déclaration de marchandises;
- dans les bureaux où les marchandises quittent le territoire douanier, les autorités douanières devraient s'assurer que, le cas échéant, les scellements douaniers ou les marques d'identification sont intacts et, lorsqu'il y a lieu, que l'unité de transport présente une sécurité suffisante; elles devraient ensuite viser la déclaration de marchandises en conséquence.

(6) Lorsqu'un bureau de passage enlève un scellement douanier ou une marque d'identification, notamment afin de vérifier les marchandises, il devrait mentionner les caractéristiques des nouveaux scellements douaniers ou marques d'identification sur la déclaration de marchandises qui accompagne celles-ci.

(7) Les formalités à accomplir dans les bureaux de passage devraient être réduites davantage ou entièrement supprimées, la décharge des obligations découlant du transit douanier étant donnée par les autorités compétentes pour la totalité de l'opération de transit douanier.

(8) Il y aurait lieu de prévoir, entre les administrations des douanes des pays en cause, des mesures d'assistance mutuelle pour contrôler l'exactitude des documents relatifs aux marchandises transportées en transit douanier et l'authenticité des scellements douaniers.

Renseignements concernant le transit douanier

33.

Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté tous renseignements utiles au sujet du transit douanier.

(4) security, where required, should be given and accepted in the form of a guarantee valid and enforceable in each Customs territory involved, evidence of the existence of such guarantee being provided either by the Goods declaration form for Customs transit or by another document;

(5) without prejudice to their right to examine the goods, the Customs authorities should, as a rule, limit the extent of the formalities to be carried out at offices en route to the following:

- at offices where goods are imported into the Customs territory the Customs authorities should satisfy themselves that the Goods declaration is in order, that any Customs seals and fastenings or identification marks previously affixed are intact and, where appropriate, that the transport-unit is secure, and that, where required, a guarantee is in force; they should then endorse the Goods declaration accordingly;
- at offices where goods leave the Customs territory, the Customs authorities should satisfy themselves that any Customs seals and fastenings or identification marks are intact and, where necessary, that the transport-unit is secure; they should then endorse the Goods declaration accordingly;

(6) when an office en route removes a Customs seal or identification mark, for example, in order to examine the goods, it should record details of the new Customs seals or identification marks on the Goods declaration accompanying the goods;

(7) formalities at offices en route should be further reduced, or completely abolished, the discharge of the obligations incurred under Customs transit being given by the competent authorities in respect of the entire Customs transit operation;

(8) arrangements should be made for measures of mutual assistance between the Customs administrations of the countries concerned with regard to verification of the accuracy of the documents describing goods transported under Customs transit and of the authenticity of Customs seals.

Information concerning Customs transit

33.

Standard

The Customs authorities shall ensure that all relevant information concerning Customs transit is readily available to any person interested.

Appendice I à l'annexe E.I.

DECLARATION DE MARCHANDISES (TRANSIT DOUANIER)

Expéditeur (nom et adresse)		Bureau de départ	Date No				
Destinataire (nom et adresse postale)		Déclarant (nom et adresse)					
Adresse de livraison		Pays de provenance	Pays de destination				
Lieu de chargement	Quai, entrepôt, etc.	Documents joints	Usage officiel				
Via	Mode et moyen de transport		Scellés, etc. apposés par <input type="checkbox"/> la <input type="checkbox"/> le dé- douane clarant				
Bureau de destination							
No Conn	Unité de transport (type, no d'identification) Marques et nos des colis ou objets	Nombre & nature des colis; designation des marchandises	No de classement	Poids brut, kg			
	Nombre total de colis	Poids brut total, kg					
(Réglementation nationale)		(Renseignements concernant la garantie)					
		Je soussigné, déclare que les indications figurant dans la présente déclaration sont exactes et véridiques, et accepte la responsabilité de l'accomplissement des obligations encourues au titre de la présente opération de transit douanier conformément aux conditions prescrites par les autorités compétentes.					
		Lieu, date et signature du déclarant					

Appendix I to Annex E.1.

GOODS DECLARATION (CUSTOMS TRANSIT)

Consignor (name and address)		Office of departure	Date No.
Consignee (name and postal address)		Declarant (name and address)	
Delivery address		Country whence consigned	Country of destination
Place of loading	Pier, warehouse, etc.	Documents attached	Official use Seals, etc. affixed by <input type="checkbox"/> Cus- <input type="checkbox"/> Decla- toms rant
Via			
Office of destination			

B/L No.	Transport-unit (type, identification No.); Marks & numbers of pkgs or items	Number & kind of packages; Description of goods	Commo- dity No.	Gross weight, kg
.....
.....
.....
.....
.....
		Total number of packages	Total gross weight, kg	

(National administrative requirements)	(Security details)
	I, the undersigned, declare that the particulars given in this Declaration are true and correct and accept responsibility for fulfilment of the obligations incurred under this Customs transit operation in accordance with the conditions prescribed by the competent authorities.
	Place, date and signature of declarant

Appendice I à l'annexe E.1.

1er PAYS DE TRANSIT	Bureau d'entrée Timbre Je certifie après contrôle que les colis repris sur la présente déclaration sont conformes à la description qui en est donnée et qu'ils sont intacts. SCELLEMENTS <input type="checkbox"/> sur moyens de transport <input type="checkbox"/> intacts <input type="checkbox"/> sur colis <input type="checkbox"/> apposés	Bureau de sortie Timbre Moyens de transport/colis exportés sous scellement intact. Opération de transit national accomplie.
	Date, signature	Date, signature
2e PAYS DE TRANSIT	Bureau d'entrée Timbre Moyens de transport/colis importés sous scellement intact. Documents vérifiés Scellements supplémentaires Numéros <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Bureau de sortie Timbre Moyens de transport/colis exportés sous scellement intact. Opération de transit national accomplie.
	Date, signature	Date, signature
3e PAYS DE TRANSIT	Bureau d'entrée Timbre Moyens de transport/colis importés sous scellement intact. Documents vérifiés Scellements supplémentaires Numéros <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui	Bureau de sortie Timbre Moyens de transport/colis exportés sous scellement intact. Opération de transit national accomplie.
	Date, signature	Date, signature
PAYS DE DESTINATION	Bureau d'entrée Timbre Moyens de transport/colis importés sous scellement intact. Documents vérifiés <input type="checkbox"/> Transfert au bureau de destination finale <input type="checkbox"/> Opération de transit terminée	Bureau de destination finale Timbre Moyens de transport/colis reçus sous scellement intact. Documents vérifiés Opération de transit terminée
	Date, signature	Date, signature

Appendix I to Annex E.1

1st TRANSIT COUNTRY	Office of entry Stamp I have verified that the packages etc. specified in this declaration conform to the description given and that they are undamaged. SEALS <input type="checkbox"/> on means of transport <input type="checkbox"/> intact <input type="checkbox"/> on packages <input type="checkbox"/> affixed Date, signature	Office of exit Stamp Means of transport/packages exported with seals intact. National transit requirements satisfied. Date, signature
2nd TRANSIT COUNTRY	Office of entry Stamp Means of transport/packages imported with seals intact. Documents checked Additional seals <div style="text-align: right;">Numbers</div> <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Date, signature	Office of exit Stamp Means of transport/packages exported with seals intact. National transit requirements satisfied. Date, signature
3rd TRANSIT COUNTRY	Office of entry Stamp Means of transport/packages imported with seals intact. Documents checked Additional seals <div style="text-align: right;">Numbers</div> <input type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes Date, signature	Office of exit Stamp Means of transport/packages exported with seals intact. National transit requirements satisfied. Date, signature
COUNTRY OF DESTI- NATION	Office of entry Stamp Means of transport/packages imported with seals intact. Documents checked <input type="checkbox"/> Transferred to office of final destination <input type="checkbox"/> Transit operation completed Date, signature	Office of final destination Stamp Means of transport/packages received with seals intact. Documents checked Transit operation completed Date, signature

APPENDICE II

Notes

1. Le format du modèle de déclaration de marchandises pour le transit douanier est le format international ISO/A4 (210 × 297 mm). Le formule est pourvue d'une marge supérieure de 10 mm et à gauche d'une marge de 20 mm pour permettre le classement. L'espacement des lignes doit correspondre à des multiples de 4,24 mm). La formule est pourvue d'une marge supérieure de 10 mm et multiples de 2,54 mm. La présentation doit être conforme à la formule-cadre de la Commission Economique pour l'Europe (CEE), suivant le modèle donné à l'appendice I. Les faibles écarts par rapport aux dimensions exactes des cases, etc. sont admissibles s'ils répondent à des raisons particulières dans le pays d'émission, telles l'existence de systèmes de mesure autres que le système métrique, les particularités d'une série normalisée de documents nationaux, etc.

2. Les pays peuvent fixer des normes concernant le poids au m² du papier à utiliser et l'emploi de guillochage afin d'éviter les falsifications.

3. Les mentions portées dans chaque emplacement du modèle de déclaration de marchandises pour le transit douanier indiquent la nature des renseignements qui doivent y figurer. Si la législation nationale l'exige, chaque pays a la faculté de remplacer ces mentions dans sa formule nationale, par celles qu'ils jugera mieux appropriées, à condition que la nature des renseignements prévus dans le modèle de déclaration de marchandises pour le transit douanier ne s'en trouve pas modifiée.

4. En outre, les administrations peuvent omettre, dans leur formule, les rubriques de la formule-cadre dont elles n'ont pas besoin. Les emplacements rendus disponibles peuvent être utilisés pour y consigner des annotations administratives.

5. Le modèle de déclaration est conçu de telle sorte que les indications se rapportant uniquement au transit douanier international figurent au verso de la formule et pourront donc être omises lorsque la déclaration est utilisée à d'autres fins.

6. Les observations ci-après se rapportent aux cases figurant dans le modèle de formule:

Expéditeur (nom et adresse)

Cette case est prévue pour indiquer le nom et l'adresse de l'expéditeur des marchandises. Si une même déclaration couvre des marchandises provenant de plusieurs expéditeurs, mention est faite des documents annexés.

APPENDIX II

Notes

1. The size of the Model Goods Declaration for Customs Transit is the international ISO size A4 (210 × 297 mm, 8.27 × 11.69 inches). The form should be provided with a 10 mm top margin and a 20 mm lefthand filing margin. Line spacing should be based on multiples of 4.24 mm (1/6 inch) and width-spacing on multiples of 2.54 mm (1/10 inch). The lay-out should be in conformity with the ECE lay-out key, as illustrated in Appendix I. Minor deviations in the exact size of boxes, etc., are permissible if required for particular reasons in the issuing country, such as the existence of non-metric measurement systems, features of national aligned systems of documents, etc.

2. Countries may determine standards concerning the weight per m² of the paper, and the use of a machine-turned background to prevent falsification.

3. The guiding words included in the Model Goods Declaration for Customs Transit are intended to indicate the nature of the information which should appear in a given place. In cases where national legislation makes it necessary, each country remains free to replace these words in its national form by such wording as it considers more appropriate provided that this wording does not affect the nature of the information as indicated in the Model Goods Declaration for Customs Transit.

4. In addition it is open to administrations to omit from their forms items which they do not require. The space which thus becomes vacant may be used for official purposes.

5. The Model is so designed that particulars relating only to international Customs transit are placed on the reverse side of the form and thus can be omitted for other applications.

6. The following comments refer to the boxes in the model form:

Consignor (name and address)

This box is intended to show the name and address of the sender of goods. If goods from several consignors are covered by a single declaration reference is made to appended documents.

Destinataire (nom et adresse postale)

Dans la partie supérieure de cette case doit être portée l'adresse postale du destinataire des marchandises; dans la partie inférieure, sous la rubrique «adresse de livraison», préciser l'adresse à laquelle les marchandises doivent être livrées si elle est différente de l'adresse postale.

Déclarant (nom et adresse)

Le déclarant est la personne physique ou morale qui signe la déclaration de transit douanier ou au nom de laquelle cette déclaration est signée.

Pays de provenance

Dans cette case on indiquera le pays d'où proviennent les marchandises, c'est-à-dire le pays d'exportation.

Pays de destination

Il s'agit du pays de destination finale des marchandises après l'opération de transit douanier.

Lieu de chargement ()*

Il s'agit du lieu de départ où les marchandises sont effectivement chargées sur le moyen de transport.

Quai, entrepôt, etc. ()*

Dans cette case sera indiqué le lieu où les marchandises sont entreposées avant leur chargement; ce renseignement présente un intérêt particulier quand les marchandises sont exportées au sortir d'un entrepôt de douane, etc.

Via ()*

Sous «Via» sont signalés les points de passage de frontières ainsi que les lieux où les modes ou les moyens de transport changent, etc.

Mode et moyen de transport ()*

Mentionner le mode et le moyen de transport utilisé pour chaque partie du transport en indiquant, selon le cas, le nom du navire, le numéro d'immatriculation du wagon de chemin de fer ou du véhicule routier, etc.. En cas de transport intermodal, ces renseignements devront, le cas échéant, être inscrits en cours de transport.

(*) Le format de ces cases pourra être adapté en fonction des besoins d'un emploi particulier de la formule ou pour permettre l'adjonction de celli-ci à une série de formules normalisées à établir par la méthode dite de frappe unique.

Consignee (name and postal address)

The upper part of this box is intended to show the mail address of the consignee of goods; the lower part of it under the heading "Delivery address" is intended to specify the address where the goods are to be delivered, if differing from the mail address.

Declarant (name and address)

This term means the natural or legal person who signs the Customs transit declaration or in whose name it is signed.

Country whence consigned

This box is intended to show the country from which the goods are sent, viz. the export country.

Country of destination

This means the country of final destination of goods, after the Customs transit operation.

Place of loading ()*

This means the place of departure where the goods are actually loaded onto the means of transport.

Pier, warehouse, etc. ()*

This box is intended to show – when desirable – the place where the goods are stored before being loaded, which is of particular interest if goods are exported from Customs warehouse, etc.

Via ()*

Under "Via" are mentioned the places where Customs frontiers are crossed, the places where a change in mode or means of transport occurs, etc.

Mode and means of transport ()*

Information should be given of the mode and means of transport used for each part of the transport, by indicating ship's name, registration number of railway waggon or road vehicle, etc., as relevant. In intermodal transport, these data might have to be entered during the course of the transport.

(*) The design of these boxes can be adjusted according to the requirements under a particular application or for inclusion in a one-run system of aligned forms.

Bureau de destination ()*

On entend par-là le nom du bureau de douane où prend fin l'opération de transit douanier.

Documents joints

Le déclarant devra énumérer dans cette case les documents (certificats d'origine et de contrôle sanitaire, manifestes, etc.) joints à la déclaration.

Usage officiel

Indiquer, le cas échéant, dans cette case les indications relatives au contrôle des colis, etc..

Scellés etc. apposés par la douane/le déclarant

Dans cette case seront mentionnés le nombre des scellés, etc. apposés ainsi que leurs numéros ou toute autre caractéristique permettant de les identifier. La rubrique appropriée devra être cochée pour indiquer si les scellés, etc. ont été apposés par la douane elle-même ou par le déclarant.

*Unité de transport (type, numéro d'identification),
marques et numéros des colis ou objets*

Dans cette case sont indiqués les caractéristiques des unités de transport (type et numéro d'identification du conteneur, par exemple) ou des marchandises, par exemple les marques d'expédition, les numéros de lot et les numéros d'ordre ou le libellé de l'adresse.

*Nombre et nature des colis/désignation
des marchandises*

Cette partie est réservée à l'indication du nombre et de la nature des colis et à la désignation des marchandises; celles-ci seront décrites soit d'après leur nom commercial usuel soit, si possible, selon la terminologie des tarifs douaniers ou des barèmes de transport applicables dans le cas considéré.

Numéro de classement

Indiquer si possible le numéro de codification statistique ou du tarif douanier; dans la plupart des cas, ces numéros (ou des parties de ces numéros) étant utilisés dans le monde entier, ils aideront à identifier la marchandise.

Poids brut, kg

Le poids brut des marchandises doit être donné en kilogrammes.

(*) Le format de ces cases pourra être adapté en fonction des besoins d'un emploi particulier de la formule ou pour permettre l'adjonction de celle-ci à une série de formules normalisées à établir par la méthode dite de frappe unique.

Office of destination ()*

This means the name of the Customs office at which the Customs transit operation is terminated.

Documents attached

The declarant should list in this box such documents, e.g. certificates of origin and of sanitary control, goods manifests, which are attached to the declaration.

Official use

This box is intended for any information related to the control of the packages, etc.

Seals, etc. affixed by Customs/declarant

This space is intended for indicating the number of seals, etc., affixed and their numbers or other identification details. The appropriate box shall be marked to indicate whether the seals, etc., were affixed by the Customs themselves or by the declarant.

*Transport-unit (type, identification No.),
marks and numbers of packages or items*

This area is intended for identification particulars for transport-units (e.g. container type and identification No.) or for the goods, such as shipping marks, leading numbers and consecutive numbers, or address marking.

*Number and kind of packages/description
of goods*

This area is intended for particulars of the number and kind of the packages and a description of the goods either in common trade terms or, if possible, using the terminology of the Customs or freight tariffs applicable.

Commodity No

When possible the relevant number of the applicable statistical commodity list or Customs tariff should be given, as in most cases these numbers, or parts of them, are used worldwide, and this would aid in identifying the commodity.

Gross weight, kg

The gross weight of the goods should be given in kilogrammes.

(*) The design of these boxes can be adjusted according to the requirements under a particular application or for inclusion in a one-run system of aligned forms.

Réglementation nationale

Cette case est réservée aux indications complémentaires qui seraient requises par des administrations (nom du conducteur, itinéraire prescrit, délai fixé, etc.). Elle peut également être utilisée pour y porter des indications officielles relatives au bureau de destination.

Renseignements concernant la garantie

Mentionner ici les renseignements relatifs à la garantie constituée: consignation en espèces, garantie fournie par un tiers, etc..

Lieu, date et signature du déclarant

Le texte de la déclaration figurant ici peut être modifié si besoin est pour tenir compte de la législation nationale ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Les cases qui se trouvent au verso de la déclaration de transit douanier ont un simple caractère indicatif et devront être modifiées en fonction de la procédure qui sera prévue dans le cadre d'un accord bilatéral ou multilatéral sur le transit douanier.

APPENDICE III

Conditions minimales auxquelles doivent répondre les scellements douaniers

Les scellements douaniers doivent répondre aux conditions minimales suivantes:

1. Conditions générales relatives aux scellements:

Les scellements doivent:

- (a) être solides et durables;
- (b) pouvoir être apposés rapidement et aisément;
- (c) être d'un contrôle et d'une identification faciles;
- (d) être tels qu'il soit impossible de les enlever ou de les défaire sans les briser ou d'effectuer des manipulations irrégulières sans des traces;
- (e) être tels qu'il soit impossible d'utiliser le même scellement plus d'une fois;
- (f) être constitués de telle manière que la copie ou la contrefaçon en soit rendue aussi difficile que possible.

2. Spécifications matérielles du scellé:

- (a) la forme et les dimensions du scellé doivent être telles qu'on puisse facilement distinguer les marques d'identification;
- (b) les œillets ménagés dans un scellé doivent avoir des dimen-

National administrative requirements

This box is set aside to provide space for any additional details required by administrations, such as name of driver, prescribed itinerary or time-limit. It may also be used for official indications relating to the office of destination.

Security details

Details concerning the security provided, e.g. cash deposit, guarantee, should be given in this box.

Place, date and signature of declarant

The text of the declaration in this box can be changed, as appropriate, to reflect national legislation, bilateral or multilateral agreements.

As regards the boxes on the back of the Customs transit declaration, these are intended as examples only and will have to be adjusted according to the procedure envisaged under a bilateral or multilateral Customs transit agreement.

APPENDIX III

Minimum requirements to be met by Customs seals and fastenings

Customs seals and fastenings shall meet the following minimum requirements:

1. General requirements in respect of seals and fastenings:

The seals and fastenings, together, shall

- (a) be strong and durable;
- (b) be capable of being affixed easily and quickly;
- (c) be capable of being readily checked and identified;
- (d) not permit removal or undoing without breaking or tampering without leaving traces;
- (e) not permit use more than once;
- (f) be made as difficult as possible to copy or counterfeit.

2. Physical specification of seals:

- (a) the shape and size of the seal shall be such that any identifying marks are readily legible;
- (b) each eyelet in a seal be of a size corresponding to that of the

sions correspondant à celles du lien utilisé et doivent être disposés de telle sorte que le lien soit maintenu fermement en place lorsque le scellé est fermé;

(c) la matière à utiliser doit être assez résistante pour éviter les ruptures accidentelles et une détérioration trop rapide (par agents atmosphériques ou chimiques, par exemple) ainsi que pour éviter qu'il soit possible d'effectuer des manipulations irrégulières sans laisser de traces;

(d) la matière à utiliser doit être choisie en fonction du système de scellement adopté.

3. Spécifications matérielles des liens:

(a) les liens doivent être solides et durables et offrir une résistance suffisante aux intempéries et à la corrosion;

(b) la longueur du lien utilisé doit être calculée de manière qu'il soit impossible d'ouvrir entièrement ou partiellement une fermeture scellée sans briser le scellé ou le lien, ou sans les détériorer de façon visible;

(c) la matière à utiliser doit être choisie en fonction du système de scellement adopté.

4. Marques d'identification:

Le scellement doit comporter des marques:

(a) indiquant qu'il s'agit d'un scellement douanier par l'emploi du mot «douane», de préférence dans une des langues officielles du Conseil (le français ou l'anglais);

(b) indiquant le pays qui a apposé le scellement, de préférence au moyen des signes distinctifs utilisés pour indiquer le pays d'immatriculation des véhicules automobiles dans la circulation internationale;

(c) permettant de déterminer le bureau de douane par lequel ou sous l'autorité duquel le scellement a été apposé, par exemple, au moyen de lettres ou de chiffres conventionnels.

ANNEXE E.8

Annexe

concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif

Introduction

La plupart des Etats ont inséré dans leur législation nationale des dispositions qui permettent d'accorder une exonération totale ou

fastening used, and shall be positioned so that the fastening will be held firmly in place when the seal is closed;

(c) the material used shall be sufficiently strong to prevent accidental breakage, early deterioration (due to weather conditions, chemical action, etc.) or undetectable tampering;

(d) the material used shall be selected by reference to the sealing system used.

3. Physical specification of fastenings:

(a) the fastening shall be strong and durable and resistant to weather and corrosion;

(b) the length of the fastening used shall not enable a sealed aperture to be opened or partly opened without the seal or fastening being broken or otherwise showing obvious damage;

(c) the material used shall be selected by reference to the sealing system used.

4. Identification marks:

The seal or fastening, as appropriate, shall be marked:

(a) to show that it is a Customs seal, by application of the word "Customs" preferably in one of the official languages of the Council (English or French);

(b) to show the country which applied the seal, preferably by means of the sign used to indicate the country of registration of motor vehicles in international traffic;

(c) to enable the Customs office by which the seal was affixed, or under whose authority it was affixed, to be identified, for example, by means of code letters or numbers.

ANNEX E.8

Annex

**concerning temporary exportation
for outward processing**

Introduction

Most States have made provision in their national legislation for total or partial exemption from import duties and taxes when goods

partielle des droits et taxes à l'importation lors de la mise à la consommation des marchandises réimportées après transformation, ouvraison ou réparation à l'étranger. Le régime douanier qui prévoit cette exonération est celui de l'exportation temporaire pour perfectionnement passif.

L'octroi de ce régime peut être subordonné à la condition que les opérations de perfectionnement envisagées soient considérées par les autorités compétentes comme ne portant pas préjudice aux intérêts nationaux.

L'exonération accordée lors de la réimportation des marchandises ayant subi un perfectionnement à l'étranger est généralement partielle; elle peut toutefois être totale, notamment dans le cas de réparations qui ont été effectuées gratuitement à l'étranger.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «exportation temporaire pour perfectionnement passif»: le régime douanier qui permet d'exporter temporairement des marchandises qui se trouvent en libre circulation dans le territoire douanier, en vue de leur faire subir à l'étranger une transformation, une ouvraison ou une réparation et de les réimporter ensuite en exonération totale ou partielle des droits et taxes à l'importation;

(b) par «marchandises en libre circulation»: les marchandises dont il peut être disposé sans restrictions du point de vue de la douane;

(c) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(d) par «produits compensateurs»: les produits obtenus à l'étranger, au cours ou à la suite de la transformation, de l'ouvraison ou de la réparation des marchandises exportées temporairement pour perfectionnement passif;

(e) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

(f) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principe

1.

Norme

L'exportation temporaire pour perfectionnement passif est régie par les dispositions de la présente annexe.

which are reimported after manufacturing, processing or repair abroad are declared for home use. The Customs procedure which provides for this exemption is that of temporary exportation for outward processing.

The application of this procedure may be made subject to the condition that the processing operations envisaged are regarded by the competent authorities as not detrimental to national interests.

The exemption granted on the reimportation of the goods processed abroad is usually partial; however, it may be total, in particular where repairs have been carried out abroad free of charge.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "temporary exportation for outward processing" means the Customs procedure under which goods which are in free circulation in a Customs territory may be temporarily exported for manufacturing, processing or repair abroad and then reimported with total or partial exemption from import duties and taxes;

(b) the term "goods in free circulation" means goods which may be disposed of without Customs restriction;

(c) the term "import duties and taxes" means the Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(d) the term "compensating products" means the products obtained abroad during or as a result of the manufacturing, processing or repair of the goods temporarily exported for outward processing;

(e) the term "Customs control" means the measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing;

(f) the term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principle

1. *Standard*
Temporary exportation for outward processing shall be governed by the provisions of this Annex.

Champ d'application

2.

Norme

La législation nationale énonce les circonstances dans lesquelles l'exportation temporaire pour perfectionnement passif peut être accordée et précise les conditions qui doivent être remplies pour bénéficier de ce régime.

Notes

1. Les circonstances dans lesquelles l'exportation temporaire pour perfectionnement passif est autorisée, peuvent être précisées soit en termes généraux, soit sous forme détaillée, soit encore en combinant ces deux possibilités.

2. L'exportation temporaire pour perfectionnement passif peut être subordonnée à la condition que les opérations de perfectionnement envisagées ne portent pas préjudice aux intérêts nationaux.

3. Les autorités douanières peuvent exiger de la personne qui exporte temporairement des marchandises pour perfectionnement passif, qu'elle indique la nature de l'ouvrage ou de la transformation que les marchandises doivent subir à l'étranger.

3.

Pratique recommandée

L'exportation temporaire pour perfectionnement passif ne devrait pas être refusée pour la seule raison que les marchandises doivent être perfectionnées dans un pays déterminé.

4.

Norme

L'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif n'est pas réservée au propriétaire de ces marchandises.

Exportation temporaire des marchandises

(a) Formalités à accomplir avant l'exportation temporaire des marchandises

5.

Norme

Lorsque l'exportation temporaire pour perfectionnement passif est subordonnée à une autorisation préalable, la législation nationale énonce les circonstances dans lesquelles cette autorisation est requise et désigne les autorités habilitées à la délivrer.

6.

Pratique recommandée

Les personnes qui effectuent des opérations importantes et continues d'exportation temporaire pour perfectionnement passif portant sur la même catégorie de marchandises devraient bénéficier d'une autorisation générale couvrant ces opérations.

Field of application

2. *Standard*

National legislation shall specify the circumstances in which temporary exportation for outward processing may be allowed and shall lay down the requirements which must be met.

Notes

1. The circumstances in which temporary exportation for outward processing is allowed may be set out in general terms and/or in detail.

2. Temporary exportation for outward processing may be made subject to the condition that the processing operations envisaged are not detrimental to national interests.

3. The Customs authorities may require a person exporting goods temporarily for outward processing to specify the processing or manufacturing operation which the goods are to undergo abroad.

3. *Recommended Practice*

Temporary exportation for outward processing should not be refused solely on the grounds that the goods are to be processed in a given country.

4. *Standard*

Temporary exportation of goods for outward processing shall not be restricted to the owner of the goods.

Temporary exportation of the goods

(a) Formalities prior to temporary exportation of the goods

5. *Standard*

Where temporary exportation for outward processing is subject to prior authority, national legislation shall specify the circumstances in which such authority is required and the authorities empowered to grant it.

6. *Recommended Practice*

Persons who carry on large-scale and continuous temporary exportation for outward processing operations involving the same type of goods should be granted a general authorization covering such operations.

7.

Pratique recommandée

Lorsque l'opération d'exportation temporaire pour perfectionnement passif peut s'en trouver facilitée ou lorsque les autorités compétentes le jugent indispensable, ces autorités devraient fixer le taux de rendement de cette opération. Le taux de rendement est fixé en précisant l'espèce, la qualité et la quantité des divers produits compensateurs.

Notes

1. Pour fixer les taux de rendement, les autorités douanières peuvent se baser sur les conditions dans lesquelles s'effectue l'opération, dans la mesure où ces données sont connues. Elles peuvent se faire produire les contrats qui ont été établis avec l'entreprise étrangère chargée d'effectuer l'ouvrage ou la transformation. Elles peuvent également se baser sur les taux de rendement qui ont été fixés par les autorités douanières du pays dans lequel les opérations de perfectionnement doivent être effectuées.

2. Des taux forfaitaires de rendement peuvent être fixés lorsque les opérations de perfectionnement passif:

- portent sur des marchandises de caractéristiques sensiblement constantes;
- sont effectuées traditionnellement dans des conditions techniques bien définies et
- aboutissent à l'obtention de produits compensateurs de qualité constante.

(b) Déclaration d'exportation temporaire

8.

Norme

La législation nationale détermine les conditions dans lesquelles les marchandises à exporter temporairement pour perfectionnement passif doivent être présentées au bureau de douane compétent et faire l'objet d'une déclaration de marchandises (sortie).

9.

Pratique recommandée

Les autorités douanières devraient autoriser que la formule de déclaration de marchandises (sortie) soit utilisée pour l'établissement de la déclaration d'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif.

10.

Pratique recommandée

Si des formules particulières sont utilisées pour l'établissement de la déclaration d'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif, ces formules devraient être harmonisées avec la formule de déclaration de marchandises (sortie).

7. *Recommended Practice*

Where such action will facilitate a temporary exportation for outward processing operation or the competent authorities deem it necessary, these authorities should fix a rate of yield for that operation. The description, quality and quantity of the various compensating products shall be specified upon fixing that rate.

Notes

1. In order to fix the rate of yield, the Customs authorities may take as a basis the conditions under which the operation is carried out, insofar as these are known. They may require production of the contracts with the foreign undertaking which is to carry out the processing or manufacturing. They may also take as a basis the rates of yield fixed by the Customs authorities in the country in which the processing operations are to be carried out.

2. Standard rates of yield may be fixed where the outward processing operations:

- relate to goods whose characteristics remain reasonably constant;
- are customarily carried out under clearly defined technical conditions; and
- give compensating products of constant quality.

(b) Declaration for temporary exportation

8. *Standard*

National legislation shall specify the conditions under which goods to be temporarily exported for outward processing shall be produced at the competent Customs office and a Goods declaration (outwards) shall be lodged.

9. *Recommended Practice*

Customs authorities should allow the Goods declaration (outwards) form to be used for making out the declaration for the temporary exportation of goods for outward processing.

10. *Recommended Practice*

If special forms are used for making out the declaration for the temporary exportation of goods for outward processing, they should be harmonized with the form used for the Goods declaration (outwards).

(c) Vérification des marchandises

11.

Pratique recommandée

Sur demande de déclaration et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient, dans la mesure du possible, permettre que les marchandises à exporter temporairement pour perfectionnement passif soient vérifiées dans les locaux de l'intéressé, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge du déclarant.

(d) Mesures d'identification

12.

Norme

Les exigences relatives à l'identification des marchandises qui sont à exporter temporairement pour perfectionnement passif sont fixées par les autorités douanières compte tenu notamment de la nature des marchandises et de l'opération à effectuer.

Notes

1. Pour l'identification des marchandises à exporter temporairement pour perfectionnement passif, les autorités douanières peuvent recourir à l'apposition de marques douanières (scellements, timbres, marques perforées, etc.), à la reconnaissance des marques, numéros ou autres indications figurant de manière permanente sur les marchandises, à la description des marchandises, à des plans à l'échelle ou à des photographies, au prélèvement d'échantillons.

2. Les autorités douanières peuvent également autoriser que l'identification des marchandises soit assurée par la production, lors de l'importation des produits compensateurs, d'une déclaration écrite de l'importateur relative à l'identité des marchandises contenues dans lesdits produits compensateurs, accompagnée le cas échéant, des documents commerciaux se rapportant à l'opération en cause.

13.

Pratique recommandée

Lorsqu'aucune autre mesure d'identification ne peut être appliquée, les autorités douanières devraient recourir à l'utilisation d'une fiche de renseignements du modèle figurant à l'appendice I de la présente annexe dès l'instant que l'ouvrage ou la transformation est à effectuer dans le territoire douanier d'une Partie contractante qui a accepté de contribuer à l'utilisation de la fiche de renseignements selon les principes figurant à l'appendice II de la présente annexe.

Durée de l'exportation temporaire

14.

Norme

Lorsque les autorités douanières imposent un délai pour l'exportation temporaire pour perfectionnement passif, ce délai est fixé en

(c) Examination of the goods

11.

Recommended Practice

At the request of the declarant, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as possible, allow goods that are to be temporarily exported for outward processing to be examined on private premises; the expenses entailed by such examination may be charged to the declarant.

(d) Identification measures

12.

Standard

The requirements relating to the identification of goods to be temporarily exported for outward processing shall be laid down by the Customs authorities, due account being taken, for example, of the nature of the goods and of the operation to be carried out.

Notes

1. For the identification of goods to be temporarily exported for outward processing, the Customs authorities may affix Customs marks (seals, stamps, perforations, etc.), or rely on marks, numbers or other indications permanently affixed to the goods or on the description of the goods, scale plans or photographs, or take samples.

2. The Customs authorities may also allow identification of the goods to be ensured by production, at the time of importation of the compensating products, of a written declaration by the importer concerning the identity of the goods contained in those products supported, as appropriate, by the commercial documents relating to the operation in question.

13.

Recommended Practice

Where no other identification measure is feasible, the Customs authorities should make use of an information document conforming to the model in Appendix I to this Annex provided that the processing or manufacturing is to be carried out in the Customs territory of a Contracting Party that has agreed to take part in the use of information documents in accordance with the principles set out in Appendix II to this Annex.

Duration of temporary exportation

14.

Standard

Where Customs authorities impose a time limit for temporary exportation for outward processing, this time limit shall be fixed by

fonction de la durée nécessaire pour accomplir les opérations de perfectionnement et jusqu'à concurrence, le cas échéant, d'un délai maximal prévu par la législation nationale.

15.

Pratique recommandée

Sur demande de l'intéressé et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient proroger le délai initialement prévu.

Importation des produits compensateurs

16.

Norme

La législation nationale détermine les conditions dans lesquelles les produits compensateurs doivent être présentés au bureau de douane compétent et faire l'objet d'une déclaration de marchandises.

Notes

1. La législation nationale peut prévoir que la déclaration de marchandises devra contenir les indications nécessaires en vue de permettre l'apurement de la déclaration d'exportation temporaire pour perfectionnement passif relative aux marchandises qui ont été mises en oeuvre.

2. La législation nationale peut assimiler aux produits compensateurs, aux fins de la présente annexe, les produits obtenus à l'étranger, à la suite du traitement de marchandises qui sont identiques par leur espèce, leur qualité et leurs caractéristiques techniques, à celles qui ont été envoyées en exportation temporaire pour perfectionnement passif (compensation à l'équivalent).

17.

Pratique recommandée

Les produits compensateurs devraient pouvoir être importés par un bureau de douane compétent, différent de celui d'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif.

18.

Norme

Les produits compensateurs doivent pouvoir être importés en un ou plusieurs envois.

19.

Pratique recommandée

Sur demande de l'importateur et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, ces dernières devraient, dans la mesure du possible, permettre que les produits compensateurs importés soient vérifiés dans les locaux de l'intéressé, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge de l'importateur.

reference to the time necessary to complete the processing operations, up to the maximum period, if any, laid down in the national legislation.

15. *Recommended Practice*

At the request of the person concerned, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should extend the period initially fixed.

Importation of compensating products

16. *Standard*

National legislation shall specify the conditions under which the compensating products shall be produced at the competent Customs office and a Goods declaration shall be lodged.

Notes

1. National legislation may prescribe that the Goods declaration shall contain the particulars needed to permit discharge of the temporary exportation for outward processing declaration concerning the goods utilized.

2. National legislation may provide that the products obtained abroad from the treatment of goods identical in description, quality and technical characteristics to those temporarily exported for outward processing shall be deemed to be compensating products for the purposes of this Annex (setting-off with equivalent goods).

17. *Recommended Practice*

Provision should be made to permit compensating products to be imported through a competent Customs office other than that through which the goods were temporarily exported for outward processing.

18. *Standard*

Provision shall be made to permit compensating products to be imported in one or more consignments.

19. *Recommended Practice*

At the request of the importer, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as possible, allow imported compensating products to be examined on private premises; the expenses entailed by such examination may be charged to the importer.

20.

Norme

Sur demande du bénéficiaire, les autorités compétentes autorisent, aux conditions fixées par la législation nationale, la réimportation, en exonération totale des droits et taxes à l'importation, des marchandises en exportation temporaire pour perfectionnement passif qui n'ont pu subir la transformation, l'ouvraison ou la réparation prévue et qui sont renvoyées en l'état à l'exportateur.

Cette exonération n'est pas applicable aux droits et taxes à l'importation pour lesquels une restitution ou une décharge a été accordée à l'occasion de l'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif.

21.

Norme

A l'exception des cas dans lesquels la législation nationale impose la réimportation des marchandises exportées temporairement pour perfectionnement passif, l'apurement de l'exportation temporaire pour perfectionnement passif doit pouvoir être obtenu par la déclaration des marchandises pour l'exportation définitive sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités applicables dans ce cas.

Droits et taxes à l'importation applicables aux produits compensateurs

22.

Norme

La législation nationale détermine l'étendue de l'exonération des droits et taxes à l'importation qui est accordée lors de la mise à la consommation des produits compensateurs ainsi que le mode de calcul de cette exonération.

Note

Dans les cas d'exonération partielle, la liquidation des droits et taxes à l'importation peut être basée sur la plus-value résultant du perfectionnement des marchandises à l'étranger. Cette liquidation peut également être calculée en déduisant du montant des droits et taxes à l'importation applicables aux produits compensateurs, le montant des droits et taxes à l'importation dont seraient passibles les marchandises en exportation temporaire pour perfectionnement passif qui ont été utilisées pour l'obtention des produits compensateurs, si ces marchandises étaient importées du pays où le perfectionnement a été effectué, dans l'état où elles ont été exportées vers ce pays. Les taux à prendre en considération pour le calcul du montant de la déduction sont ceux en vigueur à la date qui est retenue pour la mise à la consommation des produits compensateurs; toutefois, dans les cas où, en application de cette règle, les taux à prendre en considération seraient supérieurs à ceux qui sont applicables aux produits compensateurs, la déduction peut être calculée d'après ces derniers taux.

20.

Standard

At the request of the person concerned, the competent authorities shall, under the conditions laid down by national legislation, allow goods temporarily exported for outward processing to be reimported with total exemption from import duties and taxes if they could not undergo the manufacturing, processing or repair for which they were sent abroad and are returned to the exporter in the same state.

This exemption shall not apply to import duties and taxes which have been repaid or remitted in connexion with the temporary exportation of the goods for outward processing.

21.

Standard

Unless national legislation requires the reimportation of goods temporarily exported for outward processing, provision shall be made for terminating temporary exportation for outward processing by declaring the goods for outright exportation subject to compliance with the conditions and formalities applicable in such case.

Import duties and taxes applicable to compensating products

22.

Standard

National legislation shall specify the extent of the exemption from import duties and taxes granted when compensating products are taken into home use, and the method of calculation of that exemption.

Note

In the case of partial exemption, the assessment of import duties and taxes may be based on the value added by the processing of the goods abroad. It may also be made by deducting from the amount of the import duties and taxes applicable to the compensating products the amount of the import duties and taxes that would be charged on the goods temporarily exported for outward processing that were used to obtain the compensating products if these goods were imported from the country where they were processed in the state in which they were exported to that country. The rates used to calculate the deduction are those in force at the time determined for the purpose of taking the compensating products into home use; however, where the rates to be taken into consideration under this rule are higher than those applicable to the compensating products, the deduction may be calculated at the rates applicable to those products.

23.

Norme

L'exonération des droits et taxes à l'importation prévue à l'égard des produits compensateurs n'est pas applicable aux droits et taxes pour lesquels une restitution ou une décharge a été accordée à l'occasion de l'exportation temporaire des marchandises pour perfectionnement passif.

24.

Pratique recommandée

Les marchandises en exportation temporaire pour perfectionnement passif qui ont été réparées gratuitement à l'étranger devraient pouvoir être réimportées en exonération totale des droits et taxes à l'importation aux conditions fixées par la législation nationale.

25.

Pratique recommandée

L'exonération des droits et taxes à l'importation devrait être accordée si les produits compensateurs ont été placés dans un entrepôt de douane ou admis dans une zone franche, préalablement à leur déclaration pour la mise à la consommation.

26.

Pratique recommandée

L'exonération des droits et taxes à l'importation devrait être accordée si les produits compensateurs ont bénéficié d'un régime d'admission temporaire préalablement à leur déclaration pour la mise à la consommation.

27.

Pratique recommandée

L'exonération des droits et taxes à l'importation devrait être accordée si les produits compensateurs ont fait l'objet d'une cession avant leur mise à la consommation à condition que cette mise à la consommation soit effectuée au nom ou pour le compte de la personne qui a placé les marchandises en exportation temporaire pour perfectionnement passif.

Note

Certaines taxes intérieures peuvent devenir exigibles en raison de la cession des marchandises.

Renseignements concernant l'exportation temporaire pour perfectionnement passif

28.

Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet de l'exportation temporaire pour perfectionnement passif.

**INFORMATION DOCUMENT TO FACILITATE THE TEMPORARY EXPORTATION OF GOODS
SENT FROM ONE COUNTRY FOR MANUFACTURE, PROCESSING OR REPAIR IN ANOTHER**

**I
TO BE COMPLETED AT EXPORTATION (*)**

Before completing this form
please read note on page 4.

(*) Unused lines or cages must be struck out or the word "Nil" written across them.
(**) Delete if inapplicable.

Customs Administration of _____ Customs Office of _____	A	The goods described below, intended for manufacture — processing — repair (**) in _____ have been entered for exportation (by _____ (on,behalf of (**)) _____ (Name of exporter in block capitals) of _____ (Address in block capitals)					
B	Specification of goods						
Number, type, marks and numbers of packages	Tariff Ref. No.	Commercial description	Quantity		Value	Remarks	
			Gross weight	Net weight, number, volume, measurements, etc.			
~ 1 ~	~ 2 ~	~ 3 ~	~ 4 ~	~ 5 ~	~ 6 ~	~ 7 ~	
C	Nature of proposed operations : _____ _____						
D	Particulars of examinations carried out : _____ _____ _____				E	Certified to correspond with the particulars shown on _____ _____ (Customs document) No. _____ dated _____ _____ (Place) _____ (Date) _____ (Signature) _____ (Customs Office stamp)	
E	Means of identification used : _____ _____ _____						

II
RENSEIGNEMENTS A FOURNIR A L'IMPORTATION (*)

(*) Les lignes ou cases non servies doivent être rayées ou barrées ou porter la mention « Néant ».
(**) Rayer la mention inutile.

Administration des douanes de _____ Bureau de _____	A	Les marchandises désignées (au titre I (**)) destinées à être transformées — ouvrées — réparées (**) (ci-dessous ont été présentées à l'importation (par (pour le compte de (**)) _____ (nom de l'importateur en lettres majuscules) demeurant à _____ (adresse en lettres majuscules)						
B	Nombre, nature, marques et numéros des colis	N° de la Nomen- clature	Nature et espèce commerciale	Quantité		Valeur	Observations	
				Poids brut	Poids net, nombre, volume, surface, etc.			
	~ 1 ~	~ 2 ~	~ 3 ~	~ 4 ~	~ 5 ~	~ 6 ~	~ 7 ~	
C	Nature de la main-d'œuvre à effectuer : _____ _____ _____							
D	Opérations de vérification effectuées : _____ _____ _____					F	Certifié conforme à _____ (document de douane) n° _____ du _____ λ _____ le _____ (Signature) (Cachet du bureau de douane)	
E	Moyens d'identification utilisés : _____ _____ _____							

23. *Standard*

The exemption from import duties and taxes provided for in respect of compensating products shall not apply to duties and taxes which have been repaid or remitted in connexion with the temporary exportation of the goods for outward processing.

24. *Recommended Practice*

Where goods temporarily exported for outward processing have been repaired abroad free of charge, provision should be made for them to be reimported with total exemption from import duties and taxes on the conditions laid down in national legislation.

25. *Recommended Practice*

The exemption from import duties and taxes should be granted if the compensating products were placed in a Customs warehouse or a free zone before being declared for home use.

26. *Recommended Practice*

The exemption from import duties and taxes should be granted if the compensating products were placed under a temporary admission procedure before being declared for home use.

27. *Recommended Practice*

The exemption from import duties and taxes should be granted if the ownership of the compensating products is transferred before they are taken into home use, provided that they are taken into home use in the name or for the account of the person who placed the goods under the temporary exportation for outward processing procedure.

Note

Certain internal taxes may become chargeable because of the transfer of ownership of the goods.

**Information concerning temporary exportation
for outward processing**

28. *Standard*

The Customs authorities shall ensure that all relevant information regarding temporary exportation for outward processing is readily available to any person interested.

FICHE DE RENSEIGNEMENTS POUR FACILITER L'EXPORTATION TEMPORAIRE DES MARCHANDISES
ENVOYÉES D'UN PAYS DANS UN AUTRE POUR TRANSFORMATION, OUVRAISON OU REPARATION

I
RENSEIGNEMENTS A FOURNIR A L'EXPORTATION (**)

Avant de remplir la fiche de
renseignements lire la Notice,
page 4.

(*) Les lignes ou cases non servies doivent être rayées ou barrées ou porter la mention « Néant ».
(**) Rayer la mention inutile.

Administration des douanes de _____ Bureau de _____	A	Les marchandises ci-dessous désignées, destinées à être transformées — ouvrées — réparées (**) en _____ ont été présentées à l'exportation (par _____ (**) (pour le compte de _____ (nom de l'exportateur en lettres majuscules) demeurant à _____ (adresse en lettres majuscules)						
B	Nombre, nature, marques et numéros des colis	N° de la Nomen- clature	Nature et espèce commerciale	Quantité		Valeur	Observations	
				Poids brut	Poids net, nombre, volume, surface, etc.			
	— 1 —	— 2 —	— 3 —	— 4 —	— 5 —	— 6 —	— 7 —	
C	<u>Nature de la main-d'œuvre à effectuer :</u> _____ _____							
D	<u>Opérations de vérification effectuées :</u> _____ _____ _____					F	Certifié conforme à _____ (document de douane) n° _____ du _____ A _____ Je _____ _____ (Signature) (Cachet du bureau de douane)	
E	<u>Moyens d'identification utilisés :</u> _____ _____ _____							

II
TO BE COMPLETED AT IMPORTATION (*)

(*) Unused lines or cages must be struck out or the word "Nil" written across them.

(**) Delete if inapplicable.

Customs Administration of _____ Customs Office of _____	A	The goods described (in Part I (**)) intended for manufacture ~ processing ~ repair (**) (below) were entered (by _____) (on behalf of (**)) _____ (Name of importer in block capitals) of _____ (Address in block capitals)					
B	Specification of goods						
Number, type, marks and numbers of packages	Tariff Ref. No.	Commercial description	Quantity		Value	Remarks	
			Gross weight	Net weight, number, volume, measurements, etc.			
~ 1 ~	~ 2 ~	~ 3 ~	~ 4 ~	~ 5 ~	~ 6 ~	~ 7 ~	
C	<u>Nature of proposed operations:</u> _____ _____ _____						
D	<u>Particulars of examinations carried out:</u> _____ _____ _____				F	Certified to correspond with the particulars shown on _____ (Customs document)	
E	<u>Means of identification used:</u> _____ _____ _____				No. _____ dated _____ (Place) (Date) (Signature) (Customs Office stamp)		

III
RENSEIGNEMENTS A FOURNIR A LA REEXPORTATION (*)

(*) Les lignes ou cases non servies doivent être rayées ou barrées ou porter la mention « Néant ».

(**) Rayer la mention inutile.

Administration des douanes de _____ Bureau de _____	A	Les marchandises désignées (ci-dessous (**) (au titre II (**) (provenant de la transformation ou de l'ouvrage des marchandises reprises au titre II (**) (qui ont été réparées ont été présentées à la réexportation (par _____ (pour le compte de (**) (nom du réexportateur en lettres majuscules) demeurant à _____ (adresse en lettres majuscules)					
B	Nombre, nature, marques et numéros des colis	Désignation des marchandises					
	N° de la Nomenclature	Nature et espèce commerciale	Quantité		Valeur	Observations	
	Poids brut	Poids net, nombre, volume, surface, etc.					
- 1 -	- 2 -	- 3 -	- 4 -	- 5 -	- 6 -	- 7 -	
C	<u>Nature de la main-d'œuvre effectuée</u> : (en précisant, le cas échéant, les pièces ajoutées et les déchets de fabrication). _____ _____			G	<u>Réexportation fractionnée</u> n° _____ N° _____ du _____) Renseignements (document de douane)) à extraire du _____) Titre I Case F (bureau de douane)		
D	<u>Opérations de vérification effectuées</u> : _____ _____			F	Certifié conforme à _____ (document de douane) n° _____ du _____ A _____ le _____		
E	Il ^(a) (n'a pas (**)) été établi que les marchandises réexportées (sont celles qui ont été importées (ont été obtenues à partir des marchandises importées (**) <u>Moyens d'identification utilisés</u> : _____ _____					(Signature)	(Cachet du bureau de douane)

**III
TO BE COMPLETED AT RE-EXPORTATION (*)**

(*) Unused lines or cages must be struck out or the word "Nil" written across them.

(**) Delete if inapplicable.

Customs Administration of _____ Customs Office of _____	A	The goods described (below (in Part II (**) (resulting from the manufacture or processing of the goods described in Part II (**) (which have been repaired were entered for re-exportation (by (on behalf of (**) of _____ (Name of re-exporter in block capitals) _____ (Address in block capitals)				
B	Specification of goods					
Number, type, marks and numbers of packages	Tariff Ref. No.	Commercial description	Quantity		Value	Remarks
- 1 -	- 2 -	- 3 -	Gross weight	Net weight, number, volume, measurements, etc.	- 6 -	- 7 -
C	Nature of operations (Include particulars of any parts added and/or any manufacturing waste): _____ _____ _____				G	Split Re-exportation No. _____ No. _____ dated _____ (Customs document)) Particulars as in Part I _____) Cage F (Customs Office))
D	Particulars of examinations carried out: _____ _____				F	Certified to correspond with the particulars shown on _____ _____ (Customs document)
E	It (has (has not (** been established that the re-exported goods (are those which were imported (have been made or obtained from the goods imported (**) Means of identification used: _____ _____				No. _____ dated _____ _____ (Place) _____ (Date) _____ (Signature) _____ (Customs Office stamp)	

Réservé à la Douane

NOTICE CONCERNANT L'UTILISATION DE LA FICHE DE RENSEIGNEMENTS

1. L'exportateur doit s'assurer que les autorités douanières du pays d'importation temporaire seront en mesure d'établir, sous réserve des conditions qu'elles fixent, l'identité des marchandises.
2. L'utilisateur doit présenter la fiche de renseignements (F.R.) dûment remplie aux autorités douanières lors du dédouanement des marchandises.
3. Dans le cas des réimportations effectuées par envois fractionnés, le déroulement des opérations est le suivant:
 - a) Exportation temporaire:
L'exportateur présente la F.R. en deux exemplaires (original et copie). La douane les vise (Titre I) et les remet à l'exportateur qui transmet l'original à l'importateur qui le conserve jusqu'à la dernière réexportation. L'exportateur conserve la copie.
 - b) Importation temporaire:
L'importateur présente l'original à la douane qui le lui restitue après avoir visé le Titre II.
 - c) Réexportations fractionnées:
Le réexportateur remplit un exemplaire supplémentaire du Titre III y compris la case G et le présente ainsi que l'original à la douane. Celle-ci confronte ces deux documents et vise l'exemplaire supplémentaire qui est transmis par le réexportateur au réimportateur.
 - d) Réimportations fractionnées:
Le réimportateur présente l'exemplaire supplémentaire ainsi que la copie à la douane qui confronte ces deux documents.
 - e) Dernière réexportation fractionnée:
Le réexportateur remplit le Titre III de l'original y compris la case G. La douane appose son attestation et remet l'original au réexportateur qui le fait parvenir au réimportateur.
 - f) Dernière réimportation fractionnée:
Le réimportateur présente à la douane l'original et la copie de la F.R.

APPENDICE II

Principes régissant l'utilisation de la fiche de renseignements

1. La fiche de renseignements pourrait être utilisée dans les cas où il ne serait pas possible d'identifier les marchandises au retour

Appendix I to Annex E.8.

For official use only

NOTE FOR THE USE OF THE INFORMATION DOCUMENT

1. The exporter must ensure that, subject to any conditions they may lay down, the Customs authorities of the country of temporary importation are in a position to establish the identity of the goods.
2. The duly completed Information Document (I.D.) must be presented to the Customs authorities whenever the goods are cleared.
3. If the goods are to be re-imported in split consignments the following procedure applies.
 - (a) **Temporary exportation:**
The exporter produces the I.D. in duplicate. The Customs certify both copies (Part I) and return them to the exporter who sends the original I.D. to the importer who keeps it until the last split re-exportation. The exporter keeps the duplicate I.D.
 - (b) **Temporary importation:**
The importer produces the original I.D. to the Customs who certify Part II and return the I.D. to him.
 - (c) **Split re-exportation:**
The re-exporter completes an additional Part III (including Cage G) and produces it to the Customs together with the original I.D. The Customs certify the additional Part III after checking it against the I.D. The re-exporter sends the additional Part III to re-importer.
 - (d) **Split re-importation:**
The re-importer produces the additional Part III and his copy of the I.D. to the Customs for checking against each other.
 - (e) **Last split re-exportation:**
The re-exporter completes Part III of the original I.D. including Cage G. The Customs certify the original I.D. and return it to the re-exporter who sends it to the re-importer.
 - (f) **Last split re-importation:**
The re-importer produces both copies of the I.D. to the Customs.

APPENDIX II**Principles governing the use of the
Information Document**

1. The Information Document may be used when it would not be possible to identify the goods on reimportation by the usual means

en utilisant les moyens ordinaires de contrôle (scellements, marques, échantillons, etc.) ou d'accepter une déclaration écrite du réimportateur relative à l'identité des marchandises.

2. L'exportateur devrait s'assurer que les autorités douanières du pays d'importation temporaire sont en mesure d'établir, sous réserve des conditions qu'elles fixeront, l'identité des marchandises.

3. Lorsque la fiche a été certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation temporaire, les autorités douanières du pays d'importation temporaire devraient fournir les attestations qui y sont prévues.

4. Les autorités douanières du pays d'importation temporaire devraient s'efforcer de remplir, sur demande, les fiches de renseignements même lorsque les marchandises en question ne sont pas placées en admission temporaire (par exemple, parce qu'elles sont exemptes de droits et taxes à l'importation).

5. Les administrations douanières des pays intéressés pourraient conclure entre elles des accords portant sur la modification de la forme ou du mode d'utilisation de la fiche pour couvrir les cas dans lesquels ces mesures seraient rendues nécessaires par suite de difficultés particulières quant à l'identification des marchandises au retour.

Suivant les dispositions de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, les annexes B.1., E.1. et E.8. sont incorporées à ladite Convention par décision du Conseil adoptée le 22 mai 1975 lors de ses 45^{me} et 46^{me} sessions tenues à Buenos Aires.

ANNEXE A.1

Annexe concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises

Introduction

Les marchandises peuvent être introduites dans un pays par des modes de transport très divers. Afin de protéger les intérêts du Trésor public et d'assurer l'observation de la législation nationale, il est nécessaire que le transporteur qui a introduit des marchandises sur le territoire douanier, présente dès que possible aux autorités douanières ces marchandises ainsi que le moyen de transport à bord duquel elles sont acheminées. Les dispositions nécessaires pour

of control (seals, marks, samples, etc.) or to accept a written declaration by the reimporter concerning the identity of the goods.

2. The exporter should ensure that, subject to any condition they may lay down, the Customs authorities of the country of temporary importation are in a position to establish the identity of the goods.

3. When an Information Document has been certified by the Customs authorities of the country of temporary exportation, the Customs authorities of the country of temporary importation should give the required certification.

4. Customs authorities of the country of temporary importation should endeavour to complete the Information Document whenever requested to do so, even if the goods in question are not imported under a temporary admission procedure (e.g. because they are not liable to import duties and taxes).

5. It would be open to the Customs administrations of the countries concerned to reach agreement on modifications in the form or use the Information Document to cover cases where exceptional difficulty in the identification of goods on their reimportation renders this necessary.

In accordance with the provisions of Article 6, paragraph 1, of the International Convention on the simplification and harmonization of Customs procedures, Annexes B.1., E.1. and E.8. thereto have been incorporated in the Convention by decision of the Council, taken on the 22nd May 1975 at its 45th/46th Sessions, held in Buenos Aires.

ANNEX A.1

Annex concerning Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration

Introduction

Goods may be introduced into a country by many different modes of transport. In order to safeguard the Revenue and ensure compliance with national legislation, the carrier having introduced goods into the Customs territory must produce them, and the means of transport by which they are carried, to the Customs authorities at the earliest possible time. The provisions necessary to control the introduction of goods into the Customs territory depend, to a large extent, upon

contrôler l'introduction des marchandises sur le territoire douanier dépendent, dans une large mesure, de la situation géographique du pays considéré ainsi que d'autres éléments tels que les principaux modes de transport utilisés pour introduire les marchandises dans ce pays.

Dans de nombreux cas, le bureau de douane où les marchandises doivent être présentées et où la déclaration de marchandises doit être déposée est situé au lieu d'introduction des marchandises sur le territoire douanier. Il peut toutefois arriver que ce bureau de douane soit situé à une certaine distance de ce lieu d'introduction. Dans ce cas, il est indispensable que les autorités douanières soient en mesure de contrôler l'acheminement des marchandises jusqu'au bureau de douane où les marchandises doivent être présentées.

Les intérêts de la douane peuvent être garantis au moyen d'une réglementation qui impose certaines obligations au transporteur et d'une surveillance matérielle exercée par la douane à l'égard des moyens de transport et des marchandises introduits sur le territoire douanier.

Il importe de réduire au minimum les inconvénients que ces mesures peuvent entraîner pour le commerce international. Par conséquent, toutes les formalités à accomplir par le transporteur doivent être aussi simples que possible et toute personne intéressée doit pouvoir obtenir sans difficulté des renseignements à leur sujet.

La présente annexe ne s'applique pas aux marchandises acheminées sous un régime douanier tel que le transit douanier international, par exemple, ni aux marchandises acheminées par la voie postale ou dans les bagages des voyageurs, ni aux marchandises placées en dépôt temporaire. Elle ne couvre pas non plus certaines autres formalités susceptibles d'être appliquées dans le cas de modes de transport particuliers, par exemple, la présentation d'une déclaration à l'arrivée du navire.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises»: l'ensemble des opérations à effectuer par la personne intéressée et par la douane depuis l'introduction des marchandises sur le territoire douanier jusqu'au moment où elles sont placées sous un régime douanier;

Note

Le dépôt temporaire peut être considéré comme un régime douanier.

(b) par «territoire douanier»: le territoire dans lequel les dispositions de la législation douanière d'un Etat sont pleinement applicables;

the geography of the country and other circumstances such as the principal modes of transport bringing goods into the country.

In many cases the Customs office at which the goods are to be produced and the Goods declaration is to be lodged is situated at the place where the goods are introduced into the Customs territory; however, in other cases, this Customs office is situated some distance from that place. It is essential that the Customs authorities be in a position to Control the conveyance of goods to the Customs office at which the goods are to be produced to the Customs.

The interests of the Customs may be safeguarded by placing obligations on the carrier through regulations and by means of physical surveillance by the Customs of means of transport and goods introduced into the Customs territory.

It is important that these measures cause a minimum of inconvenience to international trade. To this end all formalities to be accomplished by the carrier should be as simple as possible and information concerning them should be readily available to all interested persons.

This Annex does not cover goods which arrive under a Customs procedure, e.g. international Customs transit, goods carried by post or in travellers' baggage or the temporary storage of goods; nor does it cover certain other formalities which may be applicable in the case of particular modes of transport, e.g. presentation of a report on the arrival of a ship.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration" means all the operations to be carried out by the person concerned and by the Customs from the time goods are introduced into the Customs territory to the placing of the goods under a Customs procedure;

Note

Temporary storage may be considered as a Customs procedure.

(b) the term "Customs territory" means the territory in which the Customs law of a State applies in full;

(c) par «transporteur»: la personne qui transporte effectivement les marchandises ou qui a le commandement ou la responsabilité du moyen de transport;

(d) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(e) par «déclaration de marchandises»: l'acte fait dans la forme prescrite par la douane, par lequel les intéressés indiquent le régime douanier à assigner aux marchandises et communiquent les éléments dont la douane exige la déclaration pour l'application de ce régime;

(f) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

(g) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principes

1. *Norme*

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont régies par les dispositions de la présente annexe.

2. *Norme*

La législation nationale énonce les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'égard des marchandises introduites sur le territoire douanier.

3. *Norme*

Toutes les marchandises introduites sur le territoire douanier sont soumises au contrôle de la douane, qu'elles soient passibles ou non de droits et taxes à l'importation.

4. *Norme*

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont réduites au minimum nécessaire pour assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer.

5. *Norme*

Les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises sont applicables dans les mêmes conditions, quel que soit le pays d'origine ou de provenance des marchandises.

(c) the term "carrier" means the person actually transporting goods or in charge of or responsible for the operation of the means of transport;

(d) the term "import duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(e) the term "Goods declaration" means a statement made in the form prescribed by the Customs, by which the persons interested indicate the particular Customs procedure to be applied to the goods and furnish the particulars which the Customs require to be declared for the application of that procedure;

(f) the term "Customs control" means measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing;

(g) the term "person" means both natural and legal persons unless the context otherwise requires.

Principles

1. *Standard*

Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration shall be governed by the provisions of this Annex.

2. *Standard*

National legislation shall specify the conditions to be fulfilled and the formalities to be accomplished in respect of goods which are introduced into the Customs territory.

3. *Standard*

All goods which are introduced into the Customs territory, regardless of whether they are liable to import duties and taxes, shall be subject to Customs control.

4. *Standard*

Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration shall be reduced to the minimum necessary to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing.

5. *Standard*

Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration shall apply equally, regardless of the country of origin of the goods or the country whence they arrived.

Introduction des marchandises sur le territoire douanier

Lieux d'introduction sur le territoire douanier

6. *Norme*

La législation nationale désigne les lieux d'introduction des marchandises sur le territoire douanier. Pour déterminer ces lieux, il est tenu compte notamment des nécessités particulières du commerce, de l'industrie et des transports.

Note

Les pays peuvent désigner à cet effet des routes douanières, à savoir les routes, voies ferrées, voies navigables et autres voies de transport (pipelines, etc.) qui doivent être utilisées pour l'importation des marchandises.

Obligations du transporteur

7. *Norme*

L'introduction de marchandises sur le territoire douanier comporte pour le transporteur l'obligation de les conduire directement à un bureau de douane ou en un autre lieu, désignés par les autorités douanières, sans en modifier ni l'état, ni l'emballage.

8. *Norme*

Lorsque le transport des marchandises du lieu de leur introduction sur le territoire douanier au bureau de douane ou en un autre lieu désignés est interrompu par suite d'accident ou de force majeure, le transporteur est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour éviter que les marchandises ne circulent dans des conditions non autorisées et d'informer les autorités douanières ou les autres autorités compétentes de la nature de l'accident ou des autres circonstances qui ont interrompu le transport.

Contrôle de la douane

9. *Norme*

Le contrôle de la douane au regard des marchandises importées est réduit au minimum.

Notes

1. Le contrôle de la douane peut comprendre la visite du moyen de transport.

**Introduction of goods into the
Customs territory**

*Places at which goods may be introduced
into the Customs territory*

6. *Standard*

National legislation shall specify the places at which goods may be introduced into the Customs territory. In determining these places the factors to be taken into account shall include the particular requirements of trade, industry and transport.

Note

Countries may specify for this purpose the Customs routes, that is to say, the roads, railways, waterways and any other routes (pipelines, etc.) which must be used for the importation of goods.

Obligations of the carrier

7. *Standard*

The fact of having introduced goods into the Customs territory shall carry with it the obligation upon the carrier to convey them directly to a designated Customs office or other place specified by the Customs authorities without altering their nature or their packaging.

8. *Standard*

Where the conveyance of the goods from the place of their introduction into the Customs territory to a designated Customs office or other specified place is interrupted by accident or force majeure the carrier shall be required to take precautions to prevent the goods from entering into unauthorized circulation and to advise the Customs or other competent authorities of the nature of the accident or other circumstance which has interrupted the journey.

Customs control

9. *Standard*

Customs control in respect of imported goods shall be reduced to the minimum.

Notes

1. Customs control may include the boarding and searching of means of transport.

2. Les autorités douanières peuvent être habilitées à prendre des mesures de contrôle particulières applicables uniquement dans des zones déterminées, par exemple, la zone frontière.

3. En général, il n'est pas nécessaire de recourir à des mesures de contrôle consistant à décharger les marchandises, à apposer des scellements ou des marques d'identification sur le moyen de transport ou les marchandises, ou à acheminer les marchandises sous escorte douanière. Toutefois, lorsque les autorités douanières estiment ces mesures de contrôle indispensables, elles appliquent celle qui entraîne le moins d'inconvénients tant pour la douane que pour le transporteur, tout en offrant une garantie suffisante. Les scellements douaniers et les marques d'identification apposés par les autorités douanières d'un autre pays sont normalement acceptés, sauf s'il apparaît qu'ils sont insuffisants ou qu'ils n'offrent pas la sécurité voulue.

Présentation des marchandises à la douane

Documents

10.

Pratique recommandée

Lorsque le bureau de douane auquel les marchandises doivent être présentées n'est pas situé au lieu d'introduction des marchandises sur le territoire douanier, il ne devrait pas être fait obligation de déposer des documents auprès des autorités douanières de ce lieu.

Note

Les autorités douanières peuvent exiger, pour assurer l'identification des marchandises, la présentation d'un document commercial, d'un document de transport ou d'un autre document accompagnant les marchandises.

11.

Norme

Lorsque les autorités douanières exigent un document pour la présentation des marchandises à la douane, elles acceptent que ce document ne contienne d'autres renseignements que ceux qui sont nécessaires pour identifier les marchandises et le moyen de transport.

Note

Ces renseignements sont normalement obtenus à partir de documents commerciaux et de transport dont le contenu peut être différent suivant le mode de transport considéré. En règle générale, les autorités douanières n'exigeront d'autres renseignements que les désignations des marchandises, des colis (marques et numéros, nombre et nature, poids) et l'identification des moyens de transport. Cependant, les renseignements exigibles peuvent être limités par accord international (il en est ainsi, par exemple, dans le cas des Parties

2. The Customs authorities may have the power to take special control measures which are applied only in specified areas, for example, in the frontier zone.

3. As a rule it is not necessary to take control measures which involve unloading goods, affixing seals or identification marks to means of transport or goods or conveyance of goods under Customs escort. However, where the Customs authorities consider such control measures to be indispensable, they would apply those which would cause the least inconvenience to both the Customs and the carrier while still providing adequate safeguards. Customs seals and identification marks affixed by foreign Customs authorities would normally be accepted unless they were considered not to be sufficient or secure.

Production of goods to the Customs

Documentation

10.

Recommended Practice

Where the Customs office at which the goods are to be produced is not located at the place where the goods are introduced into the Customs territory no document should be required to be lodged with the Customs authorities at that place.

Note

For the purpose of identifying the goods the Customs authorities may require the presentation of commercial, transport or other accompanying documents.

11.

Standard

Where the Customs authorities require documentation in respect of the production of the goods to the Customs this shall not be required to contain more than the information necessary to identify the goods and the means of transport.

Note

The information is normally obtained from commercial and transport documents the contents of which may vary from one mode of transport to another. The Customs authorities would not normally require any more than a description of the goods and of the packages (marks and numbers, number and kind, weight) and identification of the means of transport. Some international agreements lay down the maximum information which may be required (e.g. the country may be a Contracting Party to Annex 9 to the Convention

contractantes à l'annexe 9 à la Convention relative à l'aviation civile internationale ou à la Convention visant à faciliter le trafic maritime international).

12.

Pratique recommandée

Lorsque les documents présentés à la douane sont établis dans une langue dont l'utilisation n'est pas admise à cet effet ou dans une langue qui n'est pas une langue du pays où les marchandises sont introduites, les autorités douanières ne devraient pas systématiquement exiger une traduction des mentions portées sur ces documents.

*Compétence et jours et heures d'ouverture
des bureaux de douane*

13.

Norme

Les autorités douanières désignent les bureaux de douane dans lesquels les marchandises peuvent être présentées à la douane. Elles déterminent la compétence respective de ces bureaux de douane et en fixent les jours et heures d'ouverture en tenant compte notamment des nécessités particulières du commerce, de l'industrie et des transports.

Notes

1. Dans certains pays la compétence des bureaux de douane est fixée compte tenu des routes douanières et de leur importance.

2. Lorsqu'il est nécessaire, la compétence de certains bureaux de douane peut être limitée soit à certains modes de transport, soit à certaines catégories de marchandises, soit encore aux marchandises destinées à des régions déterminées (par exemple, la zone frontière ou une zone industrielle).

14.

Pratique recommandée

Lorsque des bureaux de douane correspondants sont situés sur une frontière commune, les autorités douanières des deux pays concernés devraient harmoniser les jours et heures d'ouverture ainsi que la compétence de ces bureaux.

Note

Dans certains cas, des dispositifs de contrôle juxtaposés sont établis aux frontières communes, les bureaux de douane des deux pays étant installés au même endroit et parfois dans le même bâtiment.

Arrivée en dehors des heures de service

15.

Norme

Les autorités douanières précisent les dispositions que le transpor-

on International Civil Aviation or the Convention on Facilitation of International Maritime Traffic).

12. *Recommended Practice*

Where the documents produced to the Customs are made out in a language which is not specified for this purpose or in a language which is not a language of the country into which the goods are introduced a translation of the particulars given in those documents should not be required as a matter of course.

*Competence and hours of business
of Customs offices*

13. *Standard*

The Customs authorities shall designate the Customs offices at which goods may be produced to the Customs. In determining the competence of these offices and their hours of business, the factors to be taken into account shall include the particular requirements of trade and industry and transport.

Notes

1. In some countries the competence of the Customs offices is determined with reference to the Customs routes and their importance.

2. Where necessary the competence of certain Customs offices may be restricted to certain modes of transport or to certain categories of goods or to goods consigned to specified areas (e.g. the frontier zone or an industrial zone).

14. *Recommended Practice*

Where corresponding Customs offices are located on a common frontier, the Customs authorities of the two countries concerned should correlate the business hours and the competence of those offices.

Note

In some cases joint controls have been established at common frontiers with Customs offices of the two countries installed at the same place and sometimes in the same building.

Arrival outside working hours

13. *Standard*

The Customs authorities shall specify the precautions to be taken

teur doit prendre, en cas d'arrivée au bureau de douane en dehors des heures de service, pour éviter que les marchandises ne circulent dans des conditions non autorisées sur le territoire douanier.

Note

Le transporteur peut être tenu de garder les marchandises en un lieu déterminé, faisant partie des dépendances du bureau de douane ou situé à proximité de celui-ci.

16.

Pratique recommandée

A la demande du transporteur, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient, dans la mesure du possible, permettre que les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises soient accomplies en dehors des jours et heures d'ouverture du bureau de douane, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge du transporteur.

Déchargement

Lieux de déchargement

17.

Norme

La législation nationale détermine les emplacements où le déchargement est autorisé.

18.

Pratique recommandée

A la demande de la personne intéressée, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient permettre que le déchargement soit effectué en dehors des emplacements autorisés à cet effet, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge de la personne intéressée.

Note

Les marchandises peuvent être déchargées, selon les circonstances, dans les locaux de la personne intéressée, dans des locaux dotés du matériel nécessaire ou en tout lieu situé dans la zone de surveillance douanière.

Commencement du déchargement

19.

Pratique recommandée

Le commencement du déchargement devrait être autorisé dès que possible après l'arrivée du moyen de transport au lieu de déchargement.

20.

Pratique recommandée

A la demande de la personne intéressée, et pour des raisons jugées valables par les autorités douanières, celles-ci devraient, dans la

by the carrier to prevent the goods from entering into unauthorized circulation in the Customs territory when they arrive at a Customs office outside working hours.

Note

The carrier may be required to keep the goods at a specific place at or in the vicinity of the Customs office.

16. *Recommended Practice*

At the request of the carrier, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as possible, allow the Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration to be accomplished outside the business hours of the Customs office; any expenses which this entails may be charged to the carrier.

Unloading

Places of unloading

17. *Standard*

National legislation shall specify the places which are approved for unloading.

18. *Recommended Practice*

At the request of the person concerned, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should allow goods to be unloaded at a place other than the one approved for unloading; any expenses which this entails may be charged to the person concerned.

Note

Goods may be unloaded, according to the circumstances, at the premises of the person concerned, at premises with appropriate equipment or at any place within the Customs surveillance zone.

Commencement of unloading

19. *Recommended Practice*

The commencement of unloading should be permitted as soon as possible after the arrival of the means of transport at the place of unloading.

20. *Recommended Practice*

At the request of the person concerned, and for reasons deemed valid by the Customs authorities, the latter should, so far as admin-

mesure où les circonstances administratives le permettent, autoriser le déchargement en dehors des jours et heures d'ouverture du bureau de douane, les frais qui en résultent pouvant être mis à la charge de la personne intéressée.

Marchandises endommagées, détruites ou perdues

21.

Norme

Selon le cas, l'exonération totale ou partielle des droits et taxes à l'importation est accordée pour les marchandises endommagées, détruites ou irrémédiablement perdues par suite d'accident ou de force majeure au cours de l'accomplissement des formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises, à condition que les faits soient dûment établis à la satisfaction des autorités douanières.

Note

A la demande de la personne intéressée, les parties résiduelles des marchandises visées par la présente norme peuvent être:

(a) mises à la consommation dans l'état où elles se trouvent, comme si elles avaient été importées dans cet état,

(b) réexportées,

(c) traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale, sous le contrôle de la douane et sans frais pour le Trésor public, ou

(d) avec l'accord des autorités douanières, abandonnées, sans frais, au profit du Trésor public.

Responsabilité du paiement des droits et taxes à l'importation

22.

Norme

La législation nationale précise la ou les personnes responsables du paiement des droits et taxes à l'importation exigibles sur les marchandises introduites sur le territoire douanier qui n'ont pas été présentées à la douane conformément aux conditions et aux formalités à observer avant le dépôt de la déclaration de marchandises.

Renseignements concernant les formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises

23.

Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet des formalités douanières antérieures au dépôt de la déclaration de marchandises.

istrative circumstances permit, allow unloading to proceed outside the business hours of the Customs office; any expenses which this entails may be charged to the person concerned.

Goods damaged, destroyed or lost

21. *Standard*

Total or partial exemption, as the case may be, from payment of import duties and taxes shall be granted in respect of goods damaged, destroyed or irrecoverably lost by accident or force majeure during the accomplishment of the Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration provided that the facts are duly established to the satisfaction of the Customs authorities.

Note

At the request of the person concerned remnants of goods covered by this Standard may be:

- (a) cleared for home use in their existing state as if they had been imported in that state; or
- (b) re-exported; or
- (c) rendered commercially valueless under Customs control, without expense to the Revenue; or
- (d) with the consent of the Customs authorities, abandoned free of all expenses to the Revenue.

Responsibility for the payment of import duties and taxes

22. *Standard*

National legislation shall specify the person or persons responsible for the payment of any import duties and taxes in respect of goods introduced into the Customs territory which have not been produced to the Customs in compliance with the conditions and formalities to be fulfilled prior to the lodgement of the Goods declaration.

Information concerning Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration

23. *Standard*

The Customs authorities shall ensure that all relevant information regarding Customs formalities prior to the lodgement of the Goods declaration is readily available to any person interested.

ANNEXE F.1

Annexe concernant les zones franches

Introduction

Certains Etats ont depuis longtemps estimé nécessaire de favoriser le développement de leur commerce extérieur et, d'une façon générale, le commerce international, en accordant une exonération des droits et taxes à l'importation, sans limitation de durée, à des marchandises qui sont introduites dans une partie de leur territoire où elles sont généralement considérées comme n'étant pas sur le territoire douanier. Les marchandises ainsi introduites ne sont pas soumises au contrôle habituel de la douane.

Cette partie du territoire qui est qualifiée de «zone franche» dans la présente annexe est également connue dans certains pays sous divers autres termes, tels que «port franc» et «entrepôt franc».

Une distinction peut être faite entre les zones franches commerciales et les zones franches industrielles. Dans les zones franches commerciales, les opérations autorisées sont, en général, limitées à celles qui sont nécessaires à la conservation des marchandises et aux manipulations usuelles destinées à améliorer la présentation ou la qualité marchande des marchandises ou à les conditionner pour le transport. Dans les zones franches industrielles, des opérations de perfectionnement sont autorisées.

Bien que les marchandises introduites dans les zones franches soient généralement considérées comme n'étant pas situées sur le territoire douanier au regard des droits et taxes à l'importation, certaines dispositions de l'Etat en cause peuvent leur être appliquées; c'est notamment le cas de certaines prohibitions et restrictions dérivant de la législation nationale. La douane procède également à certains contrôles à l'intérieur de la zone franche afin de s'assurer de la régularité des opérations qui y sont effectuées.

Les marchandises qui proviennent du territoire douanier et qui sont introduites dans une zone franche bénéficient généralement de l'exonération ou du remboursement des droits et taxes à l'importation et des droits et taxes internes qui sont accordés à l'occasion de l'exportation.

Dans l'hypothèse où les marchandises qui n'ont pas été soumises à des opérations de perfectionnement peuvent, à la sortie de la zone franche, être introduites dans le territoire douanier pour y être mises à la consommation, les droits et taxes à l'importation leur sont applicables comme s'il s'agissait de marchandises importées directement de l'étranger. En revanche, les marchandises étrangères qui ont été soumises à des opérations de perfectionnement à l'intérieur de la zone franche, de même que les marchandises nationales ou nationalisées

ANNEX F.1

Annex concerning free zones

Introduction

Certain States have long considered it necessary to encourage the development of their external trade, and of international commerce in general, by granting indefinite relief from import duties and taxes in respect of goods introduced into a part of their territory where they are generally regarded as being outside the Customs territory. Goods so introduced are not subject to the usual Customs control.

In the present Annex this part of the territory is referred to as a "free zone" although in some countries it is also known under various other names, such as "free port", "free warehouse".

A distinction may be made between commercial and industrial free zones. In commercial free zones, the permitted operations are generally limited to those necessary for the preservation of the goods and the usual forms of handling to improve their packaging or marketable quality or to prepare them for shipment. In industrial free zones, processing operations are authorized.

Although goods introduced into free zones are generally regarded, insofar as import duties and taxes are concerned, as being outside the Customs territory, certain provisions laid down by the State concerned may remain applicable, e.g. prohibitions and restrictions deriving from national legislation. The Customs also carry out certain controls within the free zone to ensure that the operations carried out are in accordance with the requirements laid down.

Goods introduced into a free zone from the Customs territory normally qualify for the exemption from or repayment of import duties and taxes or internal duties and taxes granted at exportation.

Where goods which have not been processed in a free zone are allowed to be introduced into the Customs territory for home use, they become liable to import duties and taxes, as if they had been imported direct from abroad. However, special assessment rules, laid down in national legislation, are applicable in the case of foreign goods which have been processed in the free zone or where the goods utilized were of national origin or had been imported against payment of import duties and taxes and had been granted exemption

mises en oeuvre et qui ont bénéficié d'une exonération ou d'un remboursement des droits et taxes lors de leur introduction dans la zone franche sont soumises à une imposition particulière conformément à la législation nationale.

Dans certains Etats, des facilités douanières comparables à celles qui caractérisent les zones franches sont accordées sur toute l'étendue du territoire, dans le cadre d'autres régimes douaniers comme le régime de l'entrepôt de douane, le régime du drawback, l'admission temporaire pour perfectionnement actif ou le transit douanier.

Définitions

Pour l'application de la présente annexe, on entend:

(a) par «zone franche»: une partie du territoire d'un Etat dans laquelle les marchandises qui y sont introduites sont généralement considérées comme n'étant pas sur le territoire douanier au regard des droits et taxes à l'importation et ne sont pas soumises au contrôle habituel de la douane;

Note

Une distinction peut être faite entre les zones franches commerciales et les zones franches industrielles. Dans les zones franches commerciales, les marchandises y sont admises dans l'attente de leur destination ultérieure, une ouvraison ou une transformation étant normalement interdite. Dans les zones franches industrielles, les marchandises qui y sont admises peuvent être soumises aux opérations de perfectionnement autorisées.

(b) par «territoire douanier»: le territoire dans lequel les dispositions de la législation douanière d'un Etat sont pleinement applicables;

(c) par «droits et taxes à l'importation»: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(d) par «contrôle de la douane»: l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;

(e) par «personne»: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Principe

1.

Norme

Les prescriptions douanières applicables dans les zones franches sont régies par les dispositions de la présente annexe.

from or repayment of duties and taxes when they were introduced into the free zone.

In some countries Customs facilities comparable to those characteristics of free zones are granted throughout the territory, in the context of other Customs procedures such as Customs warehousing, drawback, temporary admission for inward processing or Customs transit.

Definitions

For the purposes of this Annex:

(a) the term "free zone" means a part of the territory of a State where any goods introduced are generally regarded, insofar as import duties and taxes are concerned, as being outside the Customs territory and are not subject to the usual Customs control;

Note

A distinction may be made between commercial and industrial free zones. In commercial free zones, goods are admitted pending subsequent disposal and processing or manufacture is normally prohibited. Goods admitted to industrial free zones may be subjected to authorized processing operations.

(b) the term "Customs territory" means the territory in which the Customs law of a State applies in full;

(c) the term "import duties and taxes" means Customs duties and all other duties, taxes, fees or other charges which are collected on or in connexion with the importation of goods, but not including fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered;

(d) the term "Customs control" means the measures applied to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing;

(e) the term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Principle

1.

Standard

The Customs regulations applicable in free zones shall be governed by the provisions of this Annex.

Etablissement des zones franches

2.

Norme

La législation nationale énonce les conditions dans lesquelles les zones franches peuvent être créées; elle détermine les catégories de marchandises susceptibles d'y être admises et précise la nature des opérations auxquelles les marchandises peuvent être soumises pendant leur séjour en zone franche.

Notes

1. Les zones franches sont généralement établies dans un endroit bénéficiant d'une situation géographique privilégiée, port maritime ou fluvial, aéroport, etc.

2. Selon les dispositions de la législation nationale, les zones franches peuvent être gérées soit par les autorités douanières, soit par d'autres autorités ou par des personnes physiques ou morales.

3.

Norme

Les exigences relatives à la construction et à l'aménagement des zones franches ainsi que les conditions dans lesquelles s'exerce le contrôle de la douane sont fixées par les autorités douanières.

Notes

1. Les autorités douanières peuvent exiger que la zone franche soit fermée par une clôture; elles peuvent en limiter les voies d'accès et en fixer les heures d'ouverture.

2. Pour exercer leur contrôle, les autorités douanières peuvent notamment:

- surveiller les voies d'accès à la zone franche de façon permanente ou intermittente;
- exiger des personnes qui introduisent des marchandises dans les zones franches qu'elles tiennent des écritures ou une comptabilité matières permettant de contrôler la circulation des marchandises;
- procéder à un contrôle par sondage des marchandises admises afin de s'assurer qu'elles n'y sont soumises qu'à des opérations autorisées et qu'aucune marchandise non autorisée n'y a été introduite.

4.

Norme

Les autorités douanières ont le droit d'effectuer à tout moment, un contrôle des marchandises détenues dans les locaux de la personne qui introduit des marchandises dans une zone franche.

Establishment of free zones

2. *Standard*
National legislation shall specify the requirements relating to the establishment of free zones, the kinds of goods admissible to such zones and the nature of the operations to which goods may be subjected in them.

Notes

1. Free zones are generally established at seaports, river ports, airports, and places with similar geographical advantages.

2. In accordance with the provisions of national legislation, free zones may be managed by the Customs authorities, by other authorities or by natural or legal persons.

3. *Standard*
The requirements as regards the construction and layout of free zones and the arrangements for Customs control shall be laid down by the Customs authorities.

Notes

1. The Customs authorities may require that free zones be enclosed; they may also impose restrictions on means of access and establish the hours of business.

2. For the purpose of control, the Customs authorities may, in particular:

- keep the means of access to the free zone under permanent or intermittent supervision;
- require persons introducing goods into free zones to keep accounts so that the circulation of the goods can be controlled;

- make spot checks on the goods admitted to ensure that they have been subjected to authorized operations only and that no unauthorized goods have been introduced.

4. *Standard*
Customs authorities shall have the rights to carry out checks at any time of the goods stored on the premises of any person introducing goods into a free zone.

Marchandises admises5. *Pratique recommandée*

L'admission de marchandises dans une zone franche ne devrait pas être subordonnée à la condition que les marchandises y soient introduites ou détenues en quantités déterminées.

6. *Norme*

L'admission de marchandises dans une zone franche est autorisée non seulement pour les marchandises qui sont introduites directement de l'étranger mais aussi pour les marchandises qui proviennent du territoire douanier de l'Etat concerné.

Note

Les marchandises qui proviennent du territoire douanier de l'Etat concerné peuvent consister en marchandises en libre circulation ou en marchandises ayant bénéficié d'un régime suspensif ou ayant fait l'objet d'un trafic de perfectionnement.

7. *Norme*

Les marchandises admissibles dans une zone franche qui, du fait de leur exportation, bénéficient de l'exonération ou du remboursement des droits et taxes à l'importation, bénéficient de cette exonération ou de ce remboursement immédiatement après qu'elles ont été introduites dans la zone franche.

8. *Norme*

Les marchandises admissibles dans une zone franche qui, du fait de leur exportation, bénéficient de l'exonération ou du remboursement de droits ou de taxes internes, bénéficient de cette exonération ou de ce remboursement après qu'elles ont été introduites dans la zone franche.

Note

L'exonération ou le remboursement est généralement accordé immédiatement après l'introduction des marchandises dans la zone franche. Dans certains cas particuliers, l'exonération ou le remboursement peut être subordonné à la sortie des marchandises du territoire national. La preuve de l'arrivée des marchandises à destination peut également être exigée dans certains cas exceptionnels.

9. *Norme*

L'admission de marchandises dans une zone franche ne doit pas être refusée pour la raison que les marchandises à introduire ont une origine, une provenance ou une destination déterminée.

Goods admitted5. *Recommended Practice*

Admission to a free zone should not be subject to the condition that the goods are introduced into or stored in the zone in specified quantities.

6. *Standard*

Admission to a free zone shall be authorized not only for goods imported direct from abroad but also for goods brought from the Customs territory of the State concerned.

Note

Goods brought from the Customs territory of the State concerned may be goods in free circulation or goods placed under a procedure affording conditional relief from import duties and taxes or a processing procedure.

7. *Standard*

Goods admissible to a free zone which are entitled to exemption from or repayment of import duties and taxes when exported shall qualify for such exemption or repayment immediately after they have been introduced into the free zone.

8. *Standard*

Goods admissible to a free zone which are entitled to exemption from or repayment of internal duties and taxes when exported, shall qualify for such exemption or repayment after they have been introduced into the free zone.

Note

Exemption or repayment is generally granted immediately after introduction of the goods into the free zone. In special cases, exemption or repayment may be made subject to the exportation of the goods from the national territory. Exceptionally, evidence of arrival of the goods in the country of destination may also be required.

9. *Standard*

Admission to a free zone shall not be refused solely on the grounds of the country of origin of the goods, the country whence they arrived or their country of destination.

10.

Norme

L'admission dans une zone franche de marchandises en provenance de l'étranger ne doit pas être refusée pour la raison que les marchandises à introduire sont soumises à des restrictions ou prohibitions autres que celles fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

11.

Pratique recommandée

Les marchandises qui présentent un danger ou sont susceptibles d'altérer les autres marchandises ou exigent des installations particulières, ne devraient être admises que dans les zones franches spécialement aménagées pour les recevoir.

Introduction en zone franche

12.

Norme

Lorsqu'un document doit être présenté à la douane pour les marchandises introduites directement dans une zone franche sans emprunt du territoire douanier de l'Etat concerné, les autorités douanières se bornent à exiger la production d'un document commercial ou administratif contenant les principales données relatives aux marchandises en cause (facture commerciale, lettre de voiture, bulletin d'expédition, etc.).

13.

Pratique recommandée

L'admission dans une zone franche de marchandises qui proviennent du territoire douanier de l'Etat concerné ou qui ont transité à travers ce territoire ne devrait pas donner lieu à l'établissement d'un document distinct de la déclaration de marchandises qui est normalement exigée sur ledit territoire douanier pour couvrir, selon le cas, l'exportation, la réexportation ou le transit des marchandises.

14.

Norme

Les autorités douanières n'exigent pas de garantie pour l'admission de marchandises dans une zone franche.

15.

Norme

Lorsque les autorités douanières soumettent à un contrôle les marchandises destinées à être introduites dans une zone franche, elles limitent leurs opérations à celles qui sont jugées indispensables pour assurer le respect des prescriptions légales ou réglementaires que la douane a la charge d'appliquer.

10. *Standard*

Admission to a free zone of goods brought from abroad shall not be refused solely on the grounds that the goods are liable to restrictions or prohibitions other than those imposed on grounds of public morality or order, public security, public hygiene or health, or for veterinary or phytopathological considerations, or relating to the protection of patents, trade marks and copyrights.

11. *Recommended Practice*

Goods which constitute a hazard, which are likely to affect other goods or which require special installations should be admitted only to free zones specially designed to receive them.

Introduction into a free zone12. *Standard*

Where a document must be presented to the Customs in respect of goods introduced into a free zone directly from abroad, without having to cross the Customs territory of the State concerned, the Customs authorities shall not require more than the production of a commercial or official document (commercial invoice, waybill, despatch note, etc.) giving the main particulars of the goods concerned.

13. *Recommended Practice*

The admission to a free zone of goods brought from the Customs territory of the State concerned or which have crossed that territory in transit should not involve the completion of a document other than the Goods declaration normally required in that territory to cover the exportation, re-exportation or transit of goods.

14. *Standard*

The Customs authorities shall not require security for the admission of goods to a free zone.

15. *Standard*

Where the Customs authorities carry out a control of goods intended for introduction into a free zone, they shall take only such action as is deemed essential to ensure compliance with the laws and regulations which the Customs are responsible for enforcing.

Note

La douane peut notamment s'assurer que les marchandises rentrent dans la catégorie de celles qui sont admissibles en zone franche et que les prohibitions et restrictions applicables ont été observées.

Opérations autorisées .

16.

Norme

Outre les opérations de chargement, de déchargement, de transbordement ou de stockage, les marchandises admises dans une zone franche commerciale doivent pouvoir faire l'objet d'opérations nécessaires pour en assurer la conservation et de manipulations usuelles destinées à améliorer leur présentation ou leur qualité marchande ou à les conditionner pour le transport, telles que la division ou la réunion de colis, l'assortiment et le classement des marchandises, le changement d'emballage.

17.

Norme

Les opérations de perfectionnement auxquelles peuvent être soumises les marchandises admises dans une zone franche industrielle sont précisées par les autorités compétentes, soit en termes généraux, soit sous forme détaillée, soit encore en combinant ces deux possibilités, dans un règlement applicable sur toute l'étendue de la zone franche ou dans l'autorisation délivrée à l'entreprise qui effectue ces opérations.

Note

Le droit d'effectuer des opérations de perfectionnement peut être subordonné à la condition que les opérations de perfectionnement envisagées soient considérées par les autorités compétentes comme présentant des avantages pour l'économie nationale.

Marchandises consommées à l'intérieur de la zone franche

18.

Norme

La législation nationale énumère les cas dans lesquels les marchandises qui sont consommées à l'intérieur des zones franches peuvent être admises en franchise des droits et taxes et fixe les conditions qui doivent être remplies pour bénéficier de cette franchise.

Notes

1. La franchise peut s'appliquer non seulement aux droits et taxes à l'importation mais également aux droits et taxes internes.

2. Le matériel destiné à être utilisé exclusivement à l'intérieur de la zone franche pour le transport, le stockage et l'ouvroison des marchandises peut également bénéficier de la franchise.

Note

In particular, the Customs may ensure that the goods are of a kind allowed to be introduced into the free zone and that any relevant prohibitions and restrictions have been complied with.

Authorized operations

16.

Standard

In addition to loading, unloading, transshipment and storage, goods admitted to a commercial free zone shall be allowed to undergo operations necessary for their preservation and usual forms of handling to improve their packaging or marketable quality or to prepare them for shipment, such as breaking bulk, grouping of packages, sorting and grading, and repacking.

17.

Standard

The processing operations to which goods admitted to an industrial free zone may be subjected shall be specified by the competent authorities in general terms and/or in detail in a regulation applicable throughout the free zone or in the authority granted to the enterprise carrying out these operations.

Note

The right to carry out processing operations may be made subject to the condition that the proposed operations are regarded by the competent authorities as advantageous to the national economy.

Goods consumed within the free zone

18.

Standard

National legislation shall enumerate the cases in which goods to be consumed inside the free zone may be admitted free of duties and taxes and shall lay down the requirements which must be met.

Notes

1. Free admission may be allowed not only in respect of import duties and taxes but also in respect of internal duties and taxes.

2. Free admission of equipment to be used solely inside the free zone for the transport, storage and processing of goods may also be allowed.

Cession

19. *Norme*
Les marchandises admises dans une zone franche doivent pouvoir faire l'objet de cessions.

Notes

1. Les ventes au détail peuvent être interdites à l'intérieur des zones franches.
2. Les marchandises admises dans les zones franches peuvent servir à l'avitaillement des navires et aéronefs.

Destruction

20. *Norme*
Les marchandises admises dans une zone franche doivent pouvoir, sous surveillance de la douane, être détruites ou traitées de manière à leur ôter toute valeur commerciale.

Durée de séjour en zone franche

21. *Norme*
La durée de séjour des marchandises dans une zone franche n'est pas limitée.

Sortie de la zone franche

22. *Norme*
Lorsqu'un document doit être présenté à la douane pour les marchandises qui, à la sortie d'une zone franche, sont acheminées directement à destination de l'étranger, sans emprunt du territoire douanier de l'Etat concerné, les autorités douanières se bornent à exiger la production d'un document commercial ou administratif contenant les principales données relatives aux marchandises en cause (facture commerciale, lettre de voiture, bulletin d'expédition, etc.).

23. *Norme*
Les marchandises qui, à la sortie d'une zone franche, peuvent être introduites dans le territoire douanier de l'Etat concerné, ne font l'objet que de la déclaration de marchandises normalement exigée pour placer lesdites marchandises sous le régime douanier qui leur est assigné.

24. *Pratique recommandée*
Les marchandises qui, à la sortie d'une zone franche, peuvent être introduites dans le territoire douanier de l'Etat concerné, devraient pouvoir bénéficier des régimes suspensifs ou du trafic de perfectionnement en vigueur, dans les mêmes conditions que celles qui sont applicables aux marchandises importées directement de l'étranger.

Transfer of ownership

19. *Standard*

The transfer of ownership of goods admitted to a free zone shall be allowed.

Notes

1. Retail sales within free zones may be prohibited.
2. Goods admitted to free zones may be used for provisioning ships and aircraft.

Destruction

20. *Standard*

Goods admitted to a free zone shall be allowed to be destroyed or rendered commercially valueless under Customs control.

Duration of stay in free zone

21. *Standard*

No limits shall be imposed on the duration of the stay of goods in a free zone.

Removal from free zone

22. *Standard*

Where a document must be produced to the Customs in respect of goods which on removal from a free zone are sent directly abroad without having to cross the Customs territory of the State concerned, the Customs authorities shall not require more than the production of a commercial or official document (commercial invoice, waybill, despatch note, etc.) giving the main particulars of the goods concerned.

23. *Standard*

The only declaration required for goods that are allowed to be introduced into the Customs territory of the State concerned on removal from a free zone shall be the Goods declaration normally required for the Customs procedure to which those goods are assigned.

24. *Recommended Practice*

Goods which are allowed to be removed from a free zone to the Customs territory of the State concerned should be eligible for the conditional relief or processing procedures in force under the conditions applicable to goods imported direct from abroad.

25.

Norme

La législation nationale fixe le moment à prendre en considération pour déterminer la valeur et la quantité des marchandises qui peuvent être mises à la consommation à la sortie d'une zone franche ainsi que les taux des droits et taxes à l'importation qui leur sont applicables.

26.

Norme

La législation nationale précise les règles à appliquer pour déterminer le montant des droits et taxes à l'importation exigibles dans le cas des marchandises mises à la consommation après avoir subi divers traitements ou des opérations de perfectionnement dans une zone franche.

Notes

1. Le montant des droits et taxes à l'importation applicables aux marchandises qui peuvent être mises à la consommation après avoir été soumises à des opérations de perfectionnement dans une zone franche peut être limité au montant des droits et taxes à l'importation applicables aux marchandises étrangères mises en oeuvre, dans l'état où elles ont été introduites dans la zone franche, augmenté, le cas échéant, du montant de l'exonération ou du remboursement de droits ou de taxes internes ou de droits et taxes à l'importation dont les marchandises nationales ou nationalisées mises en oeuvre auraient bénéficié lors de leur introduction dans la zone franche.

2. Un régime particulier de taxation peut être prévu lorsque le matériel qui a été utilisé pour l'ouvroison des marchandises dans la zone franche a été admis en exonération des droits et taxes à l'importation.

Suppression d'une zone franche

27.

Norme

En cas de suppression d'une zone franche, les personnes intéressées doivent disposer d'un délai suffisant pour donner une nouvelle destination à leurs marchandises.

Renseignements concernant les zones franches

28.

Norme

Les autorités douanières font en sorte que toute personne intéressée puisse se procurer sans difficulté, tous renseignements utiles au sujet des prescriptions douanières applicables dans les zones franches.

25. *Standard*

National legislation shall specify the point in time to be taken into consideration for the purpose of determining the value and quantity of goods which may be taken into home use on removal from a free zone and the rates of the import duties and taxes applicable to them.

26. *Standard*

National legislation shall specify the rules applicable for determining the amount of the import duties and taxes chargeable on goods taken into home use after manipulation or processing in a free zone.

Notes

1. The amount of the import duties and taxes chargeable on goods taken into home use after processing in a free zone may be limited to the amount of the import duties and taxes applicable to the foreign goods utilized, in the state in which they were introduced into the free zone, plus, where goods of national origin or goods imported against payment of import duties and taxes were utilized, the amount of any exemption from or repayment of internal duties or taxes or import duties and taxes granted when those goods were introduced into the free zone.

2. A special assessment procedure may be laid down where equipment which has been used to process goods in a free zone was admitted free of import duties and taxes.

Abolition of a free zone

27. *Standard*

In the event of the abolition of a free zone, the persons concerned shall be given sufficient time to arrange for the disposal of their goods.

Information concerning free zones

28. *Standard*

The Customs authorities shall ensure that all relevant information regarding the Customs regulations applicable to free zones is readily available to any person interested.

De Internationale Douaneraad heeft bij besluit van 9 juni 1977 de teksten aangenomen van de Bijlagen C.1, E.2 en F.4 bij de onderhavige Overeenkomst.

De titels van deze Bijlagen luiden in het Nederlands:

Bijlage betreffende de definitieve uitvoer
(Bijlage C.1)

Bijlage betreffende de overslag
(Bijlage E.2)

Bijlage betreffende douaneformaliteiten van toepassing op het postverkeer
(Bijlage F.4)

Voorts heeft de Raad bij besluit van 14 juni 1978 de teksten aangenomen van de Bijlagen A.3, B.2 en B.3 bij de onderhavige Overeenkomst.

De titels van deze Bijlagen luiden in het Nederlands:

Bijlage betreffende douaneformaliteiten van toepassing op vervoermiddelen voor handelsgebruik
(Bijlage A.3)

Bijlage betreffende de toelating met vrijstelling van rechten en heffingen bij de invoer van goederen aangegeven voor binnenlands gebruik
(Bijlage B.2)

Bijlage betreffende de wederinvoer in dezelfde staat
(Bijlage B.3)

Uitgegeven de vierentwintigste maart 1979.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW

INHOUD

A. TITEL	1
B. TEKST	1
C. VERTALING	1
D. PARLEMENT	1
E. BEKRACHTIGING	1
F. TOETREDING	13
G. INWERKINGTREDING	13
H. TOEPASSELIJKVERKLARING	15
J. GEGEVENS	15
Bijlage betreffende de voorschriften inzake oorsprong (Bijlage D.1)	16
Bijlage betreffende de bewijzen van oorsprong (Bijlage D.2)	32
Bijlage betreffende de tijdelijke invoer voor actieve ver- edeling (Bijlage E.6)	48
Bijlage betreffende het douaneverkeer (Bijlage E.1)	70
Bijlage betreffende de tijdelijke uitvoer voor passieve ver- edeling (Bijlage E.8)	106
Bijlage betreffende de douaneformaliteiten voorafgaande aan de aangifte van goederen (Bijlage A.1)	130
Bijlage betreffende de vrije zones (Bijlage F.1)	146
